

N°132
Février 2009
ISSN 0292 - 4943

**LES CAHIERS
DU C.E.R.M.T.R.I.**

LA PALESTINE - 1947

DOCUMENTS

*Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux*

28 rue des Petites -Ecuries - 75010 Paris - France - 01 44 83 00 00

5 €

sommaire

	page
Présentation	2
Chronologie	4
Cartes de la partition en 1947 et en 1949	7
« <i>La révolte de 1936-1939 en Palestine</i> » de Ghassan Kanafani - 1972 (extraits)	9
I – Quelques documents de la IVe Internationale	19
« <i>La partition de la Palestine</i> » éditorial de la revue <i>Quatrième Internationale</i> (novembre-décembre 1947)	20
Thèses du groupe trotskyste palestinien (rédigées en janvier 1948 et publiées dans la revue <i>Quatrième Internationale</i> de juin-juillet 1948)	22
Projet de thèses sur la question juive après la seconde guerre impérialiste, proposé par Ernest Mandel (janvier 1947)	27
II – La position du Parti Communiste Français	39
« <i>Questions et réponses à propos de la Hagana</i> » - Courrier de lecteur et réponse de Florimond Bonte - <i>Les Cahiers du Communisme</i> (organe du CC du PCF) n° 9 – sept. 1948	40
« <i>Les impérialistes anglo-américains en quête de pétrole et de bases militaires provoquent la guerre en Palestine</i> » (article paru dans <i>France Nouvelle</i> , hebdo du PCF - 1 ^{er} mai 1948)	43
III – Documents émanant d'autres courants	47
Le point de vue d' « <i>un jeune communiste palestinien</i> », publié dans <i>La Revue Internationale</i> n° 19 – novembre-décembre 1947	48
« <i>L'aventure sioniste et la question juive</i> », article de la revue <i>La Révolution Proletarienne</i> n° 316 - juin 1948	50
IV – Le combat contre la partition de la Palestine même et l'activité des militants de la IVe Internationale	57
« <i>Le rôle du stalinisme</i> » 3 ^e partie de « <i>Middle East at the crossroads</i> » de Tony Cliff, Londres 1946	58
« <i>Le sionisme, poste avancé de l'impérialisme</i> », lettre ouverte à la conférence du Parti travailliste, par un groupe de socialistes palestiniens - décembre 1944	65
« <i>Contre la partition !</i> », article publié dans « <i>La voix de la classe</i> » - sept. 1947	75
Bibliographie	78

Présentation

Ce cahier du CERMTRI rassemble des documents rédigés dans la période qui entoure la mise en œuvre effective de la partition de la Palestine, votée par l'ONU le 29 novembre 1947, avec le soutien actif des Etats-Unis dont le président était alors Harry Truman) et de l'URSS de Staline.

La plupart de ces documents, rédigés « à chaud » établissent des faits, longtemps contestés par la suite, mais remis sur le devant de la scène par les travaux des « nouveaux historiens » israéliens : la partition de la Palestine, acte indissociable de l'histoire même de l'ONU, a ouvert une période de guerre, marquée par l'expulsion massive des 2/3 de la population palestinienne de l'époque, situation que les palestiniens appellent en arabe la « Nakba », c'est-à-dire la « catastrophe ».

Ces documents reviennent également sur le caractère particulier de la domination de l'impérialisme sur la Palestine à l'époque du mandat britannique et reviennent sur la place et le rôle du mouvement sioniste.

Dans le contexte de l'après seconde guerre mondiale, marqué par l'effroyable tentative d'extermination complète des populations juives d'Europe, le mouvement sioniste axe toute sa propagande en faveur de la partition de la Palestine, sur la prétendue nécessité pour les Juifs, d'avoir leur État, capable notamment d'assurer leur propre sécurité. Les textes de la IV^{ème} Internationale que nous reproduisons, s'attaquent à ces affirmations et préviennent que la constitution d'un tel Etat, fondé sur l'appartenance « ethnique » et religieuse de ses membres porte en lui les conditions de futures catastrophes pour les peuples.

Synthétisant ces analyses, le II^{ème} congrès mondial de la IV^{ème} Internationale, dans sa résolution finale sur la lutte contre la colonisation et les pays coloniaux indique que *« sur la question de la Palestine, la IV^{ème} Internationale repousse comme utopique et réactionnaire la solution « sioniste » à la question juive : elle déclare que la répudiation totale du sionisme est la condition sine qua non pour une fusion des luttes des ouvriers juifs avec les luttes émancipatrices, sociales et nationales des travailleurs arabes. Elle déclare qu'il est profondément réactionnaire d'exiger une immigration juive en Palestine, comme il est réactionnaire de faire appel à l'immigration d'opresseurs dans les pays coloniaux en général. Elle soutient que la question de l'immigration et des rapports entre Juifs et Arabes ne peut être convenablement décidée qu'après l'expulsion de l'impérialisme, par une Assemblée constituante librement élue avec pleins droits pour les Juifs comme minorité nationale ».*

Ces documents, en plus de leur intérêt historique propre, nous paraissent utiles aux débats les plus actuels. Alors que guerres et massacres surgissent de la partition de la Palestine, n'est il pas nécessaire d'en revenir aux conditions mêmes de cette partition ? Était-elle fatale, inéluctable ? Correspondait-elle aux intérêts des populations qui se trouvaient alors sur le territoire de la Palestine ? A ceux de la population palestinienne arabe, mais aussi à ceux des populations juives ? De ce point de vue, il est important de trouver réunis des témoignages sur ce que furent alors les positions au sein du mouvement ouvrier, à l'échelle internationale comme en Palestine même.

En conformité avec ce que sont les buts du CERMTRI, nous avons privilégié dans ce cahier des textes (résolutions, articles) provenant de la IV^{ème} Internationale, mais aussi d'autres courants comme le syndicalisme révolutionnaire. Nous avons réservé une partie de ce cahier à l'illustration de la position et de l'argumentation des partis communistes, en utilisant des articles extraits des publications du Parti Communiste Français.

Ce cahier donne une place particulière aux documents issus de Palestine même qui démontrent que des organisations politiques ouvrières, dans lesquelles se retrouvent militants arabes et juifs, s'opposaient à la partition.

Ce cahier reproduit des articles, pour certains inédits en français, rédigés par des militants imprégnés d'une grande connaissance du terrain, voire qui y ont vécu et combattu. C'est la recherche d'éléments fournissant des faits précis, référencés qui a motivé la sélection de ces textes. Au regard de ces éléments, l'apport — considérable — des historiens d'aujourd'hui réside essentiellement dans l'utilisation des archives et la démonstration qu'il y avait bien un plan d'expulsion massive de la population palestinienne (800 000 personnes en quelques mois après le 15 mai 1948, date de la proclamation de l'État d'Israël), et de destruction des villes et villages, froidement conçu et exécuté. On trouvera des indications sur ces ouvrages dans la bibliographie publiée à la fin de ce cahier.

Répetons-le, le sujet de ce cahier est la question de la partition de la Palestine, et des positions diverses existant alors au sein du mouvement ouvrier à ce sujet. Il n'a pas la prétention de suivre l'histoire des organisations révolutionnaires en Palestine pendant toute la période suivant la révolution russe jusqu'à la seconde guerre mondiale, ni de revenir sur une histoire d'ensemble du mouvement sioniste. Toutefois, pour établir quelle était la situation existant dans la Palestine sous mandat britannique telle qu'elle s'était constituée à la veille de la seconde guerre mondiale, il nous a paru utile de publier en guise d'introduction des extraits de l'ouvrage de l'historien palestinien, Ghassan Kanafani *La Révolte de 1936 – 1939 en Palestine*, reproduits avec l'aimable autorisation de la Fondation culturelle Ghassan Kanafani.

Chronologie

1882 - 1903 : Première vague massive de 35 000 émigrés juifs vers la Palestine, notamment pour fuir les pogroms de la Russie tsariste.

1896 : Théodore Herzl, citoyen de l'Empire Austro-hongrois, publie un livre appelant à la création d'un « État Juif » en Palestine.

1897 : Le premier congrès juif mondial, qui se tient à Bâle en Suisse, adopte un plan de colonisation juive de la Palestine.

1901 : Création du Fonds National Juif pour acheter des terres en Palestine, qui seront exclusivement réservées aux Juifs.

1904 - 1914 : Seconde vague d'émigration juive (40 000 arrivent en Palestine).

1909 : Degania, le premier kibboutz, est fondé sur des terres acquises par le Fonds National Juif auprès du village arabe de Umm Juni près de Tabariyya (Tiberias).

1914 : La population palestinienne s'élève à 790 000 habitants (dont à peu près 92% d'arabes).

1917 : Le 2 novembre, déclaration Balfour, qui engage la Couronne Britannique à supporter l'établissement d'un « foyer national juif en Palestine ». Cette déclaration est soutenue par le congrès américain en 1922 et devient partie intégrante de la réalisation du mandat Britannique en Palestine.

1920 : Fondation de la Histadrout. David Ben Gourion en est le premier président.

1921 : Création de la Haganah, milice sioniste armée.

1921 : Le Parti des Travailleurs Socialistes se divise en Parti Communiste de Palestine (PCP) et Poale Zion Smol (gauche). Fondation de la Compagnie des Travailleurs (Hevrat Ovdim) sous la direction de la Histadrout. La Compagnie était propriétaire de toutes les entreprises lucratives.

1923 : Fondation du Club des Travailleurs des Chemins de Fer à Haïfa.

1924 : Le PCP devient la section officielle du Comintern en Palestine.

1925 : Le 21 mars, fondation de la première organisation syndicale arabe en Palestine, la « Société des Travailleurs Arabes Palestiniens » (PAWS).

1927 : La PAWS organise plusieurs grèves couronnées de succès à Haïfa, Neshet et Shef'amer, qui amènent des améliorations des conditions de travail des travailleurs arabes.

1929 - 1939: Une vague de 250 000 émigrés juifs parvient en Palestine, la plupart fuyant les persécutions nazies.

1930 : 11 et 12 janvier : premier congrès national des travailleurs arabes en Palestine, organisé par la PAWS.

1931 - 1932 : La PAWS dirige plus de 20 grèves de travailleurs palestiniens à travers toute la Palestine.

1932 : Fondation de la Ligue Ouvrière de Palestine (section arabe de Histadrout), renommée après 1948 Ligue Ouvrière d'Israël.

1934 : Fondation de la Société des Travailleurs Arabes (AWS) par Fakhri Nashibi à Jérusalem.

1935 (février) : la PAWS dirige une grande grève des travailleurs des raffineries de l'Iraq Petroleum Ltd - Le refus de coopérer aussi bien de la PAWS que de la Histadrout amène la fin prématurée de la grève.

1936 : Début de la Révolte Arabe (six mois de grève générale).

La commission Peel examine les causes de la Révolte Arabe et suggère une solution fondée sur deux États et des transferts de population.

1937 : Un recensement montre que les travailleurs juifs gagnent 143% plus que les arabes (parmi les travailleuses du textile, ce pourcentage monte à 433).

1939 : Fin de la Révolte Arabe.

Début de la Deuxième Guerre Mondiale ; augmentation de l'immigration juive à cause des persécutions en Europe ; augmentation de la production militaro-industrielle dans toutes les régions sous mandat britannique.

1942 : Fondation de la Fédération des Syndicats et Sociétés Ouvrières Arabes (FATULS).

30% des hommes arabes en âge de travailler en Palestine sont employés dans la production industrielle.

1943 : Le Syndicat des Travailleurs Arabes des Camps Militaires, affilié à la PAWS, organise une importante conférence. Résultat : le commandement militaire britannique reconnaît la PAWS comme représentant légitime des travailleurs arabes des camps militaires en Palestine.

Formation de la Ligue de Libération Nationale (NLL) par des membres arabes de l'ex-PCP.

1945 : Fondation du Congrès des Travailleurs Arabes (AWC). L'AWC représente les arabes palestiniens à la conférence de fondation de la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) à Paris.

1946 : La Palestine compte 1,8 million d'habitants. Deux femmes sont élues au comité exécutif de l'AWC.

1947 : Plan de Partition de l'ONU ; début de la guerre civile en Palestine.

1948 : Fondation de l'État d'Israël, qui place les arabes sous la loi militaire.

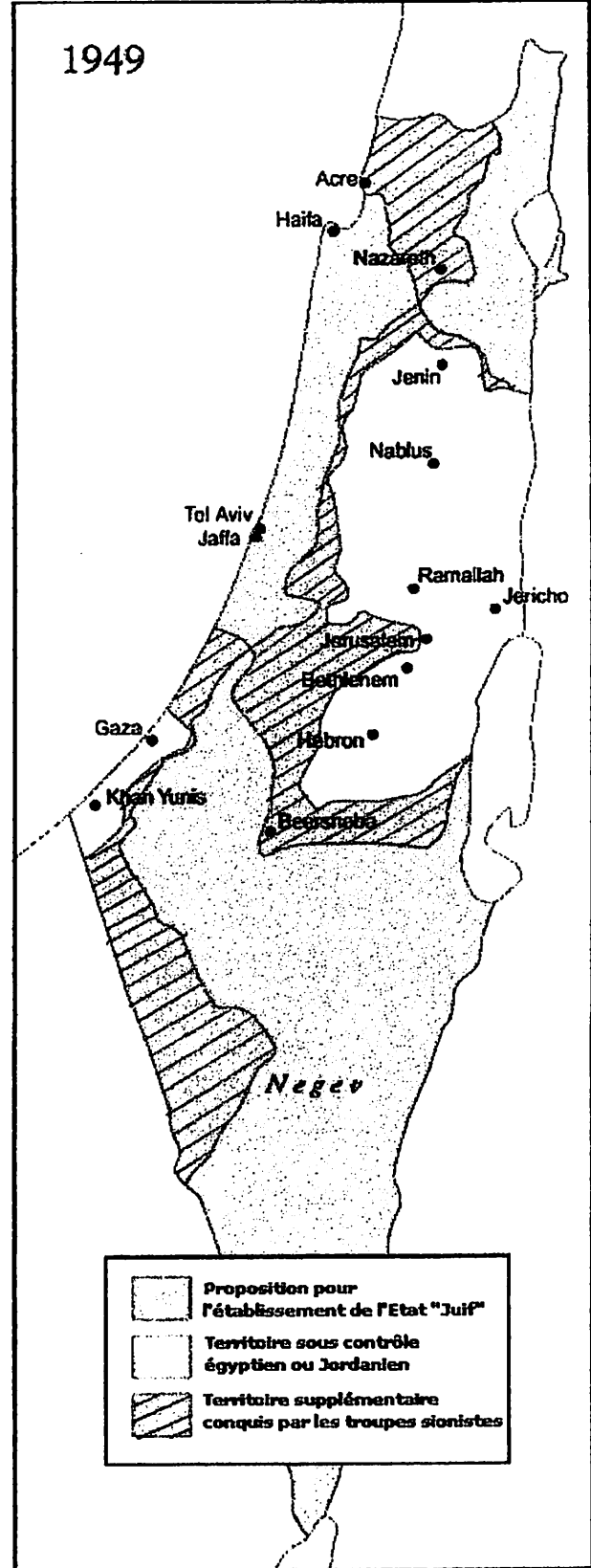
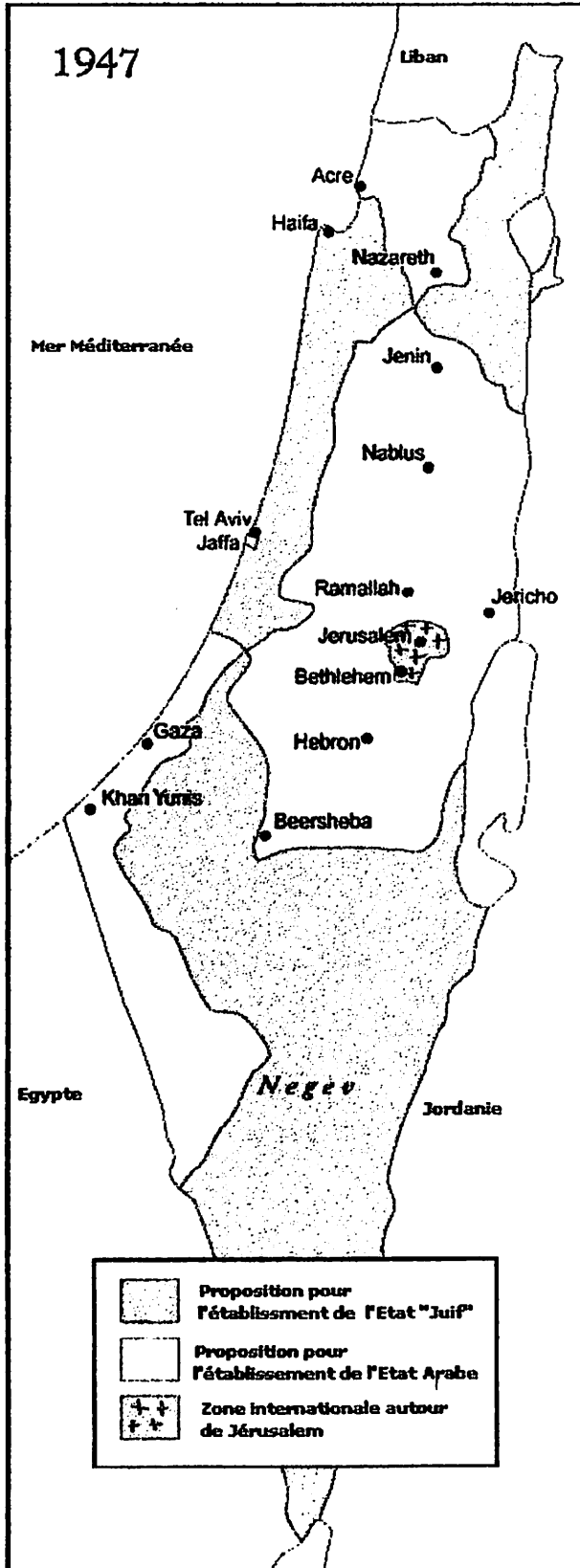
1949 : La population de l'Etat d'Israël s'élève à 1,7 million (dont 14% d'arabes).

1954 : L'AWC se dissout, mettant fin à l'existence légale du mouvement ouvrier arabe organisé en Israël.

La Partition : cartes

Plan de partition de l'ONU

Ligne d'armistice



Extraits de

« *La révolte de 1936 - 1939 en Palestine* »

de Ghassan Kanafani.

Ghassan Kanafani est un célèbre écrivain et journaliste palestinien dont l'œuvre est profondément enracinée dans la culture arabe palestinienne. Militant au sein du Mouvement nationaliste arabe (MNA), il fut rédacteur en chef de *Al-Anwar* et *Al-Hadaf*, organe du Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP). Né en 1936 à Saint Jean d'Acre, il s'exile dès 1948 avec sa famille d'abord au Liban puis en Syrie. Il y enseigne en tant qu'instituteur dans les écoles de réfugiés palestiniens. Il a vécu et travaillé à Damas, puis au Koweït et, à partir de 1960 à Beyrouth. En juillet 1972, Ghassan Kanafani et sa jeune nièce sont assassinés par les services secrets israéliens, à Beyrouth dans un attentat à la voiture piégée. Il a 36 ans. Ghassan Kanafani a laissé une large production littéraire. Il a inspiré une génération entière de son vivant jusqu'à aujourd'hui, par ses actes et ses écrits.

Nous publions ici de larges extraits d'un texte écrit par lui en janvier 1972, « *La révolte de 1936 - 1939 en Palestine* », traduit et édité en France par la *Fondation Culturelle Ghassan Kanafani* (www.fcgk44.free.fr), qui donne un éclairage sur les conditions qui présideront à la partition de la Palestine en 1948.

Introduction

Entre 1936 et 1939, le mouvement révolutionnaire palestinien subit un sérieux revers du fait de l'action combinée de trois ennemis distincts qui constituaient ensemble le principal frein au mouvement national en Palestine à chaque étape cruciale de la lutte : les dirigeants réactionnaires locaux, les régimes des Etats arabes prêts à sacrifier la Palestine et l'ennemi impérialiste-sioniste. La présente étude se concentre sur les structures respectives de ces forces distinctes et sur les relations dialectiques existant entre elles. (...)

Arrière-plan : les ouvriers

La question de l'immigration juive en Palestine ne fut pas simplement un problème moral ou national. Elle eut une implication directe sur le statut économique du peuple arabe de Palestine, touchant en premier lieu les petits et moyens paysans, les ouvriers et certains secteurs de la petite et moyenne bourgeoisie. Le caractère national et religieux de l'immigration juive aggrava plus tard les conséquences économiques. Entre 1933 et 1935, 150 000 juifs immigrèrent en Palestine, portant la population juive du pays à 443 000 soit 29,6% de la population totale – de 1926 à 1932 le nombre d'immigrants en moyenne par an était de 7 201. Cette moyenne s'éleva à 42 985 entre 1933 et 1936 comme un résultat direct de la persécution nazie en Allemagne. En 1932, 9 000 juifs allemands entrèrent en Palestine, 30 000 en 1933, 40 000 en

1934 et 61 000 en 1935, près des trois quarts d'entre eux s'installèrent dans les villes. Si le nazisme était responsable de la terreur contre les juifs et de leur fuite d'Allemagne, ce fut le capitalisme « démocratique » qui fut responsable, avec le mouvement sioniste, de l'envoi d'un grand nombre relatif d'entre eux en Palestine comme l'illustrent les chiffres suivants : des 2 562 000 juifs qui furent la persécution nazie, les USA n'en accueillirent que 170 000 (6,6%), l'Angleterre 50 000 (1,9%) pendant que la Palestine en reçut 8,5% et que 1 930 000 (75,2%) trouvèrent refuge en URSS. (...)

D'après les statistiques officielles, sur l'ensemble des immigrés juifs qui entrèrent en Palestine entre 1932 et 1936, 1 370 (avec 17 119 personnes à charge) possédaient 1 000 Livres Palestiniennes (LP) au moins et 130 000 étaient officiellement enregistrées comme demandeurs d'emploi ou dépendants économiquement d'autres immigrés.

En d'autres termes, l'immigration n'avait pas seulement comme tâche d'assurer la concentration du capital juif européen en Palestine pour dominer le processus d'industrialisation, mais également d'assurer cette tâche avec un prolétariat juif : la politique qui conduisit au slogan : « Le travail aux juifs » eut de graves conséquences en conduisant rapidement à l'émergence de tendances fascistes dans la société coloniale juive. Une autre conséquence fut le développement d'une compétition violente entre les prolétariats arabes palestiniens et juifs et entre les paysans arabes palestiniens, les fermiers et les travailleurs agricoles et leurs concurrents juifs. (...) En 1935, par exemple, les juifs contrôlaient 872 des 1 212 entreprises industrielles de Palestine employant 13 678 ouvriers quand dans le même temps le reste des entreprises industrielles sous contrôle arabe palestinien employaient 4 000 ouvriers : les investissements juifs s'élevaient à 4,391 millions de Livres Palestiniennes (LP) face aux 704 000 Livres Palestiniennes des investisseurs arabes palestiniens, la production juive approchait les 6 millions de Livres Palestiniennes (LP) contre 1,545 millions pour les entreprises arabes palestiniennes : de plus le capital juif contrôlait à 90% les concessions garanties par le Mandat britannique pour un total d'investissement de 5,789 millions de Livres Palestiniennes et donnant du travail à 2 619 ouvriers.

Un rapport officiel notait qu'un ouvrier juif percevait en moyenne un salaire de 145% supérieur à son concurrent arabe palestinien (cet écart était de 433% dans l'industrie textile employant des femmes juives et arabes palestiniennes et de 233% dans l'industrie du tabac). « *Jusqu'en 1937 le salaire réel des ouvriers arabes palestiniens a chuté de 10% quand celui des juifs a augmenté de 10%* ».

Le résultat fut une chute quasi-totale de l'économie arabe en Palestine affectant en premier lieu les ouvriers arabes palestiniens. (...)

Quand le Mandat britannique refusa d'autoriser près de mille demandeurs d'emploi de Jaffa à manifester le 6 juin 1935, la Fédération des travailleurs arabes Palestiniens de Jaffa publia une déclaration mettant en garde le gouvernement contre la non résolution des problèmes promettant que « *le gouvernement devra bientôt donner du pain ou des balles aux ouvriers* ».

Avec la détérioration des conditions de vie des ouvriers, il était prévisible qu'un soulèvement voie le jour. George Mansour [secrétaire de la fédération des travailleurs arabes palestiniens de Jaffa ndr] (qui avait été auparavant un membre du Parti Communiste) mit en avant dans son rapport à la Commission Peel qu'à la fin 1935, 2 270 ouvriers et ouvrières arabes étaient au chômage dans la seule ville de Jaffa sur une population de 71 000 habitants. Mansour donna cinq raisons expliquant le taux élevé de chômage, quatre d'entre elles étaient directement liées à l'immigration juive : 1) l'installation de nouveaux immigrés, 2) l'exode rural, 3) le renvoi des travailleurs arabes de leur travail, 4) la détérioration de la situation économique, 5) la politique discriminatoire du Mandat britannique en faveur des ouvriers juifs. (...)

La politique de renvoi des ouvriers arabes palestiniens des usines et des projets contrôlés par le capital juif fut à l'origine de violents événements. Dans les quatre colonies juives de Malbis, Dairan, Wadi Hunain et Khadira, il y avait 6 214 ouvriers arabes palestiniens en février 1935. Après six mois, il n'en restait que 2 276 et après un an plus que 617. Des attaques contre les ouvriers arabes palestiniens eurent lieu. En une occasion au moins, la communauté juive força un patron palestinien et ses ouvriers à quitter le building Brodski à Haïfa. Parmi ceux qui perdirent systématiquement leur travail, il y avait les ouvriers agricoles des vergers, les ouvriers du tabac, les maçons et les tâcherons du bâtiment. (...) Il était clair que le prolétariat arabe était tombé « victime du colonialisme britannique et du capital juif, le premier des deux portant la plus grande responsabilité. » (...)

La Histadrout déclara pour résumer sa politique que « *autoriser des Arabes à pénétrer le marché du travail juif, signifie que l'afflux du capital juif sera employé au développement arabe, ce qui est contraire aux objectifs sionistes. De plus, l'emploi d'Arabes dans les industries juives conduira à une division de classe en Palestine selon une ligne raciale : des capitalistes juifs employant des ouvriers arabes, s'il est permis de le dire c'est introduire en Palestine les conditions qui ont conduit à l'émergence de l'anti-sémitisme.* »

Ainsi, l'idéologie et les pratiques à l'oeuvre durant le processus de colonisation, avec l'escalade du conflit contre la société arabe de Palestine, développèrent des caractéristiques fascistes dans les organisations sionistes ; le fascisme sioniste utilisait les mêmes méthodes que le fascisme ascendant en Europe. (...) Durant la période comprise entre le début des années vingt et le début des années trente, le mouvement ouvrier progressiste arabe aussi bien que juif, eut à subir des coups très rudes, qui, combinés à des faiblesses purement subjectives, débouchèrent sur sa paralysie virtuelle. D'une part, le mouvement sioniste qui prenait rapidement un caractère fasciste et pratiquait le terrorisme armé chercha à isoler et détruire le Parti Communiste de Palestine (PCP), dont la plupart des dirigeants étaient juifs, et qui résistait aux organisations ouvrières sionistes. D'autre part, la direction palestinienne féodale et religieuse ne pouvait tolérer l'émergence d'un mouvement ouvrier arabe indépendant de son contrôle. Le mouvement ouvrier était ainsi soumis à la terreur de la direction arabe. Au début des années trente, le groupe du Mufti assassina Michel Mitri, président de la Fédération des Ouvriers Arabes de Jaffa. Des années après, Sami Taha, un syndicaliste et président de la Fédération des Ouvriers Arabes de Haïfa fut également assassiné. (...)

Le Parti Communiste de Palestine réussit parfois dans le même temps, à organiser l'action politique. (...) [Cependant, il] resta isolé de la réalité politique jusqu'à la fin de 1930, l'année de la tenue de son VIIe Congrès. Dans les résolutions votées à son congrès, le Parti admettait qu'il « *avait adopté une attitude essentiellement erronée sur la question du nationalisme palestinien, sur le statut de la minorité nationale juive en Palestine et de son rôle vis-à-vis des masses arabes. Le Parti a échoué à construire son activité parmi les masses arabes palestiniennes et est demeuré isolé en travaillant exclusivement parmi les ouvriers juifs. Cet isolement s'est particulièrement illustré par l'attitude négative du Parti durant l'insurrection arabe palestinienne de 1929.* » Bien qu'en pratique le Parti attaquât systématiquement la bourgeoisie palestinienne, qui était dans une position difficile, et bien qu'il n'adoptât jamais une politique de fronts populaires et d'alliances entre les classes révolutionnaires, les conclusions du VIIe Congrès tenu en 1930-31 mettaient en avant une analyse politique plus juste.

Ainsi dans ses conclusions, le Parti considérait que la résolution de la question nationale palestinienne était une des tâches principales de la lutte révolutionnaire. Il voyait dans son isolement du mouvement des masses arabes palestiniennes le résultat d'une « *déviaton influencée par le sionisme et qui empêchait l'arabisation du Parti* ». (...) Les documents mentionnent les « *efforts opportunistes pour bloquer l'arabisation du Parti* ». (...) Le Parti se montra pourtant incapable de mettre en oeuvre la mobilisation des Arabes palestiniens et les slogans

révolutionnaires adoptés par le congrès ne furent jamais traduits dans la pratique : « *Pas un seul dunum [un dunum équivaut à mille mètres carrés. Ndlt] pour les impérialistes et les usurpateurs sionistes !* » « *Expropriation révolutionnaire de la terre appartenant au gouvernement, aux promoteurs juifs, aux factions sionistes et aux grands propriétaires et fermiers arabes* » « *Aucune reconnaissance des accords sur la vente de la terre* » « *Lutte contre les usurpateurs sionistes* ». (...) Le Parti Communiste de Palestine ne fut malgré tout jamais «arabisé». Le terrain était prêt pour la domination du mouvement des masses arabes palestiniennes par les directions féodales et religieuses.

Peut-être une des raisons qui explique la ligne et les pratiques du Parti d'alors est à chercher dans l'attitude révolutionnaire sans concession connue dans le Komintern entre 1928 et 1934. Mais malgré leur faible nombre, leur isolement relatif et leur échec à gagner les masses arabes palestiniennes, particulièrement dans les zones rurales, les communistes mirent toute leur énergie dans la révolte de 1936. (...).

Près de dix ans plus tard, le 22 janvier 1946, les Izvestia osèrent comparer la lutte des juifs en Palestine à celle des bolcheviks avant 1917. En tout cas, les résolutions du VIIe Congrès du Parti Communiste de Palestine (PCP) n'ont été connues que récemment ; le processus d'arabisation n'a pas eu lieu et malgré le rôle d'éducateur joué par le Parti et les contributions qu'il fit à la lutte sur ce terrain, il ne joua pas le rôle qu'il s'était imparti à son VIIe Congrès, dans le mouvement national palestinien. Durant la révolte de 1936, le Parti explosa. Il y eut une autre scission en 1948, puis une autre en 1965 sur la question de l'arabisation : les dissidents défendaient une « *attitude constructive envers le sionisme.* » Cet échec du Parti Communiste de Palestine (PCP), la faiblesse de la bourgeoisie arabe émergente et la désunion du mouvement ouvrier arabe signifiait que la direction féodale et religieuse allait jouer un rôle fondamental dans l'évolution de la situation vers l'explosion en 1936.

Arrière-plan : les paysans

(...) Bien qu'une grande proportion de capital juif fût allouée aux zones rurales, et malgré la présence des forces militaires britanniques et la pression intense de la machine administrative en faveur des sionistes, ces derniers n'obtinrent que des résultats minimes (un total de 6 752 colons) en comparaison des plans sionistes pour établir un Etat juif. Ils aggravèrent néanmoins sérieusement la situation de la population rurale arabe palestinienne. La propriété des groupes juifs sur les zones urbaines et rurales passa de 300 000 dunums en 1929 à 1,250 millions de dunums en 1930. La terre achetée était insignifiante du point de vue d'une colonisation de masse et pour la résolution du problème juif. Mais l'expropriation de près d'un million de dunums – près d'un tiers des terres agricoles – conduisit à un sérieux appauvrissement des paysans arabes et des bédouins. Avant 1931, 20 000 familles paysannes avaient été expulsées par les sionistes. (...) Ainsi, en plus de la perte de la terre, la société arabe palestinienne rurale fut détruite par le processus de colonisation. Jusqu'en 1931, seuls 151 juifs pour 1 000 dépendaient de l'agriculture en comparaison des 637 Arabes pour 1 000. Sur près de 119 000 paysans, seuls 11 000 étaient juifs. En 1931, 19,1% de la population juive travaillait dans l'agriculture, 59% des Arabes palestiniens vivaient de la terre. La base économique pour ce choc est très dangereuse, mais pour l'appréhender complètement nous devons voir son aspect national.

En 1941, 30% des paysans arabes palestiniens ne possédaient aucune terre, quand près de 50% ne possédaient que des parcelles insuffisantes pour subvenir aux besoins de leur famille. (...) Parce qu'elles vivaient sous la triple pression de l'invasion sioniste, de la propriété féodale arabe et de la taxation lourde du gouvernement du Mandat britannique, les masses rurales arabes palestiniennes furent les premières conscientes du défi national. Durant les révoltes de 1929 et 1933, de nombreux petits paysans arabes palestiniens vendirent leurs terres aux gros

propriétaires terriens pour acheter des armes et résister à l'invasion sioniste et au Mandat britannique. (...) Dans de nombreux cas, ce sont des éléments féodaux qui achetèrent la terre pour mieux la revendre au capital juif. (...)

Les lois mises en oeuvre par le gouvernement mandataire furent établies pour servir les objectifs de la colonisation juive. (...) Le résultat fut que 50 000 juifs vivant dans les colonies agricoles possédaient 1,2 millions de dunums (24 dunums par habitant) alors que 500 000 Arabes possédaient moins de 6 millions de dunums (soit 12 dunums par habitant). (...)

Ce transfert de la propriété de la terre fut à l'origine du développement d'une classe de paysans dépossédés qui se tourna vers le travail salarié saisonnier. La majorité se tourna vers les villes et le travail non qualifié. (...) « *A Jaffa, la plupart des nettoyeurs de rues étaient des ex-villageois, la Compagnie Arabe des Tabacs et Cigarettes de Nazareth rapportait que la plupart de ses ouvriers avaient aussi une origine paysanne* ». Ce qui suit illustre la condition des paysans migrants : « *Nous avons demandé à la Compagnie combien d'ouvriers elle employait et la réponse fut 210. Le total des salaires hebdomadaires payés aux ouvriers était de 62 Livres Palestiniennes (LP) ce qui revenait à un salaire de 29,5 piastres par ouvrier par semaine* ». A cette époque le salaire hebdomadaire d'une ouvrière juive dans les usines de tabac était compris entre 170 et 230 piastres. Même dans les emplois gouvernementaux, un salarié juif touchait un salaire 100% supérieur à celui de son concurrent arabe. (...) On voit clairement que l'immigration juive et la transformation de l'économie palestinienne d'une économie agricole essentiellement arabe à une économie industrielle dominée par le capital juif affecta en premier lieu les petits paysans arabes palestiniens. (...)

Dans le même temps, la petite-bourgeoisie arabe urbaine fragmentée était dans un état de confusion, d'indécision et de division. La vitesse avec laquelle la société se transformait en une société industrielle juive, ne donnait ni à la bourgeoisie naissante, ni aux féodaux la chance de participer à cette évolution ou d'en tirer profit. (...)

Dans cette optique, le rôle fondamental de la direction féodale et religieuse était établi : lutter pour une meilleure position dans le régime colonialiste. Elle ne pouvait s'engager dans cette lutte sans avoir rallié auparavant les classes qui avaient faim de se libérer elles-mêmes du joug de la colonisation. Avec ce but en tête, la direction féodale et cléricale dressa un programme qui était progressiste, qui adoptait les slogans des masses qu'elle n'avait ni la capacité, ni la volonté de pousser dans ses conclusions logiques et suivit un mode de lutte qui lui était étranger. (...) Elle développa de temps en temps des contradictions partielles entre ses intérêts et ceux des classes dirigeantes des pays arabes qui abandonnaient la Palestine, bien qu'elle défende les mêmes intérêts de classe. Cela explique aussi les alliances à large échelle au sein de la structure de classe de la Palestine.

Arrière-plan : les intellectuels

(...) Les directions féodales et cléricales réussirent à s'imposer à la tête du mouvement des masses. Ils tirèrent avantage de l'incapacité de la bourgeoisie urbaine arabe à émerger, de leurs attributs religieux, de l'infime taille du prolétariat arabe et de la faiblesse de son Parti Communiste qui était non seulement sous la direction de dirigeants juifs mais aussi dont les éléments arabes subissaient l'intimidation et l'oppression de ces directions féodales depuis les années vingt.

C'est dans ce contexte compliqué et dans l'entrechoc de conflits extrêmement difficiles que la révolte de 1936 occupa le devant de la scène dans l'histoire de la Palestine. (...) En réalité, la vraie raison de la révolte fut que les contradictions aiguës contenues dans la transformation de

la société palestinienne arabe, agricole, féodale et cléricale, en une société industrielle occidentale sioniste et bourgeoise, avaient atteint leur paroxysme comme nous l'avons vu.

(...) D'un point de vue organisationnel, le mouvement national palestinien était représenté par de nombreux partis, la plupart d'entre eux étant des vestiges du mouvement anti-ottoman apparu au début du siècle. Cela signifie qu'ils n'avaient jamais pris part à une lutte pour l'indépendance (comme ce fut le cas en Egypte) et qu'ils n'étaient rien d'autre que des clubs, sans principes définis, contrôlés par des groupes de notables et dépendants des allégeances et de leurs influences comme dirigeants féodaux, religieux, d'hommes influents dans la société. (...) Cela signifie que la très grande majorité de la population n'était pas représentée par ces partis politiques, qui étaient l'expression des dirigeants féodaux et religieux, des compradores urbains et de certains secteurs intellectuels ; elle était assujettie au Mufti et à sa classe, les dirigeants féodaux et cléricaux, et qui était plus nationaliste que la direction de la bourgeoisie urbaine. (...) Le mouvement ouvrier était tout jeune et faible, exposé à l'oppression des autorités, soumis à la rivalité entre prolétariat et bourgeoisie juifs et persécuté par la direction du mouvement nationaliste arabe. (...) Voilà les positions des deux parties à l'aube de la révolte !

A la campagne, la révolte adopta la forme de la désobéissance civile et de l'insurrection armée. Des centaines d'hommes armés affluèrent pour rejoindre les groupes qui avaient commencé à se déployer dans les zones montagneuses, le non-paiement des impôts fut décidé à la conférence tenue au Collège Raudat al-Ma'aref al Wataniya à Jérusalem le 7 mai 1936 où prirent part 150 délégués représentant les Arabes de Palestine. Un passage en revue des noms des délégués fait par Isa al-Safri montre que c'est à cette conférence que la direction du mouvement de masse fut confiée à une alliance faible entre les dirigeants féodaux-religieux, la bourgeoisie commerciale urbaine et un nombre limité d'intellectuels. La résolution adoptée par cette conférence fut brève, mais était une illustration claire des limites que pouvait atteindre une direction de ce type. *« La conférence a décidé à l'unanimité d'annoncer qu'aucun impôt ne sera plus payé à partir du 15 mai 1936, si le gouvernement britannique ne procède à aucun changement radical de sa politique en stoppant l'immigration juive. »*

La réponse britannique à la désobéissance civile et à l'insurrection armée fut de frapper en deux points : en premier lieu les cadres organisationnels qui pour la plupart étaient plus révolutionnaires que la direction, ensuite les masses appauvries qui avaient pris part à la révolte et qui n'avaient que leurs seules armes pour se défendre. (...)

Dès le départ, la situation fut que la direction du mouvement national palestinien considéra la révolte des masses simplement pour faire pression sur le colonialisme britannique, pensant améliorer les conditions de vie des masses mais tout en sauvegardant ses propres intérêts en tant que classe. Les Britanniques avaient conscience de ce fait et agirent en adéquation. Néanmoins, les Britanniques ne prirent pas le risque d'accorder à cette classe les concessions qu'elle désirait ; Londres persista dans son engagement concernant la transmission de son héritage colonial en Palestine au mouvement sioniste et plus encore, c'est durant les années de la révolte (1936-1939) que le colonialisme britannique pesa de tout son poids dans le soutien à la présence sioniste et à sa consolidation, comme nous le verrons plus tard. Les Britanniques atteignirent leur but de deux manières : en frappant les paysans pauvres révolutionnaires avec une violence inouïe et en jouant de leur grande influence sur les régimes arabes, qui jouèrent un grand rôle de liquidateurs de la révolte.

Premièrement : les lois d'urgence britanniques jouèrent un rôle effectif. (...) Selon une estimation britannique soumise à la Société des Nations, le nombre des Palestiniens tués durant la révolte de 1936 est de un millier, hors blessés, disparus et internés. Les Britanniques utilisèrent la politique de destruction des maisons à l'explosif sur une large échelle. Dans la ville de Jaffa (le 18 juin 1936) ils firent sauter 220 maisons, 6 000 personnes se retrouvèrent sans do-

micile. Une centaine de cabanes furent détruites à Jabalia, 300 à Abu Kabir, 350 à Sheikh Murad et 75 à Arab al-Daudi. Il est clair que les habitants des quartiers détruits à Jaffa et ceux qui habitaient les cabanes détruites des faubourgs étaient des paysans pauvres qui avaient fui la campagne pour la ville. Dans les villages, selon al-Sifri, 143 maisons furent détruites pour des raisons liées à la révolte. Les maisons appartenaient à des paysans pauvres, certains moyens paysans et à un tout petit nombre de familles féodales.

Deuxièmement : l'Emir Abdallah de Transjordanie et Nuri Said commencèrent à prendre part à la médiation avec le Haut Comité Arabe. (...)

Deux questions importantes doivent être considérées à cette étape de la révolution : (...) L'explosion du nombre des sionistes servant dans la police en Palestine : de 365 en 1935, on passa à 682 en 1936. Le gouvernement annonça à la fin de l'année le recrutement de 1 240 sionistes comme auxiliaires de police avec des armes de l'armée, un mois plus tard, le chiffre était porté à 2 863 [86] et les officiers britanniques jouèrent un rôle important en dirigeant les groupes sionistes dans leurs attaques des villages arabes palestiniens.

La direction de la révolution qui se situait hors de la Palestine (à Damas) rendit le rôle des dirigeants locaux qui étaient pour la plupart d'origine paysanne pauvre plus important qu'il n'avait été dans la période précédente. (...) Ce développement aurait pu constituer un tournant historique dans la révolution s'il n'y avait pas eu la faiblesse au propre comme au figuré de la « gauche », et si ces commandants locaux n'avaient pas été obligés de maintenir leurs liens organisationnels à un certain niveau avec le Comité Central de Lutte (Jihad) à Damas, pour des raisons financières et de loyauté traditionnelle.

Jamais dans toute l'histoire de la lutte palestinienne, la révolution armée populaire ne fut si proche de la victoire que durant les mois entre la fin 1937 et le début 1939. Durant cette période, le contrôle de la Palestine par les forces britanniques s'affaiblit, le prestige du colonialisme fut au plus bas et la réputation et l'influence de la révolution devinrent la force principale du pays.

La Grande-Bretagne fut convaincue qu'elle devait se lier aux sionistes qui la mettaient dans une situation unique, qu'elle n'avait eue dans aucune colonie, celle d'avoir à sa disposition une force faisant cause commune avec le colonialisme britannique et fortement mobilisée contre la population locale. A ce moment, la Grande-Bretagne commença à éprouver la nécessité de rapatrier une partie de ses forces militaires en Europe pour faire face à la situation de plus en plus critique. Elle vit avec plaisir « *l'organisation rapide d'une force de défense des volontaires juifs de 6 500 hommes déjà sur pied* ». (...) Néanmoins, les Britanniques ne détruisirent pas le pont qui avait été préservé entre eux et la classe dirigée par le Mufti, et c'est dans cette optique qu'ils jouèrent le rôle primordial dans le maintien du Mufti comme représentant indiscuté des Arabes palestiniens. (...) L'oppression britannique qui avait atteint un degré inégalé, l'augmentation des raids de la police, les arrestations de masse et les exécutions tout le long de 1937 et 1938, affaiblirent la révolution mais n'y mirent pas un terme définitif.

Les Britanniques réalisaient qu'en essence et en substance, au regard de sa direction locale, cette révolution était une révolution paysanne. (...) La campagne en général était le terreau de la révolution et l'occupation temporaire des villes en 1938 ne fut réalisée que de l'extérieur par des attaques paysannes*. Les paysans et les villageois payèrent aussi le plus lourd tribut à la lutte. (...)

Durant la période, la Grande-Bretagne condamna 2 000 Arabes palestiniens à de lourdes peines, démolit 5 000 maisons et exécuta par pendaison 148 personnes à la prison de Acre, plus de 5 000 personnes croupissaient en prison pour des peines variables. (...) Néanmoins, la

révolution ne s'était pas éteinte. Selon les rapports officiels, en février 1939, 110 personnes furent tuées dans douze engagements contre les troupes britanniques, 112 blessées. 39 villages furent perquisitionnés, le couvre-feu fut imposé trois fois dans trois villes différentes, 200 villageois furent arrêtés, cinq départements gouvernementaux furent incendiés, dix Arabes furent exécutés pour port d'armes, dix colonies juives furent attaquées, l'oléoduc fut saboté, un train entre Haïfa et Lydda attaqué et un poste de recherche installé près de la mosquée al-Aqsa. Les rapports britanniques présentés par le Secrétaire Colonial montrent qu'« *entre le 20 décembre et le 29 février, il y eut 348 tentatives d'assassinat, 140 actes de sabotage, 19 kidnappings, 23 braquages, 32 explosions de bombes, 9 mines, où l'Armée perdit 18 hommes et eut 39 blessés, les Palestiniens perdirent 83 hommes et eurent 124 blessés, ces chiffres ne comprennent pas les pertes des rebelles...* » Les choses continuèrent ainsi jusqu'en septembre 1939, le mois où fut déclenchée la Seconde Guerre Mondiale. Les Palestiniens avaient essuyé des pertes irremplaçables. (...)

Mais cela ne doit pas nous conduire à négliger le facteur objectif : les Britanniques utilisèrent deux divisions de troupes, plusieurs escadrons aériens, la police et la Force Frontalière Transjordanienne ainsi qu'une force sioniste forte de six mille hommes pour prendre le contrôle de la situation. (La Commission Peel admit que les dépenses sécuritaires en Palestine passèrent de 826 000 Livres Palestiniennes en 1935 à 2,223 millions en 1936). Cette campagne de terrorisme et les efforts déployés pour couper les rebelles de leurs liens avec les villages épuisèrent la révolution. La mort d'Abd al-Rahim al-Hajj Muhammad en mars 1939 survint comme un coup terrible porté à la révolte, la privant d'un de ses plus braves, de ses plus sages et honnêtes dirigeants populaires révolutionnaires. (...)

Le Parti Communiste de Palestine attribua alors la défaite de la révolution à cinq principales causes : l'absence d'une direction révolutionnaire ; l'individualisme et l'opportunisme des dirigeants de la révolution ; le manque d'un commandement central des forces de la révolution ; la faiblesse du Parti Communiste de Palestine ; la situation mondiale peu propice. Dans l'ensemble cette critique est correcte, mais on doit rajouter à ces causes le fait que le Parti Communiste était proche de la direction d'Hajj Amin al-Hussaini dans lequel il voyait « *l'appartenance à l'aile la plus anti-impérialiste du mouvement nationaliste* » et dont les ennemis étaient « *des traîtres féodaux* ». Et ceci malgré le fait que le groupe du Mufti n'eut aucune hésitation à liquider les éléments de gauche qui essayait de pénétrer les cercles ouvriers. La gauche communiste, en plus d'être faible, fut incapable de se développer à la campagne ; elle resta concentrée dans certaines villes. Elle échoua à arabiser le Parti, comme l'avait recommandé le VIIe Congrès du Komintern et resta victime de ses vues limitées de l'unité arabe, et des relations avec le reste de la patrie arabe, ce qui avait des répercussions organisationnelles. (...)

Enfin, nous pouvons ajouter deux autres facteurs en corrélation : l'attitude de la Transjordanie, de son régime servile dirigé par l'émir Abdullah et l'activité des agents contre-révolutionnaires à l'intérieur du mouvement et qui se situait à la périphérie des activités terroristes des forces britanniques et sionistes. (...) L'attitude de l'Irak et de l'Arabie Saoudite ne fut pas meilleure que celle du régime jordanien. A la Conférence de Londres, ils exprimèrent leur disponibilité « *à user de leur influence sur les dirigeants palestiniens pour mettre un terme à la révolte* ». (...)

La politique générale suivie par les sionistes durant cette période peut être vue comme une profonde détermination à éviter tout conflit entre eux et les autorités mandataires britanniques, alors que ces dernières sous la pression des rebelles arabes, étaient obligées de refuser certaines revendications du mouvement sioniste. Les sionistes savaient que s'ils donnaient aux Britanniques, qui avaient la plus forte et la plus agressive armée coloniale du monde, la chance d'écraser la révolution arabe en Palestine, cette armée rendrait un très grand service à

leurs projets, plus qu'ils ne l'avaient rêvé. Ainsi, les plans sionistes s'articulèrent autour de deux lignes parallèles : la plus proche alliance possible avec la Grande-Bretagne – dans le cadre fixé par le vingtième Congrès sioniste tenu à l'été 1937, et qui avait exprimé sa disponibilité à accepter la partition pour se concilier les Britanniques et éviter une rupture avec eux. Cette politique fut adoptée pour permettre à l'Empire Britannique d'écraser la révolution arabe qui avait repris à l'été. L'autre ligne directrice consistait en la mobilisation interne et continue de la société des colons sionistes, sous le slogan adopté par Ben Gourion « Pas d'alternative » qui mettait en avant la nécessité de poser les fondations d'une société militarisée et de ses instruments économiques et militaires. La question d'une conciliation la plus grande possible avec les Britanniques, en dépit du fait qu'ils avaient par exemple pris des mesures pour réduire l'immigration juive, fut un tournant dans l'histoire de la politique sioniste durant cette période. (...)

La bourgeoisie juive trouva avantage dans le déclenchement de la révolte arabe pour implanter de nombreux projets qu'elle n'aurait pu implanter dans des circonstances autres. Libérée soudainement de la concurrence des produits agricoles arabes palestiniens moins chers, cette bourgeoisie promut son existence économique. Bien sûr cela aurait été impossible sans le concours des Britanniques. Durant la révolution, les sionistes et les autorités mandataires réussirent à construire un réseau de routes reliant les principales colonies sionistes et les villes, qui constitua plus tard une partie essentielle de l'infrastructure de l'économie sioniste. Ainsi, la route principale entre Haïfa et Tel-Aviv fut pavée, et le port d'Haïfa fut étendu et élargi, et un port fut construit à Tel Aviv pour faire mourir le port de Jaffa. De plus, les sionistes monopolisèrent les contrats de fournitures aux troupes britanniques qui arrivaient massivement en Palestine. Cinquante colonies sionistes furent établies entre 1936 et 1939, et entre 1936 et 1938, les juifs investirent 1,26 millions de Livres Palestiniennes pour la création d'emplois dans cinq villes juives, alors que les Arabes n'investirent que 120 000 Livres Palestiniennes dans seize villages durant la même période. Les juifs s'engagèrent massivement dans les projets sécuritaires pour absorber un grand nombre d'ouvriers juifs au chômage qui se pressaient toujours plus nombreux aux frontières de la Palestine. « *Les Britanniques employèrent des travailleurs juifs dans la construction à hauteur de 100 000 Livres Palestiniennes.* » ainsi que pour des douzaines d'autres projets. (...)

Cette mobilisation s'étendait du domaine économique en alliance avec le mandat, jusqu'au domaine militaire, en collusion avec le mandat. Les Britanniques réalisèrent que leur allié sioniste était qualifié pour remplir le rôle qu'aucun autre n'aurait pu jouer si bien. En fait, Ben Gourion ne dit qu'une partie de la vérité lorsqu'il admet que le nombre de recrues juives dans la force armée quasi-policière se portait à 2 863 en septembre 1936, car il ne s'agit que d'une partie des forces juives : il y avait 12 000 hommes dans la Haganah en 1937 et 3 000 autres dans l'Organisation Militaire Nationale de Jabotinski. Leur alliance, comme représentants réels du mouvement sioniste, avec le colonialisme britannique conduisit à l'idée d'une « quasi-force de police » à l'été 1936. L'idée servait de couverture à une présence armée sioniste encouragée par les Britanniques. Cette force servit de transition pendant quelques mois durant lesquels la Haganah se préparait à évoluer vers une nouvelle étape début 1937. Non seulement les Britanniques en étaient conscients mais en plus ils aidaient à ce passage. Cette étape consistait en des patrouilles et des opérations limitées contre les Arabes palestiniens, l'objectif central étant la dispersion et la confusion. Il aurait été impossible d'avancer vers cette étape et de maintenir la « confiance » (l'alliance) avec les autorités mandataires s'il ne s'était agi du résultat d'un plan conjoint. Ben Gourion affirme que la force d'une police supplétive sioniste servit « d'atelier » pour l'entraînement de la Haganah. A l'été 1937, cette force reçut le nom de « *Défense des Colonies Juives* » puis plus tard de « *Police des Colonies* ». Elle était supervisée par le mandat britannique dans tout le pays, et les Britanniques entraînaient ses membres. En 1937, elle fut renforcée de 3 000 nouveaux membres, qui prirent part dans leur ensemble au rôle direct des opérations répressives contre les rebelles palestiniens en particulier dans le

nord. En juin 1938, les Britanniques décidèrent que des opérations offensives devaient être prises contre les rebelles. A ce titre, ils donnèrent des instructions sur l'entraînement de nombreux cadres de la Haganah qui devinrent plus tard les cadres de l'armée israélienne. Début 1939, l'armée britannique organisa dix groupes de la « *Police des Colonies* » bien armés, auxquels on donna des noms hébreux. (...) Ces groupes totalisèrent 14 411 hommes, chacun des groupes était commandé par un officier britannique, assisté d'un second désigné par l'Agence Juive. En été 1939, les sionistes bénéficiaient aussi de 62 unités mécanisées de 8 à 10 hommes chacune. Au printemps 1938, le commandement britannique décida de confier à ces éléments sionistes la défense des chemins de fer entre Haïfa et Ludd qui étaient fréquemment attaqués par les partisans palestiniens, et il envoya 434 hommes pour exécuter cette mission. Six mois plus tard, l'Agence juive réussit à porter ce nombre à 800. (...) Les fondations de l'appareil militaire sioniste furent établies sous le contrôle britannique. La force sioniste à laquelle on avait confié la défense de la ligne de chemins de fer Haïfa-Ludd fut en charge, plus tard, de la défense de l'oléoduc de la plaine de Bashan. Cet oléoduc, construit de fraîche date (1934), pour apporter le pétrole de Kirkouk à Haïfa, avait été attaqué à de nombreuses reprises par les rebelles palestiniens. (...)

Les Britanniques acquirent la conviction que la formation d'une force de frappe sioniste résoudrait de nombreux problèmes en relation avec la défense des intérêts impérialistes, que cette formation protégerait ses intérêts. L'officier britannique Charles Orde Wingate joua un rôle important pour traduire l'alliance britannico-sioniste en pratique. (...) Il est clair que cet officier des renseignements, qui avait été envoyé à Haïfa par ses chefs à l'automne 1937, était en charge d'une tâche spécifique : la formation d'un noyau de forces de frappe pour la force armée sioniste qui avait six mois d'existence et qui exigeait de la préparation. Cet officier britannique que les soldats « israéliens » voient comme le véritable fondateur de l'armée « israélienne » fit du problème de l'oléoduc sa tâche spécifique, impliquant des opérations de terrorisme et de massacres, et c'est lui en personne qui prit le soin de former ses protégés à Ain Daur, parmi lesquels figurait Moshé Dayan, à devenir des experts dans de telles opérations. (...)

Avec l'aide d'impérialistes comme Wingate et des dirigeants réactionnaires du type de l'Emir Abdullah, les Britanniques firent de leur mieux pour que le mouvement sioniste devienne, aux niveaux économique et militaire, une tête de pont pour sauvegarder leurs intérêts. (...) Ainsi, le mouvement sioniste entra dans les années quarante en trouvant le terrain dégagé pour lui, dans un climat international extrêmement favorable pour lui, conséquence de l'ambiance politique et psychologique consécutive aux massacres des juifs par Hitler.

Les régimes arabes dans les pays arabes voisins étaient des régimes bourgeois au sens historique, mais sans réel pouvoir. Il n'y avait pas dans la société juive en Palestine de mouvement de gauche capable d'exercer sa pression dans une direction opposée à ce que l'entière société fût consacrée au colonialisme par l'invasion. La gauche palestinienne avait, durant la Seconde Guerre Mondiale, perdu l'initiative, qu'elle avait commencé à mettre en avant dans les années trente comme le résultat du changement de politique du Komintern. Elle avait échoué à arabiser le Parti. Plus encore, la gauche communiste était sujette encore plus à la répression de la direction arabe défaite. (Par exemple, les hommes du Mufti assassinèrent le dirigeant syndicaliste Sami Taha à Haïfa le 12 septembre 1947. Ils avaient auparavant tué à Jaffa, le syndicaliste Michel Mitri qui avait joué un grand rôle dans la mobilisation des ouvriers arabes en 1936).

* En Mai 1938, les rebelles occupèrent Hebron après avoir occupé le vieux port de Jerusalem. Le 9 septembre, ils occupèrent Beersheba et libérèrent les prisonniers. Le 5 octobre, ils occupèrent Tibérias, début août certaines parties de Naplouse, etc.

I. Quelques documents de la IV^{ème} Internationale

La IV^{ème} Internationale, dont les sections séparées physiquement par les lignes de front, parfois isolées dans leur pays, frappées par la sauvage répression nazie dans toute l'Europe occupée, victimes des assassinats staliniens et également de la répression gouvernementale dans les pays alliés (Grande Bretagne, USA) avaient poursuivi leur combat pendant la seconde guerre mondiale, se réorganisa comme mouvement international dès la fin des hostilités. En mars 1946 se réunissait une Conférence Internationale. En avril 1948 se tint le 2^{ème} Congrès mondial de la IV^{ème} Internationale.

L'éditorial publié dans le numéro de novembre-décembre 1947 de la Revue *Quatrième Internationale*, doit être considéré comme un document préparatoire à ce Congrès mondial qui devait prendre position au sujet de la partition de la Palestine dans la résolution sur « La lutte des pays coloniaux et la révolution coloniale » adoptée par ce congrès (résolution citée dans la présentation de ce cahier).

Nous l'avons fait suivre des « Thèses du Groupe Trotkyste Palestinien », groupe rassemblant des militants arabes et juifs qui agissait alors en Palestine. Ces thèses ont, elles aussi, été publiées dans la revue *Quatrième Internationale* avant le Congrès mondial.

Puis, nous avons reproduit une contribution d'Ernest Mandel intitulée « Projet de Thèses sur la question juive après la seconde guerre impérialiste ».

Ernest Mandel (1923-1995) était alors membre du Secrétariat International de la IV^{ème} Internationale. On sait que, dans le conflit politique qui devait aboutir à la scission de 1951-53, Mandel fut le principal appui de Pablo. Il demeura ensuite l'un des principaux responsables du Secrétariat Unifié.

La partition de la Palestine

Editorial de la revue *Quatrième Internationale* (Novembre-Décembre 1947)

Après que les « trois grands » furent arrivés à un accord concernant la partition de la Palestine, le vote aux Nations Unies n'était plus qu'une formalité. L'impérialisme britannique se retire du Proche-Orient vers une seconde ligne de défense comparable à ce qui a été mis en place avec la division de l'Inde. Au sein des deux États, le Juif et l'Arabe, la Grande-Bretagne préserve l'essentiel de ses positions économiques et financières. La Légion Arabe de l'hypothétique État arabe et la Haganah¹ opéreront en étroite concertation avec le ministère de la Guerre britannique, comme c'est le cas des armées hindoues et musulmanes en Inde. Et, comme en Inde, la partition s'est avérée le meilleur moyen de dévier vers un combat fratricide la lutte des masses arabes et la colère de la population laborieuse juive.

Les manœuvres de l'impérialisme britannique ont été rendues nécessaires par la diminution de ses ressources. Elle oblige les impérialistes à baisser leurs "engagements internationaux" afin d'économiser à la fois dollars, force de travail et armement. Ceci est même présenté encore plus hypocritement dans le cas spécifique de la Palestine. En fait, la création d'un État arabe indépendant en Palestine est hautement improbable. C'est pourquoi le roi Abdallah de Transjordanie, l'agent n°1 de la City de Londres dans le monde arabe pourrait tout à fait réussir à intégrer l'est de la Palestine à son royaume et réaliser ainsi la première étape de la formation de l'empire de Grande Syrie, objectif final de sa dynastie et de la bourgeoisie britannique au Proche-Orient. Londres continuera à régner sans que cela ne coûte le moindre penny au contribuable anglais. Le seul peuple à en souffrir serait bien sûr les palestiniens eux-mêmes.

Pour l'impérialisme américain, comme pour la bureaucratie soviétique, l'acceptation de la partition signifie surtout la liquidation du mandat britannique et l'ouverture de la lutte pour hériter des positions abandonnées. Le Kremlin se félicite de l'ouverture d'une période de troubles au Proche-Orient, à l'occasion desquels il fera de son mieux pour affaiblir les positions anglaises et préparer sa propre pénétration, soit sous couvert d'une « Commission mixte de l'ONU » ou d'une « tutelle des Trois Grands » sur Jérusalem. L'impérialisme américain se trouve confronté en Palestine, comme auparavant en Grèce, au problème de trouver une solution de rechange à la tutelle impérialiste que les britanniques ne peuvent plus assumer. Après l'évacuation des troupes anglaises, la Haganah sera la seule force militaire disposant d'un équipement moderne, une force étrangère au monde arabe et qui servira si besoin est, à combattre une insurrection autochtone ou une menace russe sur les sources de pétrole. Nous ne devrions donc pas être surpris à partir de maintenant, si l'impérialisme américain, soit en formant une « Ligue juive » soit en finançant une, tente d'avoir une influence prédominante sur la Haganah et d'en faire l'instrument de sa politique au Proche-Orient. Mais il demeure évident qu'un État juif, comme le mouvement sioniste qui l'a précédé, n'est considéré par les grandes puissances que comme un pion de leurs manœuvres au sein du monde arabe. Un tel État, loin de recevoir une « protection » ouverte et permanente de n'importe laquelle de ces puissances, demeurera toujours en position précaire et incertaine, et pour sa population s'ouvrira une période de privations, de terreur et de terrible tension, qui ne deviendra que plus aiguë à mesure que se développeront les forces luttant pour l'émancipation du monde arabe.

¹ Organisation paramilitaire juive alors dirigée par le « travailliste » D. Ben Gourion. Elle avait été fondée à l'époque du mandat britannique pour assurer la défense des colons juifs.

La partition de la Palestine et le renversement clair des positions sionistes face à l'impérialisme britannique – y compris celles de la plupart des extrémistes –, ont porté un coup mortel à toutes les théories impressionnistes qui ont fleuri avec les bombes de l'Irgoun². La solidarité fondamentale de la Haganah et même de l'Irgoun avec l'impérialisme et contre les masses arabes a été démontrée de la façon la plus éclatante. Le caractère criminel du sionisme apparaît clairement dans le fait, que grâce à son rôle réactionnaire, les premiers mouvements des masses arabes en faveur d'une Palestine unie et indépendante sont dirigés contre la population juive et non directement contre l'impérialisme. Les très réactionnaires chefs du Comité arabe pour la Palestine ont ainsi l'occasion de redorer leur blason en versant le sang des malheureux juifs qui sont des victimes de la politique sioniste.

Les dirigeants sionistes de par le monde ont fêté la proclamation de l'État miniature comme une grande victoire. Erreur misérable ! Le piège que constitue la Palestine pour les juifs, selon les mots de Trotsky, vient de se refermer.

Sans changement radical de la situation mondiale et sans recul du sionisme parmi le mouvement ouvrier juif de Palestine, l'extermination complète du peuple juif lors de l'éruption de la révolution arabe sera le prix payé par les juifs pour leur triste succès de Lake Success³. Et, par une ironie amère de l'Histoire, l'établissement d'un État juif indépendant, qui, selon les brillants théoriciens sionistes, était censé éradiquer l'antisémitisme dans le monde a été salué par l'éruption d'une vague pogromiste sauvage à Aden et une nouvelle vague d'antisémitisme dans le monde.

La position de la IV^{ème} Internationale vis-à-vis de la question palestinienne demeure aussi claire que dans le passé. Elle sera à l'avant-garde du combat contre la partition, pour une Palestine unie et indépendante, dans laquelle les masses détermineront souverainement leur destin par l'élection d'une Assemblée Constituante. Contre les effendis et les agents impérialistes, contre les manœuvres des bourgeoisies égyptiennes et syriennes qui essaient de dévier la lutte pour l'émancipation des masses en lutte contre les juifs, elle appellera à la révolution rurale, à la lutte anti-capitaliste et anti-impérialiste, qui sont les moteurs essentiels de la révolution arabe. Mais elle ne peut mener ce combat avec une chance de succès qu'à condition qu'elle prenne position, sans équivoque, contre la partition du pays et l'établissement d'un État juif.

Plus que jamais, il faut en même temps appeler les masses travailleuses d'Amérique, Grande-Bretagne, Canada et Australie, le peuple travailleur de chaque pays à lutter pour l'ouverture des frontières de leurs pays respectifs aux réfugiés, aux personnes déplacées, à tous les juifs désireux d'émigrer, sans discrimination. Ce n'est que si nous menons sérieusement, effectivement et avec succès ce combat que nous pourrons expliquer aux juifs pourquoi il ne faut pas aller dans le piège palestinien. L'expérience terrible qui attend les juifs dans l'État miniature crée en même temps les prémisses de la rupture de larges masses d'avec le sionisme criminel. Si une telle rupture n'a pas lieu à temps, l'« État juif » s'effondrera dans le sang.

(Traduction : Marxist.org)

² Organisation nationaliste juive, née en 1935 d'une scission de la Haganah, et dirigée après 1945 par M. Begin. L'Irgoun organisa l'immigration clandestine des juifs en Palestine et lutta par le terrorisme contre la présence britannique dans le pays et contre les populations palestiniennes.

³ Lake Success : localité près de New-York où fut négocié le statut de la Palestine par l'ONU en 1947.

Thèses du groupe trotskyste palestinien

publiées dans la revue Quatrième Internationale n° de juin-juillet 1948.

Ce que nous avons déclaré au moment de la décision de l'ONU du partage de la Palestine (Quatrième Internationale, novembre-décembre 1947) reste complètement justifié en ce qui concerne le nouvel « Etat » miniature d'Israël. Loin de résoudre la question juive, il va lui donner une acuité encore plus tragique, non seulement en accentuant les tendances antisémites en Grande-Bretagne et dans les pays du Proche-Orient, mais aussi et surtout en cristallisant les sentiments anti-impérialistes des masses arabes dans tous les pays environnants. Même abstraction faite de l'attitude des grandes puissances, cet Etat n'a aucun avenir historique. Sujet à des crises et à des convulsions permanentes - la guerre civile permanente n'ayant été évitée que par le nettoyage complet de tous les villages arabes sur son territoire - il sombrera dans une effroyable boucherie à une prochaine étape de la révolution arabe si le prolétariat juif ne se détache pas à temps du chauvinisme sioniste. La tâche des révolutionnaires juifs en Israël est de préparer cette rupture. Leur ligne politique doit rester inébranlablement celle de la lutte contre le partage de la Palestine, pour la réintégration du territoire d'Israël dans une Palestine unie, dans le cadre d'une Fédération des Etats arabes du Moyen-Orient, qui garantira à la minorité juive tous les droits d'autonomie culturelle nationale.

Les potentats féodaux arabes Farouk et Abdullah, loin de lutter contre le partage de la Palestine, cherchent surtout à partager ce malheureux pays entre leurs propres royaumes. Leur invasion avait surtout pour but de détourner l'attention de leurs propres sujets de la tension sociale montante dans leurs pays. En même temps, ils ont cherché à exploiter les sentiments anti-impérialistes des masses pour couvrir leur propre capitulation misérable devant le capital mondial (affaire du Soudan, traités de l'Irak et de la Transjordanie avec la City [de Londres], etc.). Quelques semaines de guerre ont suffi à dévoiler l'organisation lamentable de leurs forces militaires. Ce n'est pas sous leur direction que les masses arabes pourront réunifier la Palestine. Encore moins la lutte contre l'impérialisme se développera-t-elle sous leur égide, alors que, même dans l'affaire de la Palestine, les souverains arabes sont prêts à se laisser imposer finalement le compromis élaboré actuellement par les grandes puissances.

Il en va tout autrement de l'opposition que les masses arabes manifestent de toute part contre l'Etat d'Israël et l'intervention de l'impérialisme dans cette partie du monde. Cette opposition est une force incontestablement progressive, qui, demain, ira renforcer le courant général de la révolution arabe au Moyen-Orient. Aujourd'hui, les masses restent dans l'expectative, aussi longtemps que leurs propres maîtres semblent se charger du combat. Quand la trahison de ceux-ci éclatera à la face du monde, l'intervention indépendante des masses arabes sera à l'ordre du jour. Elle permettra à ce moment une convergence de la lutte contre les seigneurs féodaux et l'effroyable misère sociale, et de la lutte contre l'impérialisme et le sionisme. Préparer dès aujourd'hui cette convergence est la tâche des révolutionnaires du Moyen-Orient, qui, tout en luttant contre tout courant chauvin et antisémite, concentreront leur propagande sur les mots d'ordre suivants :

- A bas le partage de la Palestine !

Pour une Palestine arabe unie et indépendante, avec pleins droits de minorité nationale à la communauté juive.

- A bas l'intervention impérialiste en Palestine ! Hors du pays toutes les troupes étrangères, les "médiateurs" et "observateurs" de l'ONU ! Pour le droit des masses arabes à disposer d'elles-mêmes.

**- Pour l'élection d'une Assemblée constituante au suffrage universel et secret !
Pour la révolution agraire !**

**- A bas la Ligue arabe, instrument de l'impérialisme ! A bas les rois corrompus et
les féodaux exploiters ! Vive la révolution socialiste arabe dans le Moyen-Orient !**

La faiblesse de l'impérialisme britannique après la deuxième guerre mondiale, la consolidation de la bourgeoisie indigène dans quelques colonies importantes et le développement de la classe ouvrière ainsi que l'intensification de sa lutte sociale et anti-impérialiste ont obligé la Grande-Bretagne à évacuer ses troupes de certaines colonies et à prévoir un réajustement de la défense de l'Empire.

D'autre part, la bourgeoisie indigène est devenue un agent de la domination impérialiste indirect plus digne de confiance du fait de la peur grandissante devant la classe ouvrière organisée qui est sortie plus forte que jamais de cette guerre. Particulièrement dans les colonies - et semi-colonies et dans les régions coloniales où l'impérialisme américain a pénétré comme principale puissance économique, l'impérialisme britannique essaie d'assigner une partie des tâches de la défense de l'Empire et de la préparation de la prochaine guerre mondiale à l'impérialisme américain.

D'autre part, la Grande-Bretagne cherche à maintenir autant d'influence économique et d'autorité sur la bourgeoisie indigène qu'il est possible de le faire. C'est ce qui se passe à présent dans le Moyen-Orient. D'une part, l'impérialisme britannique évacue une partie de ses troupes de Palestine et de l'Irak et laisse à l'ONU, c'est-à-dire à l'impérialisme américain, le soin de décider le sort de la Palestine et, d'autre part, il incite à la « guerre sainte » en Palestine afin de gagner de l'influence politique sur le monde arabe et il s'efforce de s'allier aux États arabes, comme par le traité prévu avec l'Irak qui donnerait à l'impérialisme britannique le maximum de pouvoir possible dans les conditions de domination indirecte. L'antagonisme entre les impérialismes américain et britannique dans cette région se manifeste particulièrement dans la question de savoir de quelle façon chacun d'eux peut obtenir le maximum d'influence directe sur l'économie et la politique indigène tout en y envoyant le plus petit nombre de troupes.

La décision de diviser la Palestine appuyée par les États-Unis, apparemment en opposition à la Grande-Bretagne, a créé la situation suivante dans l'Orient arabe : la Grande-Bretagne a obtenu la possibilité de retirer une partie de ses troupes tout en renforçant son prestige dans le monde arabe; l'Amérique, dont les intérêts pétroliers n'ont pas souffert d'une certaine perte de prestige à cause de liens économiques qui lient la bourgeoisie indigène à l'impérialisme yankee, y a gagné un agent direct, la bourgeoisie sioniste, qui, de ce fait, est devenue complètement dépendante du capital américain et de la politique américaine. De plus, l'impérialisme américain a maintenant une justification pour intervenir militairement dans le Moyen-Orient chaque fois que cela lui conviendra. Tous les deux ont créé une situation de chauvinisme grandissant dans laquelle il est devenu possible d'écraser la classe ouvrière arabe et tous les mouvements de gauche dans tout l'Orient arabe, et ceci est également dû à l'appui russe au plan impérialiste de division de la Palestine.

1. Les féodaux arabes et la bourgeoisie du Moyen-Orient, représentés par la Ligue Arabe, voient dans la bourgeoisie sioniste un concurrent non seulement sur le marché des moyens de consommation du Moyen-Orient (en ce qui concerne l'Égypte) mais également sur le marché des agents impérialistes dans l'Orient arabe. Par sa guerre raciale contre les Juifs de Palestine, la Ligue Arabe veut limiter la zone d'activité des industries juives et prouver à l'impérialisme qu'elle est un facteur qui peut encore mieux le servir que le sionisme. En même temps, elle favorise l'impérialisme dans ses plans sur une grande échelle au Moyen-Orient et elle n'est que trop intéressée à suivre ses ordres en vue d'utiliser cette guerre chauvine pour aviver les sentiments anti-russes et pour écraser brutalement la classe ouvrière arabe et tous les groupes de gauche. Elle voit dans l'épouvantail sioniste et dans le problème palestinien en

général une trop belle occasion pour détourner l'attention des masses opprimées des pays arabes de leurs problèmes sociaux et de l'exploitation impérialiste et indigène et pour exacerber les haines raciales contre les minorités et pour recruter des chômeurs pour faire le « djihad » en Palestine. Dans ces circonstances, l'antagonisme traditionnel entre les deux cliques de la Ligue Arabe - la famille Hachémite britannique d'une part et le bloc américain du roi du pétrole de l'Arabie, de l'Égypte et du régime actuel en Syrie d'autre part - se manifeste dans leur compétition pour l'intervention la plus extrême et la plus active en Palestine afin d'être sur place, d'y créer un fait accompli et de rassembler le butin dès qu'il sera nécessaire de se conformer aux décisions finales de l'impérialisme.

2. Les féodaux arabes de Palestine, sachant que dans une telle guerre raciale ils sont les dirigeants naturels, veulent reconquérir de cette façon leur autorité sur la population arabe de Palestine, autorité qui avait été affaiblie par le développement, durant la guerre, de la jeune bourgeoisie des villes du littoral et par la croissance et l'organisation de la classe ouvrière arabe de Palestine. L'appui direct que l'impérialisme britannique a accordé à des dirigeants féodaux, contre tout autre facteur arabe (rapatriement des Husseini, reconnaissance du Haut Comité arabe imposé par lui-même, etc.) - tout cela parce que l'impérialisme anglais était intéressé à voir la direction arabe la plus réactionnaire et chauvine - a permis à ces féodaux d'imprégner, dès le début, leur propre caractère aux événements actuels. Alors que la révolte de 1936 avait commencé par une grève générale et s'était concentrée au début dans les villes, cette fois-ci le principal aspect de l'activité a été dès le début une action militaire de bandes de guérillas rurales. Alors qu'en 1936-1939 une grande partie des « combats » a été menée contre les troupes britanniques (même si le but principal était dirigé contre les Juifs), cette fois-ci ce sont principalement les Juifs qui sont attaqués tandis que les fonctionnaires de l'impérialisme britannique ainsi que les officiers et les soldats sont traités amicalement ou tout au plus accusés de ne pas tenir la « neutralité » promise. C'est ainsi qu'ils ont réussi à créer une atmosphère de chauvinisme extrême dans laquelle une provocation peut entraîner un massacre massif des ouvriers juifs comme dans les raffineries de Haïfa de la part des sections arriérées de leurs compagnons ouvriers arabes (quelques-uns des ouvriers arabes les plus avancés ne participèrent pas à cette action et d'autres sauvèrent les Juifs), et où il n'y a plus de lutte gréviste commune entre ouvriers juifs et arabes pour les mêmes revendications, mais au contraire où ces luttes sont menées séparément pour l'introduction de mesures de sécurité contre des attaques éventuelles. La séparation entre ouvriers arabes et juifs et la séparation entre la classe ouvrière arabe des villes les plus avancées et de leur hinterland - les pauvres des campagnes - (l'un des principaux buts de la division) sont accomplies par la prétendue lutte des dirigeants féodaux arabes contre la division. La bourgeoisie arabe, dans la mesure où elle existe - en Palestine en tant que classe indépendante (propriétaires de plantations de citrons et éléments urbains des villes du littoral - les adeptes de Muss el Alami) veut l'ordre et la sécurité dans l'intérêt des affaires, mais sa garde nationale, au cours des attaques chauvines de masse, est de moins en moins importante en comparaison des guérillas à direction féodale.

3. Le sionisme qui semble être au zénith de ses succès diplomatiques, a réussi à aider l'impérialisme à créer une situation dans laquelle les masses juives doivent apprendre ce que veut dire être le bouc émissaire de l'impérialisme. La guerre civile actuelle, qui exacerbe à l'extrême le chauvinisme dans les masses juives est elle-même en partie la conséquence du chauvinisme sioniste qui a accompagné l'établissement d'une économie juive fermée. Si l'impérialisme a réussi à détourner de lui le mécontentement des masses arabes dans le Moyen-Orient et à le diriger contre la population juive de Palestine, la conséquence inévitable de cette guerre sera la dépendance totale du sionisme envers l'impérialisme américain.

4. Dans ces circonstances, le recul de l'influence des organisations ouvrières arabes est évident. Après être parvenues à devenir un facteur important dans la vie politique arabe, elles

sont aujourd'hui presque paralysées. Nous ne pouvons pas non plus nous attendre à ce qu'elles regagnent cette position dans le proche avenir, et ce pour les raisons suivantes :

- a. La vague d'écrasement des organisations de gauche et de la classe ouvrière dans l'orient arabe est survenue avant que celles-ci soient suffisamment fortes pour se défendre et pour maintenir leur position. Si cela a été le cas dans les centres de la classe ouvrière arabe, particulièrement en Égypte, il n'y a aucun doute que cela influence la classe ouvrière plus arriérée de Palestine.
- b. Dans le proche avenir, il faut s'attendre à un déclin numérique de la classe ouvrière arabe en Palestine, premièrement à cause de la diminution du travail pour l'armée et deuxièmement à cause des arrêts de travail causés par les événements. Le chômage parmi les ouvriers arabes ne menacera pas seulement les conquêtes limitées des dernières années, mais créera un terrain fertile au chauvinisme et favorisera le recrutement des bandes à direction féodale.
- c. Les staliniens arabes ont perdu une partie de leur influence politique et organisationnelle parce que les masses les considéraient comme les représentants de la Russie qui a trahi les masses arabes en favorisant la division de l'État juif.
- d. Le chauvinisme grandissant des ouvriers juifs, l'appui ouvert du partage par les sionistes de « gauche » y compris les staliniens juifs, sont également reflétés parmi les ouvriers arabes et constituent un autre facteur qui les jette dans les bras de la réaction féodale. D'autre part la composition sociale de la classe ouvrière arabe est aujourd'hui beaucoup plus progressive qu'elle ne l'était au début de la révolte de 1936-1939. Alors qu'à cette époque les ouvriers agricoles, les employés de commerce, etc. constituaient plus de la moitié de la classe ouvrière arabe, aujourd'hui près des trois quarts des ouvriers arabes sont employés sur les chantiers gouvernementaux, dans les compagnies pétrolières et autres établissements industriels. Après la période de réaction et de recul, le point de départ sera à un niveau plus élevé qu'en 1939.

5. Si, dans le passé, l'activité politique du parti révolutionnaire parmi les ouvriers juifs a été difficile à cause de la position privilégiée de ceux-ci dans l'économie fermée des Juifs, elle le sera d'autant plus aujourd'hui que cette position a été soutenue non seulement par l'impérialisme américain mais encore par la Russie. Le tournant des staliniens juifs devenus les adeptes les plus enthousiastes de la division de la Palestine et de la création de l'État juif, limite encore les points de contact qui auraient pu être utilisés par le parti révolutionnaire comme point de départ pour son activité parmi les ouvriers juifs. D'autre part, l'influence accrue de la réaction féodale arabe s'exprime par un chauvinisme accru du côté juif. Une certaine perspective de notre travail consiste dans la possibilité de gagner individuellement des staliniens qui sont demeurés fermement opposés à la division et qui peuvent par conséquent admettre la trahison de la Russie stalinienne.

6. L'analyse précédente montre que dans le proche avenir (les prochains mois) on ne peut pas s'attendre à des actions sur une grande échelle de la part des ouvriers arabes, encore moins d'actions communes entre ouvriers arabes et juifs. Avant que ne se fasse sentir la lassitude provoquée par la détérioration de la situation économique et par l'effusion de sang et qui sera le point de départ d'une nouvelle montée révolutionnaire, il est très probable qu'il y aura un renforcement du chauvinisme et des massacres sur une grande échelle. Dans le proche avenir, notre travail sera limité essentiellement au maintien des liaisons entre les camarades arabes et juifs, à renforcer les cadres, particulièrement du côté arabe, comme base pour une activité révolutionnaire dans l'avenir. Nous devons expliquer patiemment aux couches les plus avancées du prolétariat arabe et à l'intelligentsia que les actions militaires raciales ne font

qu'agrandir le fossé entre les Juifs et les Arabes et conduisent ainsi pratiquement à la division politique ; que le facteur fondamental et que la cause principale de la division c'est l'impérialisme ; que les combats actuels ne font que renforcer l'impérialisme ; que grâce à la direction bourgeoise et féodale des pays arabes - qui est l'agent de l'impérialisme - nous avons été battus à une étape de la lutte anti-impérialiste et que nous devons nous préparer pour la victoire à une prochaine étape - c'est-à-dire pour l'unification de la Palestine et de l'Orient arabe en général - en créant la seule force qui puisse parvenir à ces buts : le parti prolétarien révolutionnaire unifié de l'Orient arabe. Notre succès dépendra en très grande partie de la consolidation, entre temps, des forces communistes révolutionnaires en Égypte.

Haïfa, janvier 1948

Projet de thèses sur la question juive après la seconde guerre impérialiste

par Ernest Mandel (janvier 1947).
Reproduction d'un document dactylographié

A. La question juive dans le monde capitaliste

Peuple commerçant dont la survivance au milieu d'autres peuples trouve sa racine dans une fonction sociale particulière, les juifs ont vu leur sort déterminé à travers les âges par l'évolution générale de la société, évolution qui changea leurs rapports avec les différentes classes. La révolution bourgeoise dans l'Europe occidentale ouvrit les portes des ghettos et intégra les masses juives dans la société environnante. L'assimilation des juifs sembla chose faite. Mais les pays d'Europe centrale et orientale, les plus vastes réservoirs des juifs cantonnés depuis des siècles dans des fonctions d'intermédiaires, entrèrent dans la voie du développement capitaliste au moment où le capitalisme mondial était déjà entré dans sa phase impérialiste. Alors que les rapports d'échange et de production séculaires se virent brusquement bouleversés, enlevant aux juifs la base matérielle de leur existence, aucune industrialisation massive ne permit l'intégration dans le prolétariat de ces millions d'intermédiaires devenus inutiles. La différenciation sociale des masses juives fut de ce fait entravée. Une petite partie des juifs seulement devint capitaliste ou prolétaire; une partie plus importante émigra, contrecarrant ainsi la tendance à l'assimilation complète qui régnait dans les pays occidentaux. La grande majorité resta dans un état misérable de petits commerçants, « *écrasés entre le féodalisme et le capitalisme, la putréfaction de l'un augmentant la putréfaction de l'autre* » (A. Léon).

Les mouvements antisémites du passé possédèrent toujours une base sociale directe ou indirecte. Ce furent des mouvements de classes sociales différentes, dont les intérêts entrèrent successivement en conflit avec la fonction sociale du juif. Il n'en est pas autrement du renouveau que connaît l'antisémitisme vers le début du XX^{ème} siècle.

- a. Dans les pays arriérés d'Europe orientale, des forces politiques réactionnaires pouvaient réussir à détourner le mécontentement et le désespoir des masses vers des pogroms périodiques parce que la haine du petit peuple envers le petit usurier et prêteur à gage juif, envers le petit commerçant et le cabaretier juif était une réalité sociale indéniable.
- b. Dans les pays d'Europe centrale, les mouvements antisémites tels que celui du bourgmestre Lüeger à Vienne, trouvèrent leur racine sociale dans l'exacerbation de la concurrence à l'intérieur des classes moyennes, libérales et commerçantes, submergées par un flot d'immigrants juifs.
- c. En France, le mouvement antisémite qui se déclencha à l'occasion de l'affaire Dreyfus trouva son origine sociale dans la haine de l'aristocratie face aux banquiers juifs qui achetèrent leurs châteaux, et des fils d'aristocrates qui voyaient les carrières qui leur étaient autrefois « réservées », exclusivement occupées par ces dangereux concurrents.

Ces couches sociales réussirent à orienter contre les juifs, pour un certain temps, les sentiments nationalistes exacerbés d'une grande partie de la petite bourgeoisie.

Ayant leurs racines dans les conflits sociaux déterminés, ces différents mouvements antisémites apparurent, avec des manifestations fort diverses, allant des phénomènes de la plus pure barbarie (pogroms russes) à la formulation de théories nationalistes « raffinées » caractéristiques pour l'époque impérialiste (Charles Maurras).

Les possibilités sociales de l'assimilation des juifs en Europe occidentale avaient créé un puissant mouvement idéologique vers l'assimilation totale. L'impossibilité d'une assimilation massive des juifs en Europe orientale provoqua un courant puissant favorable à une renaissance nationale et à une conservation des particularités nationales. C'est au milieu de fortes concentrations de masses populaires juives, en Pologne, en Lituanie, en Russie occidentale, en Hongrie, en Roumanie, et en Slovaquie que se développa une nouvelle littérature en Yiddish, un nouveau folklore, une intense vie culturelle et même politique autonome (le "Bund" dans le mouvement ouvrier). Dans la mesure où les masses juives émigrées aux États Unis s'y retrouvèrent socialement cantonnées dans des secteurs déterminés de la vie économique, et géographiquement concentrées, ce mouvement se prolongea jusque dans ces pays. Lénine qui, seul, sut appliquer dans la II^{ème} Internationale une stratégie marxiste dans la question nationale, rejeta tout pédantisme dans son jugement de ce courant. Il partit du point de vue que la tâche du parti révolutionnaire consistait à intégrer dans le mouvement d'émancipation prolétarienne tous les courants d'autonomie culturelle et nationale correspondant à la véritable aspiration des masses laborieuses. C'est pourquoi il reconnut la légitimité, du point de vue socialiste, de ce mouvement juif autant que du mouvement polonais ou tchèque. La tâche des ouvriers juifs consistait à lutter à côté des travailleurs du pays dans lequel ils habitaient, pour le renversement du capitalisme, après quoi il leur serait laissé entière liberté d'adopter l'organisation de leur autonomie nationale et culturelle d'après leur choix.

L'époque du capitalisme décadent est en même temps l'époque de la crise aggravée du problème juif. L'inflation, la pression accentuée du capital bancaire, puis la grande crise économique, ruinent des millions de petits artisans et commerçants, et exacerbent à l'extrême la haine contre les concurrents juifs. Le chômage terrible qui sévit parmi les travailleurs intellectuels et la misère accrue des professions libérales en Europe centrale et orientale, créent un climat particulièrement favorable pour l'apparition de vastes mouvements petits-bourgeois de masse, trouvant dans l'anti-sémitisme une de leurs armes idéologiques propres. Dans les pays d'Europe orientale, ces mouvements traduisent un courant populaire extrêmement profond qui s'extériorise en de nombreuses explosions sanglantes. En Allemagne c'est le pouvoir d'État, tombé entre les mains des dirigeants nazis, qui a organisé d'en haut la persécution et plus tard l'extermination des juifs. En ce sens c'est le capitalisme décadent qui remet sciemment entre les mains d'une bande de criminels sanglants, (qui) est pleinement responsable du sort effroyable des masses juives en Europe durant la guerre. L'extermination des juifs européens par l'impérialisme allemand est un avertissement pour tous les autres peuples, leur montrant le sort qui les attend si la société actuelle continue à pourrir.

Le Sionisme est né dans la petite bourgeoisie juive d'Europe centrale en réaction à la naissance de l'antisémitisme au début du XX^{ème} siècle. Mouvement typiquement petit-bourgeois, il est resté longtemps dépourvu de l'aide de la bourgeoisie juive et isolé des masses populaires. Au cours de la première guerre mondiale, l'impérialisme britannique voulant en faire un instrument pour s'installer en Palestine, sembla lui donner la possibilité de devenir une réalité par la déclaration Balfour. A partir de ce moment commencèrent à se déclarer un léger afflux de capitaux et un faible mouvement d'immigration. Ce n'est qu'après l'arrivée d'Hitler au pouvoir et la chute rapide dans l'abîme de tout le judaïsme européen, que ces deux mouvements s' « accélèrent » contrecarrés à la fois par des explosions nationalistes arabes et par la politique de l'impérialisme britannique, dressant de plus en plus des barrières à la pénétration juive en Palestine.

Pour le prolétariat révolutionnaire, le sionisme doit être considéré comme un mouvement à la fois utopique et réactionnaire :

• Utopique :

- a. parce qu'il juge possible un développement « harmonieux » des forces productives dans une « économie fermée » en Palestine, au milieu d'un monde capitaliste sujet à des convulsions économiques de plus en plus grandes. Le formidable développement de l'économie palestinienne qui serait nécessaire pour permettre l'absorption de plusieurs millions d'immigrés est irréalisable dans le cadre de l'économie capitaliste mondiale actuelle.
- b. parce qu'il juge possible la création d'un État juif (ou bi-national) au milieu de l'hostilité avérée de 50 millions d'arabes, alors même que l'immigration juive et l'industrialisation progressive du pays développent dans les mêmes proportions la population arabe.
- c. parce qu'il espère obtenir ce résultat en comptant sur des manoeuvres entre les grandes puissances, qui, en réalité, veulent toutes utiliser uniquement le mouvement sioniste comme un pion dans leur jeu de puissance envers le monde arabe.
- d. parce qu'il pense pouvoir neutraliser l'antisémitisme dans le monde par le simple octroi d'une nationalité aux juifs, alors que cet antisémitisme a des racines sociales historiques et idéologiques profondes qui seront d'autant plus difficiles à arracher à mesure que se prolonge l'agonie du capitalisme.

• Réactionnaire :

- a. parce qu'il sert de soutien à la domination impérialiste britannique, en donnant à l'impérialisme le prétexte de servir d' « arbitre » des différends judéo-arabes, en demandant lui-même le maintien du mandat britannique et en développant une économie juive « fermée » en miniature, dont les masses laborieuses ont un standard de vie beaucoup plus élevé et des intérêts immédiats différents de ceux des masses laborieuses arabes.
- b. parce qu'il provoque une réaction nationaliste de la part des masses arabes, cause une division raciale du mouvement ouvrier, accentue l' « union sacrée » chez les juifs et les arabes et permet ainsi à l'impérialisme d'éterniser ce conflit, moyen d'éterniser la présence des troupes en Palestine.
- c. parce qu'il ralentit le mouvement pour la révolution agraire en achetant des terres aux propriétaires fonciers arabes et en les exploitant grâce aux subsides étrangers comme une agriculture juive « fermée » à l'intérieur de l'agriculture palestinienne arabe. De ce fait la position des propriétaires fonciers est dans une certaine mesure renflouée, des terres sont enlevées aux paysans arabes et, ce qui est plus important que tout, la masse juive de Palestine n'a aucun intérêt à combattre pour le partage des terres des « effendis » parmi les paysans arabes car ce partage signifierait la fin de ses achats de terre.
- d. parce qu'il freine la participation des masses ouvrières juives à la lutte des classes dans le reste du monde, les sépare du prolétariat mondial, leur donne des buts autonomes à atteindre et crée des illusions quant à la possibilité d'améliorer leur sort dans le cadre du capitalisme mondial décadent.

Pour toutes ces raisons, le mouvement révolutionnaire ouvrier a toujours mené une lutte violente contre l'idéologie et la pratique sioniste. Les arguments que les représentants « socialistes » du sionisme avancent en faveur de leur cause sont soit les arguments réformistes classiques (« possibilité d'améliorer progressivement la situation des masses juives » ...) soit des

arguments sociaux-patriotes (« il faut d'abord résoudre la question nationale pour tous les juifs avant d'entamer la solution des problèmes sociaux pour les travailleurs juifs »), soit les arguments classiques des défenseurs de l'impérialisme (« la pénétration des juifs en Palestine n'a pas seulement développé l'industrie, mais aussi le mouvement ouvrier, la culture générale des masses, leur niveau de vie, etc. »), arguments avancés par les défenseurs du colonialisme dans tous les pays.

B. L'aspect actuel de la question juive dans le monde

Après la seconde guerre mondiale, la situation particulièrement tragique des juifs semble un symbole pour toute la tragédie de l'humanité glissant vers la barbarie. Après l'effroyable catastrophe du judaïsme européen, les juifs, partout où ils se trouvent, font face à une recrudescence de l'hostilité de la population envers eux.

1) En Europe, deux ans après la « libération », plus de 100.000 juifs continuent à être soumis au plus infamant des régimes dans des camps; les maîtres impérialistes qui réussirent, au cours de leurs opérations militaires, à déplacer des millions d'hommes en quelques jours de temps, n'ont pu trouver, après 20 mois de recherches, un refuge quelconque pour ces malheureux rescapés des camps nazis. Dans le reste du continent, il subsiste à peine un million de juifs

2) En Palestine, 700.000 juifs font face au monde arabe en pleine ébullition. Le développement du capitalisme égyptien et syrien ajoute le facteur de concurrence économique aux multiples causes de l'anti-sionisme militant. L'impérialisme britannique, les féodaux et les bourgeois arabes feront, de leurs côtés, tout leur possible pour détourner la haine des masses opprimées arabes contre le bouc émissaire juif. De ce fait, les juifs palestiniens risquent de se voir exterminer dans l'explosion générale qui se prépare au Moyen Orient.

3) En URSS, la bureaucratie a utilisé dans sa lutte contre l'opposition, l'antisémitisme qui restait latent dans les masses paysannes et les couches ouvrières arriérées. Durant les années du premier et second plan quinquennal, des millions de commerçants et d'artisans juifs furent intégrés dans les rangs inférieurs et moyens de la bureaucratie comme ingénieurs, techniciens, directeurs de coopératives, et dans les couches supérieures des kolkhozes. Ils constituent en Russie occidentale cette partie de la bureaucratie qui est le plus directement en contact avec les masses opprimées et de ce fait, c'est en grande partie sur eux que se concentre la haine des masses contre les parasites et les profiteurs du régime. Les pogroms sanglants déclenchés par la population indigène lors de l'invasion allemande constituent des indices très clairs quant à l'exacerbation de cette haine (70.000 juifs tués à Kiev en 24 heures de temps). Une accentuation de la crise sociale en Russie, l'épuration de la guerre civile passeront certainement par l'extermination des masses juives au cas où se produirait une victoire de la contre-révolution.

4) Enfin aux États Unis le cantonnement des juifs dans les secteurs déterminés de l'artisanat, des professions commerciales et libérales, créera lors de la prochaine crise économique violente l'exacerbation de la concurrence qui donnera à l'antisémitisme présent de façon latente dès maintenant, une puissante base matérielle. L'exploitation des préjugés réactionnaires contre les « minorités raciales » est depuis longtemps l'arme préférée des gangsters fascistes américains. A mesure que l'accentuation de la crise sociale, la politisation du mouvement ouvrier et la décomposition rapide de la « démocratie » américaine, engendreront le développement d'un parti fasciste de masse, l'antisémitisme autant que l'agitation anti-nègre prendront des dimensions monstrueuses. Le sort des juifs aux États Unis est lié de la façon la plus intime à l'issue de la lutte gigantesque de la classe ouvrière américaine et de la bourgeoisie yankee. Une victoire de celle-ci à travers l'établissement d'une dictature, signifierait à brève échéance une catastrophe comparable seulement à la catastrophe que constitua pour les juifs d'Europe l'arrivée de Hitler au pouvoir.

5) La série interminable d'épreuves par lesquelles sont passées les masses juives en Europe, a sans aucune doute accentué le développement d'une conscience nationale, autant auprès des survivants qu'auprès des masses juives d'Amérique et de Palestine qui se sentent le plus étroitement liées au sort de leurs frères en Europe. Cette conscience nationale s'exprime de la façon suivante :

- a. les masses juives en général désirent maintenant affirmer leur nationalité propre en face des autres peuples. Un nationalisme juif violent répond à la violence des persécutions et de l'antisémitisme.
- b. les masses juives en Europe ont les yeux tournés vers l'émigration. En présence de la fermeture hermétique de toutes les frontières, par suite des conditions générales du monde d'après guerre et en concordance avec la vague de nationalisme qui les entraîne, cette volonté de quitter le continent qui pour eux n'est qu'un vaste cimetière s'exprime avant tout en une volonté sioniste d'aller en Palestine.
- c. à l'intérieur du mouvement sioniste, la lutte pour « l'État Juif », jadis menée exclusivement par l'extrême droite (« les révisionnistes ») est actuellement reprise par tous les partis (« Programme de Biltmore ») sauf par le parti centriste Haschomer Hazair.

La renaissance de la conscience nationale des masses est un résultat de la décomposition du capitalisme, qui remet en question tous les problèmes résolus lors de sa période d'essor. S'appuyant fermement sur son programme et sur une analyse scientifique de la situation en Palestine, mais considérant en même temps l'état réel de conscience des masses juives, la IV^{ème} Internationale doit reconnaître comme légitime leur volonté de mener une existence nationale à eux. Elle doit démontrer concrètement que la conquête de cette nationalité est irréalisable dans la société capitaliste décadente, et plus particulièrement irréalisable et réactionnaire en Palestine. Elle doit démontrer que, pour les juifs, comme pour tous les autres peuples de la terre, la défense ou la conquête définitive de leur nationalité propre ne peut pas s'obtenir au moyen de la construction d'États et d'économies "fermées", mais que l'économie socialiste planifiée mondiale constitue le seul cadre réaliste dans lequel est actuellement possible un libre développement normal des peuples. La IV^{ème} Internationale doit rendre les masses juives conscientes des terribles catastrophes qui les attendent si la putréfaction du capitalisme poursuit son cours. Seule l'intégration du mouvement d'émancipation juif dans le mouvement ouvrier mondial permettra une solution harmonieuse du problème juif. La planification socialiste « bouleversant la topographie du globe » (Trotsky) assurera à tous ceux qui le désirent une existence nationale particulière dans le cadre des États Unis du monde.

Mais la IV^{ème} Internationale ne gagnera jamais une influence décisive auprès des masses juives en prêchant uniquement la nécessité de la révolution socialiste pour leur émancipation. Ce n'est qu'en prenant la tête d'un vaste mouvement mondial de solidarité de la part du prolétariat envers les victimes des persécutions impérialistes et fascistes; ce n'est qu'en montrant en pratique aux juifs que les solutions proposées par le mouvement révolutionnaire sont plus favorables et plus réalistes que la "solution" sioniste, que la IV^{ème} Internationale réussira au prochain tournant à englober les masses juives dans la lutte anti-impérialiste mondiale. Marcher actuellement contre le courant sioniste; lui opposer une issue autre immédiate et concrète, tels sont les deux éléments indispensables pour préparer l'étape prochaine ; quand les masses juives auront fait leur expérience décevante avec le sionisme, quand elles auront compris l'inutilité de leurs efforts et de leurs sacrifices, elles se tourneront vers nous à condition que nous sachions dès maintenant aller vers elles avec nos solutions autant qu'avec une critique implacable du sionisme.

- a) Toutes les sections de la IV^{ème} Internationale doivent mettre en avant le mot d'ordre : « Ouvrez les portes de tous les pays aux réfugiés juifs! », « Abolition de toutes les restrictions à l'immigration ». Ce slogan doit être défendu plus spécialement par le SWP

des États Unis d'une part et par nos sections anglaise, canadienne, française et toutes nos sections de l'Amérique latine d'autre part. Ces dernières ainsi que notre section australienne, et plus particulièrement les sections d'Argentine et du Brésil doivent joindre à ces slogans les mots d'ordre : « Abolition de toutes les clauses de discrimination raciale et religieuse dans la législation sur l'immigration ». Chaque occasion concrète (plaintes sur le manque de main-d'oeuvre et sur la diminution de la population ; ouverture partielle du pays pour certaines catégories d'immigrés ; acte de commémoration en faveur des victimes du fascisme...) doit être employée pour alerter l'opinion publique ouvrière du pays et pour exiger le déclenchement d'actions concrètes en vue d'obtenir des résultats immédiats. Des résolutions telles que celles du CIO doivent être employées comme point de départ pour exiger des actions de la part de la FSM, pour organiser des mouvements concertés dans les secteurs de la vie économique et sociale les plus aptes à exprimer leur solidarité par l'action (marins, employés gouvernementaux, fonctionnaires...) à travers des grèves perlées, des sabotages organisés; des mesures de discrimination, des protestations, des meetings et des manifestations coordonnées, etc. C'EST SEULEMENT DANS LA MESURE OÙ NOS SECTIONS POURRONT PROUVER AUX JUIFS QU'ELLES LUTTENT RÉELLEMENT ET EFFICACEMENT POUR L'OUVERTURE DE LEUR PROPRE PAYS À L'IMMIGRATION QU'ELLES POURRONT LES AMENER À PRÉFÉRER L'IMMIGRATION DANS CES PAYS À L'IMMIGRATION EN PALESTINE, plus dure à obtenir et constituant en même temps un acte contraire aux intérêts vitaux des masses anti-impérialistes du Moyen-Orient.

- b) Toutes les sections de la IV^{ème} Internationale doivent s'atteler sérieusement à la tâche de combattre les relents d'idéologie antisémite qui subsistent ou se développent toujours davantage, dans de larges couches de la population de tous les pays. Ce travail de désintoxication est d'autant plus urgent que le mouvement ouvrier « officiel », à la fois par conformisme, par lâcheté ou par d'étroits calculs partisans (l'antitrotskysme du PCF s'exprime pas mal de fois par des arguments antisémites...) ne fait rien pour éliminer de la conscience des masses le poison anti-juif déposé par la propagande hitlérienne. En toute occasion concrète, nos sections doivent détruire les mensonges fascistes au sujet du « capitalisme juif » ou des « accapareurs juifs ». Elles doivent alerter systématiquement les organisations de masse prolétariennes contre chaque tentative de reconstruire ces organisations antisémites. Utilisant les exemples tragiques des dernières années, elles doivent imprégner la conscience des masses de cette vérité fondamentale, leur propre sort est en jeu dans la lutte contre le gangstérisme antisémite. C'est seulement dans la mesure où nos sections feront admettre par les masses cette vérité et la leur feront traduire en actes, qu'elles réussiront à convaincre les juifs que seule l'intégration de leur mouvement d'émancipation dans le mouvement ouvrier mondial les rendra aptes à se défendre efficacement contre de nouvelles vagues d'antisémitisme.
- c) Toutes les sections de la IV^{ème} Internationale qui font face à un mouvement fasciste organisé utilisant à fond la démagogie antisémite et passant à des actes terroristes contre les juifs, doivent s'efforcer de mobiliser la classe ouvrière dans des formations armées (Milice...) pour la défense des juifs. Là où la population juive est géographiquement concentrée en des quartiers juifs, elles doivent proposer et favoriser la création de milices d'autodéfense armées en s'efforçant de les fusionner avec les milices ouvrières. Elles doivent expliquer aux masses juives que seule cette fusion dans la lutte armée peut garantir une défense efficace; mais en même temps elles doivent avertir les travailleurs que seule une défense armée des juifs préviendra l'écrasement ultérieur par les mêmes armées fascistes du mouvement ouvrier tout entier.

C. L'aspect actuel du problème palestinien

Le problème palestinien a reçu une importance nouvelle et particulière depuis la fin de la deuxième guerre mondiale par suite d'une série de « facteurs nouveaux » qui changent profondément sa physionomie.

- a) L'industrialisation du Proche et du Moyen Orient a raffermi dans une certaine mesure les bourgeoisies arabes indigènes en Égypte, en Palestine même, en Syrie, au Liban et dans une moindre mesure dans d'autres pays arabes. La différenciation sociale de la vieille société arabe féodale ou patriarcale s'est accélérée. Un prolétariat arabe beaucoup plus puissant numériquement et politiquement déjà conscient est apparu sur la scène politique dans de nombreux pays du Moyen-Orient (grèves en Égypte, Palestine, Syrie, Iran et Iraq). Le nationalisme arabe se différencie de la même façon. À côté du panislamisme féodal et réactionnaire apparaît maintenant un courant panarabe progressif qui voit dans la réalisation d'une Union des pays Arabes du Moyen Orient le seul cadre réel pour le développement des forces productives et pour la constitution d'une nation arabe. La bourgeoisie ne peut défendre cette idée que d'une façon hésitante sur le plan idéologique, dans la mesure où elle désire une expansion du marché pour son industrie qui, dès la fin de la guerre, se trouve plongée dans une profonde crise. La seule force capable de réaliser ce programme de la révolution nationale-démocratique du monde arabe est le prolétariat qui seul est capable de mener jusqu'au bout, à travers le mécanisme de la révolution permanente la lutte contre le féodalisme pour la révolution agraire, pour l'émancipation du monde arabe de l'intervention impérialiste et pour la constitution de l'unité du monde arabe
- b) L'accentuation des mouvements anti-impérialistes dans le cadre des révolutions coloniales, les plus importants bouleversements dans la période immédiate après la seconde guerre mondiale, l'affaiblissement des vieilles puissances impérialistes (Grande Bretagne, France, Italie) a eu pour conséquence que la bourgeoisie et même certaines couches féodales ont saisi la possibilité d'obtenir par pression, et sans devoir déclencher de véritables luttes de masses, devant quoi elles reculent toujours, des concessions importantes de la part des puissances occupantes, telles que le retrait des troupes françaises de la Syrie et du Liban, et la préparation du retrait des troupes britanniques de l'Égypte. Ces différents reculs de la part de l'impérialisme constituent un stimulant pour la lutte anti-impérialiste dans les autres pays coloniaux du Moyen-Orient. Ils donnent un coup très fort au prestige de l'impérialisme et augmentent la confiance des masses indigènes dans leurs propres forces.
- c) La transformation de la Palestine en position-clé du système de défense impériale dans la Méditerranée orientale. Après le retrait des troupes britanniques d'Égypte, la Palestine sera la base essentielle de la flotte, de l'aviation, de l'armée de terre et des services secrets britanniques dans la Méditerranée orientale, la position-clé pour la défense du Canal de Suez et la route impériale vers les Indes. Les fortes concentrations de troupes britanniques en Palestine prennent les troubles terroristes uniquement comme prétexte. En réalité, il s'agit pour l'impérialisme britannique de construire une base durable en vue des conflits guerriers futurs et de la défense de l'Empire.
- d) La transformation du Moyen Orient en un des enjeux principaux de la rivalité entre les « trois grands ». Avant la guerre le Moyen Orient était le secteur du monde où l'influence prédominante de l'impérialisme britannique était le moins menacée. Depuis lors, la poussée de Rommel jusqu'à El Alamein, l'installation d'« observateurs » américains dans le royaume d'Ibn Seoud, le déclenchement de la dispute anglo-américaine pour le pétrole iranien, la pénétration de l'Église orthodoxe dans tout le Moyen Orient comme une grande agence de la diplomatie du Kremlin, - tous ces événements ont re-

mis en question la domination exclusive britannique sur cette partie du monde et ont transformé celle-ci en un terrain de conflits constants entre les grandes puissances. Le Moyen Orient constituant en outre le réservoir le plus vierge et le plus important de pétrole dans le monde entier, il devient également à l'étape actuelle le terrain de dispute principal dans la lutte mondiale pour cette matière première stratégique dont les réserves aux États Unis et en URSS sont fortement atteintes. Les différents mouvements "tactiques" de la diplomatie américaine et soviétique envers le mouvement sioniste doivent être considérés essentiellement comme des éléments de leurs intrigues tendant à supplanter la domination britannique dans le monde arabe.

- e) La demande d'immigration en Palestine mise en avant par la masse des réfugiés juifs en Europe, et soutenue par un mouvement puissant de protestation de la part du sionisme américain et culminant dans les actions « pacifiques » entreprises par la Haganah en Palestine, ainsi que dans le terrorisme des bandes « Irgoun Zvei Leumi » et « Stern ».

Le point de départ de la position de la IV^{ème} Internationale en face du problème palestinien doit être constitué par la compréhension de la nécessité de la lutte anti-impérialiste menée par les arabes, à laquelle elle donne comme objectif la constitution de l'Union des pays arabes du Moyen Orient. Ce sont les masses arabes, les ouvriers et paysans pauvres, qui constituent la force révolutionnaire du Moyen Orient et également de la Palestine, grâce à leur nombre, à leurs conditions sociales, à leur vie matérielle, qui les mettent directement en conflit avec l'impérialisme. C'est sur le dynamisme de la lutte des classes, menée pour la défense de leurs intérêts que doit s'appuyer tout d'abord le parti révolutionnaire. Se développant au fur et à mesure que le prolétariat arabe croît et se renforce la section du Moyen Orient de la IV^{ème} Internationale constituée sur la base des noyaux existants en Palestine et en Égypte, doit diriger les actions des masses pour la défense de leurs intérêts quotidiens, élever la conscience ouvrière à la compréhension de la nécessité de l'action politique et travailler à souder le bloc de tous les exploités autour du prolétariat révolutionnaire à travers la lutte pour les quatre revendications essentielles suivantes :

- a. Départ immédiat des troupes britanniques. Indépendance complète de la Palestine.
- b. Convocation immédiate d'une Assemblée Constituante Unique et souveraine.
- c. Expropriation des terres des effendis et gestion des terres expropriées par des comités de paysans pauvres.
- d. Expropriation de toutes les entreprises propriété du capital étranger et gestion par les travailleurs des entreprises nationalisées.

C'est à travers la lutte pour ces quatre objectifs principaux et centraux que le parti révolutionnaire éduquera les masses quant à la nécessité de s'opposer de plus en plus à la bourgeoisie arabe, étroitement liée aux effendis. Quand la lutte des masses atteindra son point culminant, quand des comités ouvriers et paysans couvriront le Moyen Orient et quand la question de la prise du pouvoir par le prolétariat arabe sera mise à l'ordre du jour, le parti révolutionnaire aura suffisamment éduqué les masses pour les amener également à l'expropriation de la bourgeoisie « nationale ».

Ces quatre objectifs peuvent-ils se réaliser à l'étape actuelle dans une lutte commune entre les masses arabes et les masses ouvrières juives ? Pour répondre à cette question, on ne doit pas partir de schémas abstraits, mais de la réalité sociale et idéologique de la vie juive en Palestine. A l'exception de quelques milliers d'ouvriers juifs employés aux chemins de fer, à l'IPC, à la raffinerie et aux installations portuaires, tout le prolétariat industriel et agricole juif

de Palestine est employé dans une industrie juive fermée, travaillant avec des afflux constants de capitaux étrangers et garantissant aux travailleurs juifs un standard de vie bien supérieur à celui des travailleurs arabes. En plus la communauté juive en Palestine vit dans la crainte constante d'un soulèvement arabe et en face de ce danger met tout son espoir dans une immigration continuelle et dans le maintien de l'occupation britannique. Nous pouvons donc constater plus spécialement :

a) Loin de vouloir le départ immédiat des forces d'occupation britanniques, les masses juives désirent au contraire leur maintien dans le pays. La seule chose que réclament les leaders sionistes, bourgeois aussi bien qu'ouvriers, ce sont des concessions quant à l'immigration et à la constitution d'un État juif. Mais l'écrasante majorité des juifs de Palestine (en premier lieu la « Haganah ») ne sont prêts à « agir » contre l'impérialisme que dans la mesure où cette « action » ne met pas en danger la « sécurité » fondamentale de la communauté juive en face du monde arabe. Voilà pourquoi une lutte armée, ou même une vaste action de sabotage entreprise par les masses juives est à l'étape actuelle, pour ainsi dire exclue. Le but de l'action sioniste actuelle c'est uniquement d'exercer une pression sur l'impérialisme britannique pour obtenir des concessions, et non pas de pousser à son expulsion de Palestine.

Le mouvement terroriste et le soi-disant « comité hébreu de libération nationale » posent bien l'objectif de l'expulsion de l'impérialisme britannique de Palestine. Mais ils ne peuvent concevoir cette expulsion que sous la forme d'un armement général des juifs de Palestine qui tiendraient en échec le monde arabe jusqu'au moment où une immigration massive des Juifs les rendrait militairement capables de s'opposer à la « menace arabe ». Abstraction faite du caractère parfaitement utopique de ces vues, elles sont ultra-réactionnaires et ne peuvent qu'élargir davantage le fossé qui sépare les travailleurs juifs et arabes de Palestine.

b) Tous les juifs de Palestine sont opposés à la convocation immédiate d'une Assemblée Constituante qui mettrait le pouvoir entre les mains de la majorité de la population qui est arabe.

Les terroristes prétendent lutter pour une Palestine libre, indépendante et démocratique. Mais étant les partisans les plus acharnés d'un « État juif », eux aussi doivent trouver un biais pour enlever la souveraineté à la majorité de la population du pays. Ils déclarent n'être prêts à organiser des élections générales qu'après avoir donné aux juifs dans l'exil « une chance dans une limite de temps déterminée » de rentrer en leur pays. En d'autres termes, ils ne sont partisans d'élections générales qu'à partir du moment où les juifs constitueraient la majorité absolue de la population.

c) Les juifs n'ont aucun intérêt à l'expropriation des effendis, car cette expropriation leur enlèverait en pratique toute possibilité d'acheter des terres nouvelles et d'élargir leur "économie fermée juive" en Palestine.

d) Ils sont opposés de façon encore plus acharnée à l'expropriation des entreprises construites avec le capital étranger et à la fermeture du pays à l'importation de capitaux, car cela constituerait un coup mortel pour leur économie juive.

De tout cela s'impose la conclusion qu'à l'étape actuelle les masses juives de Palestine ne constituent pas, dans leur ensemble, une force anti-impérialiste et que la constitution d'un bloc judéo-arabe anti-impérialiste ne peut pas constituer un slogan dans l'agitation immédiate.

C'est en fonction de ces considérations que doit être considérée la question de l'immigration juive en Palestine. Aussi longtemps que les deux économies, juive et arabe, constitueront des économies séparées en Palestine, la population laborieuse arabe considérera chaque nouvel afflux d'immigrés juifs comme un acte d'hostilité ouvert. Alors que toute la population de Palestine vit avec la perspective de l'éclatement d'un conflit sanglant dans le Moyen Orient, les masses arabes doivent nécessairement considérer l'arrivée de nouveaux immigrés comme

l'arrivée de soldats ennemis, ce qui se confirme d'ailleurs par la façon dont les masses juives considèrent cette immigration. Voilà pourquoi il faut avoir conscience du fait que la continuation de l'immigration juive en Palestine élargit la brèche entre ouvriers juifs et arabes, renforce les positions et éternise la présence de l'impérialisme britannique et ne peut que préparer, à l'étape suivante, l'extermination complète de la minorité juive lors du soulèvement arabe.

Si donc la IV^{ème} Internationale doit faire tout son possible pour déconseiller aux réfugiés juifs l'émigration vers la Palestine; si dans le cadre d'un mouvement de solidarité mondiale elle doit essayer de leur faire ouvrir les portes d'autres pays, et les avertir que la Palestine constitue pour eux un véritable guet-apens, elle doit dans sa propagande concrète en face de la question de l'immigration juive partir de la souveraineté de la population arabe. Seule cette population arabe a le droit de déterminer si, oui ou non, l'immigration en Palestine doit être ouverte ou fermée aux juifs. La question de l'immigration doit être décidée par l'Assemblée Constituante, élue par tous les habitants du pays âgés de 18 ans au moins. Telle est la seule position démocratique en face de ce problème, position qui en même temps entre dans le cadre de la stratégie générale de la révolution au Moyen Orient.

Par conséquent la IV^{ème} Internationale doit condamner et combattre la répression britannique en face de l'immigration juive, dénoncer toutes les mesures policières et y opposer chaque fois concrètement la revendication du retrait immédiat des troupes britanniques. Il n'est pas difficile d'expliquer aux masses arabes que cette répression impérialiste limitée contre les juifs n'est que la préparation d'une répression beaucoup plus violente contre les futurs mouvements arabes. Il est dans l'intérêt des masses arabes de profiter de chaque mouvement d'indignation en face de la terreur policière britannique pour poser concrètement la question du retrait des troupes britanniques. Il s'avérerait d'ailleurs dans ce cas que les « victimes » mêmes de cette répression n'accepteraient pas du tout cette lutte conséquente contre leurs « oppresseurs ».

De même la IV^{ème} Internationale doit s'opposer à toutes les « solutions » que l'impérialisme propose et réaliserait éventuellement avec ou sans l'aide de ses agents dans l'Agence juive. Ces solutions telles que le partage de la Palestine, l'immigration limitée de 100.000 juifs, la remise du mandat à l'ONU ont toutes pour but d'éterniser la présence des troupes britanniques dans ce pays et enlèvent toujours à la majorité de la population son droit de disposer d'elle-même.

A l'étape actuelle, l'union générale entre juifs et arabes en Palestine est irréalisable ; ce n'est que sur un plan tout à fait limité, et dans la mesure où une partie des travailleurs juifs est employée en dehors de l'économie juive « fermée » que des grèves judéo-arabes comme celles de l'année passée ont pu se produire. Mais cela ne signifie pas que cette union soit exclue pour tout le temps. Actuellement la population juive de Palestine a tendu tous ses efforts vers le renforcement de ses positions autonomes économiques et politiques. Mais déjà la partie radicale de la jeunesse nationaliste juive a eu conscience de l'inutilité de ces efforts de « conciliation » et de « manœuvre » de la part de l'Agence juive afin d'obtenir de l'impérialisme ou des grandes puissances une immigration illimitée et la constitution d'un État juif. La vague actuelle de terrorisme de la part des bandes « Irgoun Zvei Leumi » et « Stern » constitue des actes de désespoir de la part de cette minorité, utilisée et abandonnée ensuite par les leaders bourgeois du mouvement sioniste et provenant de l'impasse dans laquelle s'est fourvoyé tout le mouvement. Bien entendu, ce terrorisme de désespoir ne constitue pas en lui même la voie d'une solution au problème palestinien. Bien au contraire. Face au terrorisme les féodaux et les bourgeois arabes réussissent à créer une atmosphère de « solidarité » factice entre les masses et l'impérialisme et accentuent l'hostilité entre ouvriers arabes et juifs. Du point de vue militaire, ces actes ne peuvent qu'accélérer l'établissement d'une force policière étrangère britannique en Palestine, but de toute la politique impériale d'après-guerre. Mais en tant que

stade ultime du sionisme le terrorisme, en ne donnant aucun résultat concret, peut rendre les éléments les plus conscients et les plus actifs dans les masses juives aptes à reconsidérer toute la question du sionisme et de la solution du problème juif. C'est cette reconsidération que la IV^{ème} Internationale doit préparer à l'étape actuelle.

Une union éventuelle entre juifs et arabes doit tout d'abord passer par l'abolition de toute idéologie et pratique raciste de la part des juifs.

- **A bas les entreprises exclusivement juives ! Pour l'embauchage d'ouvriers arabes dans toute l'industrie du pays !**
- **A bas les syndicats juifs et arabes séparés ! Pour la constitution des syndicats juifs et arabes !**
- **A bas le boycott camouflé des produits arabes ou juifs. A bas l'"économie juive fermée" ! Pour l'intégration mutuelle des économies juives et arabes.**
- **A bas l'idée d'un « État juif » imposé à la majorité de la population du pays ! Pour l'élimination des idées sionistes du mouvement ouvrier ! Pour l'intégration des travailleurs juifs dans le mouvement de la révolution nationale-démocratique des masses arabes.**
- **Pour la rupture des syndicats et organisations ouvrières juives avec l'Agence Juive, et la publication intégrale de tous les procès verbaux secrets de cet organisme.**
- **Pour la rupture des syndicats et organisations ouvrières arabes avec la Ligue Arabe et le Haut Comité Arabe pour la Palestine, et la publication intégrale de tous les procès verbaux secrets de ces organismes.**

Tous ces mots d'ordre qui ne peuvent être défendus actuellement qu'en tant que slogans de propagande générale se heurtent nécessairement à une opposition farouche de la part des sionistes non seulement pour des raisons idéologiques mais aussi et surtout parce que la situation matérielle favorisée des juifs par rapport aux arabes est ainsi mise en jeu. Mais à mesure que la faillite du sionisme éclatera de plus en plus aux yeux des masses; à mesure que l'immigration se ralentira et que le danger extrême de l'explosion arabe approchera davantage; à mesure que notre propagande contribuera à faire admettre aux masses que c'est une question de vie ou de mort pour elles de trouver un terrain d'entente avec les masses arabes, même au prix d'un abandon momentané de certains privilèges - nos mots d'ordre pourront passer du stade propagandiste au stade de l'agitation, et pourront favoriser une scission entre le mouvement ouvrier et le sionisme. C'est cela qui constitue la condition sine qua non pour la réalisation de l'unité d'action judéo-arabe contre l'impérialisme, et c'est cela qui pourra seul empêcher que la révolution arabe du Moyen Orient passe sur le cadavre du judaïsme palestinien. Ici comme parmi les masses juives dans le reste du monde, une ferme position contre le courant à l'étape actuelle est seule capable de préparer un renversement du courant à l'étape suivante.

Cela implique également la nécessité pour les sections de la IV^{ème} Internationale de mener un travail de propagande préparatoire à l'intérieur des organisations d'extrême-gauche sionistes. En démontrant que le slogan d'un « État bi-national » est un slogan nationaliste, anti-démocratique, allant à la fois à l'encontre du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et des besoins immédiats de la lutte anti-impérialiste en Palestine, nos militants doivent en même temps mettre à tout moment à l'ordre du jour la question de la réalisation concrète du slogan de l'unité judéo-arabe. Ils doivent mettre les dirigeants centristes en face de leurs responsabilités, mettre à l'ordre du jour l'adoption du programme anti-racial énuméré plus haut et accélérer ainsi l'évolution de la conscience de l'avant-garde ouvrière juive au delà du sionisme.

II. La position du Parti Communiste Français

Nous publions ici deux documents qui éclairent ce qu'était la politique de la direction du PCF - position commune à tous les partis subordonnés à la direction stalinienne de l'URSS.

Le premier est un texte de Florimond Bonte, membre du bureau politique du PCF, publié dans la revue du comité Central du PCF, *Les Cahiers du Communisme*.

L'intérêt de ce texte est double. D'abord, il est une réponse à la lettre d'un militant du PCF, (lettre que nous reproduisons également) qui indique que des militants qui acceptaient pourtant l'argumentation du sionisme et voyaient dans la constitution de l'Etat d'Israël une solution à la question juive, s'étonnaient du soutien sans réserves apporté par leur parti à la direction sioniste et à toutes ses entreprises. Ensuite, parce que dans sa réponse, Florimond Bonte définit sans aucune restriction la guerre menée pour assurer la partition comme une « guerre juste ».

L'autre document est tiré de l'hebdomadaire du Parti Communiste Français *France Nouvelle* et défend la partition comme une mesure progressiste conforme à l'intérêt des peuples.

QUESTIONS ET RÉPONSES

A PROPOS DE LA HAGANA*

Courrier de lecteur publié dans *Les Cahiers du Communisme*
(organe du Comité Central du PCF), n°9, septembre 1948.

Nous avons reçu la lettre suivante du camarade Paul JACOB (Paris-17^e) :

« J'ai lu avec beaucoup d'intérêt l'excellent article de Florimond BONTE paru dans le numéro de juillet 1948, intitulé « *Sur le Territoire de la Palestine, carrefour stratégique du Monde* ».

Une phrase à la page 720 me paraît pourtant équivoque dangereuse :

Le partisan grec, le soldat de l'armée populaire chinoise, le combattant espagnol, les démocrates du Viet Nam, les patriotes indonésiens, les résistants hindous sont des compagnons de lutte des soldats de la Hagana.

Mettre ainsi les soldats de la Hagana sur un pied d'égalité avec les combattants des armées de libération grecque, chinoise, etc., me paraît faux à plusieurs points de vue :

1^e Contrairement aux armées populaires, la Hagana n'est pas née du peuple et de sa volonté de lutter contre l'occupant impérialiste, mais au contraire a été formée, bien avant la lutte actuelle avec l'appui et l'armement de l'occupant anglais, principalement comme force de lutte contre le peuple arabe, pour la défense de « l'idéal sioniste.

2^e La Hagana n'est pas une organisation démocratique. Ses chefs ne sont pas des personnes sorties du peuple et ayant sa confiance, mais des gens mis à la tête de l'armée par la réaction sioniste, avec le consentement de l'impérialisme (du moins avec son consentement tacite). Les quelques éléments démocrates que les forces progressistes avaient réussi à placer dans des positions dirigeantes de la Hagana en ont été écartés depuis le début des hostilités ouvertes.

3^e La Hagana a formé une alliance (bien que parfois malaisée) avec les groupes terroristes d'extrême-droite, apparentés au fascisme, l'Irgun Zwai Leumi et la bande de Stern qui ont perpétré des crimes odieux contre les habitants arabes de la Palestine et des provocations nombreuses contre le mouvement ouvrier et progressiste juif. (Ces groupes étaient d'ailleurs eux-mêmes nés au sein de la Hagana.)

4^e La Hagana ne défend pas les intérêts politiques et sociaux de la classe travailleuse juive de la Palestine, mais son orientation politique est entièrement sioniste, rejetant toute lutte de classe contre les grands capitalistes juifs et leur alliance avec l'impérialisme.

« Les soldats de la Hagana » comprennent donc non seulement les combattants progressistes (qui mènent aujourd'hui une lutte sur deux fronts contre les sionistes pro-impérialistes qui veulent tourner la lutte nationale juive contre le peuple arabe et le mouvement progressiste juif et contre l'armée d'invasion sous commandement anglais), « les soldats

de la Hagana » comprennent aussi tous ceux qui combattent dans les rangs de l'armée pour des buts sionistes impérialistes contre les forces démocratiques, tels que les terroristes fascistes.

Ceci ne veut pas dire certes que la solution de l'Etat Indépendant d'Israël n'est pas juste, que la lutte du peuple juif pour la réalisation de ses aspirations nationales n'est pas une lutte juste. Mais il est dangereux de simplifier la question en laissant de côté les visées réactionnaires de la direction sioniste de cet état et de son armée, visées qui se sont déjà affirmées clairement par les négociations et collusions avec l'impérialisme américain et anglais (sur la question de l'emprunt et des concessions impérialistes par exemple).

Tant que les forces démocratiques dans la Hagana ne réussissent pas à s'affirmer d'une façon décisive contre ces tendances impérialistes, tant qu'elles ne réussissent pas à empêcher les actes de provocation et les crimes perpétrés par la Hagana et ses alliés contre le peuple arabe et les forces démocratiques juives, tant qu'elles ne réussissent pas à écarter de la direction les éléments qui traînent la Hagana derrière le camp impérialiste, la comparaison avec l'armée populaire de Grèce, de Chine, etc., qui, elles combattent sans équivoque dans le camp démocratique, est fautive. »

RÉPONSE DE FLORIMOND BONTE

L'article que j'ai consacré dans les Cahiers aux événements de la Palestine a suscité un certain intérêt puisqu'il a valu quelques observations très intéressantes d'un de ses lecteurs.

Celui-ci estime qu'une de mes phrases lui paraît équivoque et dangereuse.

Il affirme que mettre le soldat de la Hagana sur un pied d'égalité avec les combattants de l'armée de libération grecque, chinoise, etc., lui paraît faux. Et il s'efforce de justifier son point de vue en donnant les caractéristiques de la Hagana,

Or, en admettant qu'elles soient exactes, son raisonnement ne détruit pas mon argumentation. En effet toute la question est de savoir si les soldats de la Hagana faisaient une guerre juste ou une guerre injuste.

Je déclare que c'était une guerre juste.

Je le prouve :

Une décision de l'ONU avait prescrit le partage de la Palestine en deux Etats : l'un arabe, l'autre juif.

Cette décision assurait le droit national à l'indépendance à la fois à la population arabe et à la population juive.

C'est en conformité de cette décision que l'Etat d'Israël a été créé.

Or, le nouvel Etat juif a été, dès sa fondation, immédiatement l'objet d'une agression caractérisée de la part des dirigeants des Etats arabes directement soutenue par le gouvernement britannique et indirectement par les manœuvres et la duplicité du gouvernement américain, qui, tous les deux, sabotaient les décisions de l'ONU pour maintenir sur le territoire palestinien leur domination impérialiste et sauvegarder les privilèges de rois du pétrole.

Attaqué, l'Etat d'Israël se trouvait en état de légitime défense. Sa lutte était une lutte pour la paix, pour le droit des peuples, pour l'indépendance nationale contre la clique des esclavagistes impérialistes.

Sa lutte était la lutte libératrice d'un peuple.

Elle faisait donc partie intégrante de la lutte menée, partout dans le monde, par tous les peuples épris d'indépendance, contre l'oppression colonialiste.

C'est en ce sens que j'ai écrit :

« La lutte que mène le peuple juif sur le territoire de la Palestine est liée à la lutte qui se déroule sur d'autres points du globe. »

Et que j'ai ajouté immédiatement :

« Le partisan grec, le soldat de l'armée populaire chinoise, le combattant espagnol, les démocrates du Viet Nam, les patriotes indonésiens, les résistants hindous sont des compagnons de lutte des »

soldats de la Hagana. »

C'est un fait historique que personne ne peut nier.

Que ce soit en Asie, en Afrique ou en Europe, la lutte libératrice des peuples opprimés par les impérialistes fait partie intégrante de la lutte pour la paix, la liberté, la démocratie et l'indépendance nationale.

Or, au moment où j'écrivais mon étude sur les événements de la Palestine, les soldats de la Hagana menaient cette lutte libératrice.

Ils étaient par conséquent dans le camp anti-impérialiste et démocratique.

Ils méritaient d'être soutenus.

Qu'il y ait dans le nouvel Etat d'Israël des éléments influents qui s'efforcent de l'entraîner dans le camp impérialiste et combattent les forces démocratiques, cela ne fait pas de doute.

Mais je suis persuadé que le peuple juif de Palestine, instruit par ses douloureuses expériences, comprendra que c'est en s'engageant toujours plus avant dans la voie de la démocratie qu'il parviendra à assurer sa liberté et son indépendance.

Florimond BONTE.

*La Haganah, organisation militaire sioniste clandestine, est fondée en 1920 dans le but de « protéger l'immigration juive en Palestine ». C'est en coopération étroite avec la Haganah que l'armée britannique réprime la révolte arabe en 1936 – 1937. Après le vote de la partition de la Palestine en 1947, la Haganah constituera le poste avancé de l'offensive militaire visant à expulser les palestiniens de leurs terres. C'est sur la base de cette organisation que sera constituée l'armée israélienne.

« Les impérialistes Anglo-Américains en quête de pétrole et de bases militaires provoquent la guerre en Palestine »

Article paru dans France Nouvelle,
hebdomadaire du Parti Communiste Français (1^{er} mai 1948)

(...) Ce que signifie la création de deux États indépendants

La presse réactionnaire affirme que la position soviétique au sujet du problème de la Palestine est inspirée par des considérations tactiques de la diplomatie de l'U.R.S.S. au Moyen-Orient et qu'elle s'explique par des raisons d'opportunité politique. C'est grossièrement méconnaître toute l'importance qu'attache à l'amitié des peuples et à la paix l'Union Soviétique, la seule nation, avec les démocraties populaires, qui ait réglé sur son territoire les questions de nationalités diverses, naguère opposées, aujourd'hui solidement unies pour la construction du socialisme. Le discours de Gromyko, délégué soviétique à l'O.N.U., se fondant sur les enseignements de Staline, notamment sur ceux se rapportant « à la question nationale et coloniale », a exposé les raisons qui justifient la création de deux États en Palestine.

Après avoir souligné les souffrances immenses endurées par le peuple juif durant la guerre déclenchée par les bourreaux hitlériens, il a déclaré :

« La délégation soviétique considère qu'elle doit attirer l'attention de l'Assemblée générale (de l'O.N.U.) sur la circonstance sérieuse suivante : les expériences précédentes, particulièrement celles de la deuxième guerre mondiale, ont démontré qu'aucun État en Europe occidentale n'était capable de donner au peuple juif l'aide nécessaire pour défendre ses droits et son existence contre les violences des hitlériens et leurs alliés. Ceci est un fait très significatif, mais qu'il faut reconnaître, comme d'ailleurs tout autre

fait. LE FAIT QU'AUCUN ÉTAT OCCIDENTAL N'A PU GARANTIR LA DÉFENSE DES DROITS ÉLÉMENTAIRES DU PEUPLE JUIF ET LE DÉFENDRE CONTRE LES BOURREAUX FASCISTES, EXPLIQUE L'ASPIRATION DES JUIFS DE CRÉER UN ÉTAT À EUX. Il ne serait pas équitable de ne pas vouloir prendre en considération ou de nier le droit du peuple juif à la réalisation de cette aspiration. Renier ce droit au peuple juif ne se justifierait pas, surtout en regard de tout ce que ce peuple a eu à souffrir pendant la deuxième guerre mondiale ».

Constatant la faillite du système mandataire anglais « qui ne jouissait pas et ne jouit pas aujourd'hui du soutien des peuples de la Palestine », Gromyko indique les principes de justice qui guident l'Union Soviétique :

« En analysant divers projets qui concernent l'avenir de la Palestine, dit-il, il faut, avant tout, prendre en considération le caractère spécifique de ce problème. Il faut se rappeler que le fait incontestable que la Palestine est habitée par deux peuples, Arabes et Juifs, et que chacun d'eux a des racines historiques en Palestine. Que la Palestine est devenue le foyer de ces deux peuples qui occupent chacun une place importante dans la vie économique et culturelle du pays. Ni l'histoire ni les conditions actuelles de la Palestine ne peuvent justifier une quelconque solution partielle du problème palestinien, que ce soit par la constitution d'un État arabe indépendant, en négligeant les droits légitimes du peuple juif ; soit par la constitution d'un État in-

dépendant juif en négligeant les droits légitimes de la population arabe. »

C'est pour satisfaire aux justes revendications des deux peuples que la solution du partage de la Palestine, dans les circonstances présentes, a été adoptée par l'U.R.S.S.

« Je répète, a insisté Gromyko, qu'une telle solution serait justifiée seulement (s'il s'avérait qu'un État juif-arabe n'est pas réalisable) dans le cas où il serait démontré que les relations entre les populations juive et arabe sont vraiment si mauvaises qu'elles ne peuvent s'améliorer et que leur coexistence paisible ne peut être assurée. »

Les raisons de la volte-face des Etats-Unis

Le 20 mars dernier, le Conseil de sécurité devait prendre les mesures d'exécution de la décision de l'Assemblée nationale de l'O.N.U. [sic] Une commission d'application de cinq membres devait avoir pour mission d'établir le 1^{er} avril 1948 au plus tard des conseils provisoires de gouvernement arabe et juif. Ces conseils avaient pour première tâche l'organisation de milices armées. Tout était prévu pour qu'au terme du mandat britannique, fixé au 15 mai, les organismes destinés à assurer l'administration du pays et sa sécurité soient en plein état de fonctionnement.

Mais ces plans ont été délibérément sabotés par la Grande-Bretagne et la Ligue des pays arabes – à la création de laquelle elle s'est fort intéressée pour faciliter le maintien de l'impérialisme anglais dans le Moyen-Orient. Sous prétexte de ne pas participer à l'exécution de la décision de l'O.N.U., l'impérialisme anglais a empêché l'entrée de la commission de l'O.N.U. en Palestine, mais il a laissé s'organiser et s'infiltrer en Palestine des groupes armés par lui, appartenant à la légion arabe et instruite [sic] par le général anglais Stirling, le successeur et l'émule du colonel Lawrence au Moyen-Orient.

Au lieu de songer à préserver l'ordre international menacé par la volonté anglaise de

violer les décisions et la Charte des Nations Unies, le gouvernement américain, en une volte-face sensationnelle, a décidé de renoncer au plan de partage. Aussitôt, la France s'est alignée sur Washington. Voilà un exemple frappant de la politique servile de M. Bidault à l'égard de l'impérialisme américain qui, reniant ses engagements antérieurs, préconise dès lors de placer la Palestine sous une tutelle internationale, dont les conditions et les modalités nouvelles seront à discuter. M. Austin, délégué des U.S.A. à l'O.N.U., demanda le 27 mars la convocation d'une Assemblée générale extraordinaire de l'O.N.U. pour homologuer sa volonté et invita la commission d'application du plan de partage à suspendre ses travaux.

Quels sont les motifs de ce reniement américain ? On l'attribue à M. Forrestal, ministre de la Défense nationale et gros actionnaire des compagnies pétrolières, qui a menacé de démissionner de son poste si le plan de partage avait lieu. Il s'est opposé à une telle mesure, dit-il, *« pour des raisons de stratégie militaire et, plus exactement, de stratégie pétrolière. »*

Stratégie américaine en Méditerranée

Si les Etats-Unis donnent leur appui maintenant à la Grande-Bretagne après avoir feint d'accepter le plan de partage et la fin du mandat britannique, c'est que l'impérialisme britannique, qui se cramponne convulsivement au Proche-Orient, peut encore servir d'intermédiaire, ayant une longue expérience en la matière, au profit de l'impérialisme américain intéressé aux gisements de pétrole du Moyen-Orient et aussi à l'installation de bases stratégiques en Méditerranée s'étendant de Gibraltar au golfe Persique, en direction de Bakou et du Caucase. La volonté des fauteurs de guerre anglo-américains, auxquels s'est joint encore une fois M. Bidault, s'éclaire d'un jour nouveau avec l'affaire palestinienne.

Le fait que le roi de Transjordanie entre en guerre en Palestine, que ses troupes sont commandées par le général anglais Glubb

Pacha, montre que l'impérialisme anglo-américain a su s'aménager des complicités au sein de la Ligue arabe, dont certains chefs corrompus n'hésitent pas à entraîner les peuples arabes dans la voie de la servitude encore plus accentuée et plus meurtrière. L'ambitieux Abdullah, roi de Transjordanie, rêve de réunir la Syrie, le Liban et une partie de la Palestine sous son sceptre, le projet de la « Grande-Syrie » devant servir uniquement les intérêts de l'impérialisme anglo-américain.

Ces intérêts sont représentés par le trust géant américain ARAMCO (Arabian American Oil Company) formé par l'association des trusts Texas Oil, Standard Oil de New-Jersey, de California et de la Socony Vacuum, et qui a entrepris la construction d'un grand pipe-line d'Abquiq (Arabie) à Sidon (Syrie). Rappelons aussi que, de Kirkouk à Haïffa, aboutit l'un des plus grands pipe-lines du monde. Enfin, soulignons, pour mieux comprendre la politique criminelle du gouvernement Schuman-Mayer-Moch, que la Standard française des pétroles est la filiale de la Standard Oil de New-Jersey.

M. Bidault a été sollicité d'envoyer [sic] des troupes françaises en Palestine au service des trusts pétroliers. Une résolution adoptée le 27 avril 1948 à l'unanimité des députés communistes et apparentés à l'Assemblée nationale a dénoncé ces intrigues et a appelé « *tous les amis de la démocratie et de la paix à s'unir dans l'action pour faire cesser la guerre en Palestine comme au Viet-Nam, en Indochine, et partout où les fauteurs de guerre impérialistes font couler le sang des peuples.* »

Cette résolution souligne la volonté des peuples opprimés juif et arabe, également victimes de l'impérialisme anglo-américain, comme le sont les peuples qui subissent le joug de la domination étrangère. Seule, l'union de ces peuples avec les peuples de l'Europe occidentale, comme l'a souligné depuis longtemps Staline dans son ouvrage fondamental « *Le marxisme et la question nationale et coloniale* » peut faire reculer les impérialistes et les fauteurs de guerre et assurer la victoire de la démocratie, de la liberté et de la paix.

III. Documents émanant d'autres courants

On trouvera dans cette partie :

- Une correspondance publiée dans *La Revue Internationale* N° 19 (Novembre-Décembre 1947) Cette lettre est présentée comme rédigée par « un jeune communiste palestinien ». Elle démontre que, parmi les militants juifs et arabes qui se réclamaient du communisme, la position officielle correspondant à la justification de la politique de la couche dirigeante en URSS était loin de faire l'unanimité.

La Revue Internationale qui a paru en France dans les années suivant la deuxième guerre mondiale était animée par un comité de rédaction comptant de nombreux membres du Parti Socialiste Unitaire (PSU) ; ce parti qui se réclamait de la continuité de la social-démocratie prétendait ouvrir la voie à un « parti unique » constitué avec le PCF dont il était largement dépendant.

- Une lettre sur « l'aventure sioniste » publiée dans la revue *La Révolution Prolétarienne* en juin 1948.

La Révolution Prolétarienne avait été créée en 1925 par Pierre Monatte et paraissait depuis 1930 comme revue syndicaliste révolutionnaire.

Le point de vue d'un jeune communiste palestinien

Publié dans *La Revue Internationale* – n° 19 – Nov/Dec 1947
(l'interview est datée du 7 octobre 1947)

Nous croyons intéressant de reproduire ici les réponses qui ont été faites récemment à l'un de nos correspondants par un membre du comité central de la Jeunesse communiste de Palestine.

- Que pensez-vous du projet de partage du pays ?

- La Palestine est un État colonial dans lequel deux peuples vivent ensemble et travaillent intimement mêlés. Dans ces conditions, aucun partage *a priori* n'est admissible. C'est un État judéo-arabe indépendant que nous voulons édifier, délivré de la mainmise de la Grande-Bretagne. Dans l'indépendance, les deux peuples décideront quelle forme aura l'État, et notamment s'il devra être un État fédératif ou un État unitaire.

- Vous parlez de mainmise de la Grande-Bretagne. En quoi se manifeste-t-elle ?

- L'examen de la situation économique répond à cette question. L'ensemble de l'économie est soit entre les mains des anglais, soit à la disposition de l'économie impériale britannique. Deux entreprises, *la Palestine Potass Co.*, affiliée au trust de l'I.C.I. (Imperial Chemical Industry) et *la Palestine Electric Co.*, absorbent à elles seules plus de 40% de tout le capital de Palestine. Tout le reste : banques, chemins de fer, transports, ports, etc..., n'est conçu qu'en vue de l'intérêt impérial britannique sans qu'aucune industrie soit développée nationalement. A cet égard, le faible développement industriel du temps de guerre est aujourd'hui stoppé et nous avons en Palestine plus de 70.000 chômeurs, Juifs et Arabes.

Un autre signe intéressant du rôle que joue en Grande-Bretagne la Palestine apparaît à la lecture du budget, dont 4% des dépenses sont affectées à l'éducation, alors que plus de 30% servent à édifier et entretenir les prisons de l'administration anglaise. Aussi, 70% des Arabes sont-ils analphabètes. Dans le Yischouv, plus de 10.000 enfants juifs ne vont pas à l'école, et un très grand nombre interrompent leurs études en raison du prix élevé qu'elles coûtent.

- Vous êtes pour un État Judéo-Arabe. Les organisations ouvrières sont-elles pour autant communes aux deux peuples ?

- Malheureusement non. Les Arabes communistes sont membres de la *Ligue de Libération Nationale*, et non du *Parti Communiste Palestinien*. Sur le plan professionnel, ils adhèrent soit aux Syndicats de gauche (*Arab Trade Union Congress*), soit à l'*Arab Trade Union* réformiste. Les communistes arabes adhèrent encore à la Ligue Intellectuelle ou au Parti des paysans. Quant aux Juifs, ils sont membres des syndicats groupés dans l'*Histadruth*, forte de 150.000 travailleurs, qui se trouve sous l'influence du *Mapai*, c'est-à-dire des réformistes et chauvins.

- Le Parti Communiste Palestinien est-il fort ?

- L'Imperial Congress des Partis Communistes qui s'est tenu récemment à Londres l'a estimé fort de 4.000 membres et je ne croyais pas qu'il y en avait autant. Mais il faut comprendre qu'il s'agit non d'un Parti de masse, mais d'un Parti de militants actifs. Son influence n'a ces-

sé de croître depuis qu'il est sorti de l'illégalité, en 1942. Le journal *Kol Haam* (La Voix du Peuple), qu'il publie, était mensuel il y a deux ans et demi, est devenu bi-mensuel il y a un an et demi, et paraît quotidiennement depuis deux mois. C'est le seul quotidien communiste des colonies britanniques.

Si le Parti Communiste Palestinien ne comprend pas d'Arabes, il œuvre pour une lutte commune des ouvriers juifs et des ouvriers arabes, d'accord à tous les échelons avec la Ligue de Libération Nationale. C'est ainsi qu'en 1945 et 1946 de grandes grèves, communes aux ouvriers juifs et arabes, ont éclaté, dans les raffineries, dans les camps militaires et surtout parmi les fonctionnaires de P.T.T. et des chemins de fer qui, au nombre de 35.000, ont fait la grève pendant 14 jours jusqu'à que des satisfactions substantielles leur aient été accordées.

C'est ainsi encore qu'à la suite des attentats récents des Juifs contre les Arabes, et des Arabes contre les Juifs, organisés comme d'habitude par les anglais et pour impressionner la Commission spéciale de l'O.N.U., le Parti Communiste a organisé, il y a trois semaines, d'accord avec la Ligue de Libération Nationale, une manifestation commune d'ouvriers juifs et arabes entre Tel-Aviv et Jaffa, pour empêcher les chauvins de faire dégénérer ces attentats en batailles rangées.

Les nationalistes des deux peuples ne craignent d'ailleurs rien tant que ces actions communes. Et notamment, pendant les grèves, les Juifs nationalistes répétaient que ces grèves entraînaient pour les Juifs des privations supportées uniquement dans l'intérêt des Arabes, alors que les nationalistes arabes pressaient les ouvriers d'arrêter une grève fomentée dans l'intérêt des Juifs.

J'ajoute que le Parti Communiste Palestinien ne travaille pas seulement à unifier la lutte des Juifs et des Arabes, mais qu'il veut également constituer avec les organisations sionistes de gauche, un front unique dans la lutte anti-impérialiste contre la Grande-Bretagne.

- Quel est le rôle dans cette lutte, de l'Irgoun et du Stern ?

- Ce sont des groupes fascistes. Leur politique démagogique, qui emprunte, pour le Stern, une phraséologie de gauche, tend à la constitution en Palestine d'un État juif, comme si la Palestine n'était pas également peuplée d'Arabes. Leurs actions terroristes ont rendues et rendent à l'impérialisme britannique le plus signalé service en justifiant le maintien sur le territoire d'une base militaire de premier ordre que, sans les « attentats », le Gouvernement britannique n'aurait jamais pu expliquer. Vous noterez d'ailleurs que leurs éléments principaux viennent du parti sioniste révisionniste, adepte de longue date du fascisme italien. Pendant la guerre, ils ont poursuivi la lutte contre la Grande-Bretagne, refusant même, comme le Stern, de combattre le fascisme dans les rangs alliés. Enfin, ils font obstacle à une véritable lutte anti-impérialiste efficace en empêchant l'unité entre les Juifs et les Arabes.

- Mais est-ce qu'en définitive la position anglaise n'en va cependant pas être amoindrie et, par conséquent, est-ce que, au moins objectivement, l'Irgoun et le Stern ne serviraient pas les intérêts d'une bourgeoisie nationale juive tendant à son indépendance ?

- Malheureusement, la bourgeoisie juive ne tend pas à l'indépendance, et n'est pas une alliée dans la lutte contre l'impérialisme britannique. Comme je l'ai dit, toute l'activité économique, est entre les mains des Anglais ou à leur disposition. De plus, la bourgeoisie sait fort bien que c'est l'Angleterre qui maintient ses privilèges, et elle redouterait au plus haut degré l'action commune des ouvriers juifs et arabes. Il est possible que, dans une certaine mesure, l'Angleterre voie sa position amoindrie. Ce sera pour laisser la place aux Etats-Unis, et c'est peut-être en effet en définitive ce que vise une partie de la bourgeoisie juive.

A propos de
la Palestine

L'aventure sioniste et la question juive

L'article qu'on trouvera ci-dessous a été écrit à New York où l'affaire palestinienne et les problèmes qui s'y rattachent sont l'objet de discussions passionnées et où l'on constate un courant pro-sioniste dans les diverses organisations socialistes. L'auteur considère ce courant comme dangereux et estime qu'il doit être combattu : c'est ce qui explique le ton parfois polémique de cet article. Il est conscient d'avoir seulement tracé une esquisse générale d'une question extrêmement compliquée : il n'a retenu que les faits et données indispensables pour étayer ce qu'il croit être la thèse socialiste et indiquer une solution qui, si les circonstances présentes lui sont peu favorables lui apparaît néanmoins comme étant la seule juste. - A.R.

Quand on discute les problèmes juifs d'aujourd'hui, il est indispensable de se reporter aux concepts fondamentaux de la littérature socialiste classique, même au risque de se voir reprocher d'énoncer des lieux communs. L'horrible sort des Juifs d'Europe durant les quinze dernières années a soulevé chez les êtres humains - ceux encore dignes de ce nom - des émotions et des protestations qui ont eu pour conséquence de créer une extrême confusion en faisant oublier les sobres arguments politiques - même parmi les socialistes les mieux informés. Cette confusion prévaut non seulement quant aux principes mais même dans la signification des mots et le contenu des notions.

Les Juifs ne sont pas une race, bien que beaucoup d'entre eux soient plus ou moins

différenciés, selon des critères raciaux, d'autres peuples blancs - qui d'ailleurs ne constituent pas davantage des races distinctes - au milieu desquels ils ont vécu. Mais il existe une différenciation bien plus importante : celle qui résulte de conditions historiques et sociales. (Je laisse de côté la religion à cause de son peu d'importance.) Jusqu'à leur émancipation, à la fin du dix-huitième siècle, ils constituaient un groupe « nationaloïde » clairement défini se distinguant par sa propre langue (1), sa culture, et par sa religion bien que ceci soit secondaire. Ils étaient l'objet d'une discrimination, exclus des postes importants de la hiérarchie féodale et des guildes, mais comblant, dans ces régimes, les vides qu'ils étaient aptes à découvrir pour leurs occupations commerciales ; ils formaient un précocement élément capitaliste dans la société ancienne ; ils grandirent en importance avec le développement du capitalisme et s'incorporèrent, après la chute du féodalisme, dans les nouvelles et diverses sociétés capitalistes. Ils perdirent leurs critères « nationaloïdes », leur langue, leur culture, et ne formèrent plus que peu ou pas du tout, des parties distinctes des classes respectives dans lesquelles ils s'intégraient.

(1) C'était l'hébreu et non le yiddish ; il remplissait principalement, dans la littérature et la liturgie, le rôle du latin dans les pays catholiques au Moyen-âge. Pour une ou deux générations, les érudits sionistes ont commencé à transformer le vieil hébreu en un véhicule de la pensée moderne et, depuis, ceux qui se convertissent au sionisme doivent travailler dur pour apprendre « leur » langue. Encore aujourd'hui, dans les congrès sionistes les orateurs qui parlent correctement « leur » langue, ou même sans trop d'accent, sont admirés et honorés.

Depuis l'époque romaine, ils ne furent jamais plus une nation (2), manquant de ses attributs les plus essentiels : un territoire et une société propres (3).

Causes profondes de l'antisémitisme

Ce processus d'absorption - comme tous les processus démocratiques - s'est développé dans une bien moindre mesure en Orient que dans l'Europe occidentale et centrale. Cette circonstance, jointe au fait que, en Orient, les Juifs étaient, absolument et relativement, beaucoup plus nombreux, et d'autres raisons historiques et sociales obligent à une distinction nécessaire entre les Juifs d'Orient et d'Occident : en généralisant grandement on peut dire que, jusqu'à ces temps récents, les villes de portions considérables de l'Europe orientale s'étaient développées et peuplées plutôt par des éléments extérieurs : Allemands et Juif, que par les habitants des régions environnantes. Ceux-ci étaient absorbés lentement. Mais pas les Juifs : ils formaient d'imposantes minorités, parfois des majorités, dans bien des villes de l'Europe orientale, par exemple en Pologne, Russie Blanche, Ukraine, etc. De larges couches de Juifs devinrent des ouvriers d'usine et rejoignirent les rangs du prolétariat ; mais, ce qui est plus important pour l'objet de cette étude, le commerce urbain, les professions libérales et les fonctions capitalistes, petit-capitalistes et pré-capitalistes restèrent, dans une large mesure, aux mains des Juifs, ceux-ci se maintenant. Généralement, en un groupe nationaloïde distinct dont seule une mince partie des sphères supérieures était absorbée nationalement.

Ces circonstances les mettaient en conflit aigu et permanent avec le développement de la conscience bourgeoise-nationale des nations de l'Europe orientale dont la plupart étaient encore - ne l'oublions pas - dans la phase semi-féodale du XX^e siècle. Leurs bourgeoisies nationales se développaient lentement, avec retard, en une guérilla permanente et sévère contre le groupement juif nettement défini, une minorité nationaloïde solidement retranchée dans la plupart des positions convoitées (4). Les

Juifs étaient leurs ennemis, cibles souvent plus visibles pour les masses que leurs propres seigneurs et bourgeois.

La révolution démocratique tardive n'ayant jamais été menée à son terme en Occident, et ayant à peine commencé en Orient, était incapable d'accomplir ses tâches économiques, nationales ou sociales. Une de ces tâches était l'absorption nationale des Juifs. Les problèmes démocratiques laissés en suspens avaient attendu leur solution de la « révolution permanente » de Trotsky. Ils avaient attendu en vain, et c'est Staline et Hitler qui devaient les résoudre à leur façon.

Dans l'Europe centrale et occidentale, l'antisémitisme a un aspect sensiblement différent. Les Juifs y ont été intégrés dans les diverses nations et sociétés et assez souvent il n'y a plus guère de différence visible entre eux et les non-juifs à l'intérieur de leurs classes et nations respectives ; seuls subsistent des vestiges de l'ancienne cohérence et de la tradition juives. Ces différences, pour minimes qu'elles étaient, étaient cependant suffisantes pour assurer une base à la théorie moderne de l'antisémitisme fondée sur la race, et, sa contrepartie, le sionisme quand la barbarie rejeta nos sociétés modernes plusieurs siècles en arrière.

Il est certain que l'idéologie raciale ne grandit pas en vertu de sa métaphysique ; elle grandit sur un sol plus solide : c'est un phénomène socio-économique.

(2) J'anticipe ici ma conclusion, sous ses formes diverses le sionisme n'est aucunement un mouvement national : c'est un mouvement racial visant à la formation d'une nation.

(3) J'emploie le mot « nation » dans le sens que lui donne la sociologie continentale et non dans celui où il est employé dans quelques pays anglo-saxons où il est plus ou moins synonyme d'Etat, ou des sujets d'un Etat, sans considérations de différence de langage, culture, etc., desdits sujets.

(4) Pour compliquer davantage la situation, cette guérilla se développait souvent simultanément avec la lutte des nations asservies pour leur libération nationale, lutte qui devait être menée contre les classes dirigeantes d'autres nations symbolisées par les Romanov, les Habsbourg, etc.

Les Juifs occidentaux formaient, numériquement, un pourcentage négligeable de la population des sociétés où ils vivaient ; cependant, ils n'étaient pas répartis également, c'est-à-dire pas proportionnellement parmi les diverses classes. Ils appartenaient surtout à certaines couches et occupations. Leur pourcentage dans le petit commerce était relativement élevé et dans certaines communes déterminées, encore plus élevé. Ils formaient une minorité non négligeable parmi le prolétariat en faux col et dans les professions libérales (journalistes, artistes, avocats, médecins). D'autre part, on ne trouvait que très peu d'ouvriers d'usine, à peine de métallurgistes, de mineurs, d'ouvriers agricoles.

Les intellectuels et les classes moyennes furent gravement atteints par le développement et les crises du régime capitaliste dans la période d'après guerre ; dans la misère croissante, il n'y avait plus assez de place pour autant d'existences indépendantes (ou dépendantes) ; la solution révolutionnaire de la crise échoua, la réaction triompha ; dans le bateau trop chargé il fallait jeter certains passagers par-dessus bord ; l'antisémitisme choisit ses victimes. Les Juifs furent déclarés classe inférieure et persécutés, surtout par leurs collègues, dans les catégories où ils s'étaient fait leur place. En outre, le nazisme égara les couches inférieures du prolétariat, en dirigeant leur haine du régime contre les Juifs. « L'antisémitisme est le socialisme des imbéciles » : l'aphorisme de Bebel est toujours vrai.

Le sionisme et le foyer national juif

Le sionisme surgit au début de ce siècle. C'est un mouvement purement raciste. Son idéologie enseigne que le « même sang » (la « race ») commande aux Juifs de vivre ensemble, qu'ils créent une même langue, une même culture, et qu'ils acquièrent - pour atteindre ce but - une même patrie ; elle enseigne, d'autre part, que l'assimilation est non seulement indésirable mais impossible et que les différences respectives de composition du sang doivent engendrer nécessairement l'antisémitisme.

L'idéologie sioniste s'étendit lentement et d'après l'intensité de la pression antisémite. Pour autant que l'Europe occidentale est concernée, le sionisme n'y eut que peu d'influence dans la période pré-hitlérienne.

Politiquement, le sionisme concentra ses efforts sur l'acquisition de la Palestine comme « foyer national juif ». Ses « prétentions historiques », sur cette contrée arabe ne valent pas mieux que celles de même sorte invoquées d'ordinaire pour la conquête de pays habités par d'autres peuples. Cependant les titres juridiques se développèrent avec le temps, du pacte avec Jéhovah à la Déclaration Balfour, au mandat britannique et à la décision toute récente de l'ONU. Les raisons pratiques du choix de la Palestine sont bien connues ; enfin une autre considération paraissait décisive : la Palestine était encore dans un état moyenâgeux ; ses Arabes étaient aussi pauvres que leurs cousins de l'Afrique du Nord ; « non civilisés » et sans défense devant l'aristocratie terrienne semi-féodale.

En raison des libéralités et de la situation sociale de leurs adeptes et sympathisants, les sionistes avaient été capables de réunir des capitaux considérables. D'abord, ils tentèrent vainement d'acheter l'entière Palestine au sultan Abdul Hamid ; plus tard ils achetèrent de vastes étendues du sol, le plus souvent aux possesseurs arabes, et les colonisèrent.

Pour autant qu'il s'agisse de terres cultivées, ces transactions n'étaient des acquisitions que dans un sens juridique ; économiquement, elles étaient des expropriations de paysans arabes qui avaient travaillé la terre et payé des redevances élevées aux propriétaires légaux, les seigneurs féodaux. Généralement, ces achats sionistes de terres eurent pour effet d'évincer les paysans arabes et d'en faire des pauvres. Tandis qu'ils contribuaient à la paupérisation des « indigènes », les colons possédant les capitaux nécessaires, étaient en mesure d'apporter d'importantes améliorations à la culture du sol : irrigation, drainage, toutes choses impossibles pour les Arabes.

La résistance des Arabes

Un processus analogue eut lieu dans l'industrie et le commerce, et avec un même résultat : sévère concurrence des colons juifs avec les métiers, l'artisanat et les industries rudimentaires des Arabes. Il est certain que les colons devaient travailler dur. Mais les Arabes aussi devaient peiner durement pour s'assurer une vie misérable et ils auraient été trop heureux - s'ils avaient possédé des capitaux, la préparation moderne nécessaire, en un mot s'ils n'avaient pas été des « indigènes » - de multiplier les résultats de leur labeur par l'emploi de machines appropriées, comme les colons juifs étaient capables de le faire.

Cependant ce n'est pas seulement le processus économique qui a poussé les Arabes dans les couches inférieures de la société. Les colons ont apporté les instruments et les moyens d'une éducation moderne (une autre forme de capital) dans « leur » pays ; ils ont pu édifier un excellent régime scolaire et toutes sortes d'institutions culturelles, desquels les Arabes sont virtuellement exclus (5) comme ils sont exclus aussi de la plupart des syndicats juifs ; quant aux emplois, une discrimination systématique est pratiquée à leur égard. Pour toutes ces raisons, les Arabes ont été transformés en « indigènes » et les colons - si nous négligeons pour l'instant leur propre stratification sociale - en une catégorie supérieure, la plus élevée. La paupérisation des Arabes (ou, pour être tout à fait exact, leur relative paupérisation) est une des raisons de leur résistance à la colonisation juive. Une autre raison, c'est l'inertie, inhérente à la plupart des êtres humains, leur aversion à tout changement dans leurs modes de vie traditionnels, de production et de leurs institutions sociales. Les seigneurs féodaux arabes, rois, princes et prêtres on' exploité à fond ce facteur de résistance pour leurs buts réactionnaires. La propagande sioniste ne l'a pas moins utilisé pour dénoncer cette résistance comme uniquement et essentiellement réactionnaire.

Une troisième raison, plus importante encore, de la résistance des Arabes réside

dans un nationalisme récemment et lentement éveillé. Le début du siècle les avait trouvés soumis et leurs contrées divisées entre les Turcs et diverses puissances impérialistes. La première guerre mondiale apporta des changements à cette situation : les provinces qui avaient été sous le joug turc furent libérées - pour entrer dans les sphères d'intérêt britanniques et françaises. L'ancien territoire turco-arabe se trouva traversé par des frontières, plus stupides encore si possible que celles érigées en Europe après Versailles ; elles servent exclusivement la cause des divers impérialismes.

L'impérialisme britannique jugea avantageux d'enfoncer un corps étranger (et possiblement allié) dans le monde arabe réveillé, et présenta le sionisme avec la Déclaration Balfour et le mandat. Le sionisme profita de l'occasion avec empressement et consentit joyeusement à une division du travail dans le processus de la colonisation : les sionistes fournissaient l'argent et les hommes, la Grande-Bretagne entretenait les forces policières et militaires nécessaires pour briser la résistance des « indigènes » ; l'armée britannique, avec l'aide de la milice des colons (Haganah), écrasa les soulèvements par des méthodes efficaces et éprouvées telles que la destruction des maisons des Arabes et des villages considérés comme suspects, etc. Quand, plus tard, l'impérialisme britannique estima de son intérêt de freiner l'immigration juive et de flirter avec les féodaux arabes, les colons se sentirent déjà assez forts pour simultanément, se battre contre les Anglais et tenir les « indigènes » en respect. Le nationalisme arabe était trop faible - sauf pendant la toute dernière période - pour opposer une résistance sérieuse.

Nous devons ici considérer comme admis - nous manquerions de place pour en discuter et ce n'est pas notre sujet - que le nationalisme arabe est, historiquement, aussi légitime et digne de soutien que n'importe quel nationalisme de peuples coloniaux ou semi-coloniaux.

(5) Par exemple, les Arabes ne sont pas admis à l'Université juive de Jérusalem (Université I.S.S. Bulletin, June 1941 p. 10 - 11).

L'histoire n'a pas connu de nationalisme investi de certains caractères spéciaux. Tout nationalisme tend à l'unification de toutes les provinces, nations ou parties d'elles habitées par des co-nationaux et à l'absorption ou à l'élimination de tout corps nationale-ment étranger à l'intérieur de son territoire. Il est donc normal que le nationalisme arabe réveillé tende à l'unification des territoires allant du Maroc à la Perse, et à l'élimination des corps étrangers, en même temps qu'il s'oppose à la création de centres étrangers sur ce qu'il considère comme son domaine. Nous devons accepter ce nationalisme tel qu'il est et doit être - avec tous ses traits négatifs, regrettables mais inhérents, y compris la nécessité de ses heurts avec tout nationalisme qui se dresse sur sa route.

Quand deux nationalismes se heurtent, nous devons prendre le parti de celui qui dans l'ensemble, incarne une plus grande somme de progrès humain. Pour cette raison, même si nous considérons le sionisme historiquement légitime, c'est le nationalisme arabe que nous devrions appuyer.

Les droits qu'il convient de défendre

A notre époque, les immigrations massives vers des pays déjà « civilisés » se sont caractérisées par la volonté - ou la résignation - des immigrants d'adopter la langue et la culture du nouveau pays (6). Les sionistes qui, naturellement, s'opposent à leur absorption par les Arabes en raison de leur idéologie même, n'ont jamais été assez stupides pour tenter l'établissement, la création ou la résurrection d'une nation juive dans le Yorkshire, par exemple; ou en Gironde, ou dans des régions presque inhabitées comme l'Alaska, ou dans d'autres pays « civilisés ». Les conditions dans les pays « non civilisés » sont différentes : là, les immigrants « civilisés » n'ont pas songé, même pour un instant, à abandonner leur vieille nationalité, pour adopter celle des « indigènes » (par exemple, dans les possessions françaises et britanniques en Asie et en Afrique). C'est dans ces circonstances que réside une particularité de l'immigration juive en Palestine, s'ajoutant à celles déjà mentionnées, qu'ignorent systématiquement ceux des

socialistes qui prennent parti pour les Juifs contre les Arabes.

Ces socialistes déclarent que l'émigration et l'immigration entièrement libres sont des droits essentiels pour lesquels nous devons lutter. Ils ont tout à fait raison - pour autant qu'il s'agisse d'un principe abstrait. Concrètement cependant, dans le cas donné, son application rigide ne signifie rien d'autre que transformer un principe démocratique correct en sa caricature puisqu'ils favorisent la libre entrée en Palestine d'un groupe organisé qui s'y introduit avec l'intention clairement exprimée de le conquérir, dont les membres sont imprégnés de l'étrange conception que cette contrée est « leur » (que, par conséquent, ce sont les Arabes, non eux, qui sont les intrus), apportent avec eux des capitaux et tous les instruments de la civilisation moderne mais refusent - nécessairement d'après leur programme même - de les partager avec les « indigènes », et qui ont toute raison d'espérer devenir, dans les domaines économique et culturel, infiniment supérieurs aux Arabes, de sorte que ceux-ci seront finalement transformés en une caste de journaliers et de cireurs de bottes.

Ces socialistes oublient que nous ne pouvons pas défendre tous les droits démocratiques à la fois en tous temps, simplement parce que de tels droits se heurtent fréquemment, s'excluent souvent l'un l'autre, et que la science politique réside dans la sélection appropriée des droits démocratiques qu'il convient de défendre ou de combattre dans une période donnée. Ces socialistes considèrent la pénétration des masses juives par une idéologie nationaliste-raciste comme un fait établi, un fait dont on doit tenir compte.

(6) Rappelons que Karl Marx signala la fonction du melting pot (creuset) de New York qui a transformé, avec une étonnante rapidité, sa matière première, nationaux de tous les points du globe, en une nation. Soulignons alors qu'il y a maintenant, dans cette même ville, des socialistes de gauche pour qui les mots « assimilés » et « assimilation » sont employés comme termes méprisants à l'égard des Juifs qui n'adhèrent pas la doctrine raciste-sioniste !

D'autre part, ils mesurent la résistance et les aspirations nationales des Arabes non d'après le même critère (réalité) mais selon des formules rigides. Pour eux, les Arabes qui résistent sont des chauvins tandis que l'idéologie sioniste est un fait avec lequel il faut compter. Il serait temps d'en finir avec cette perversion du langage !

La solution du problème juif

La réalité est malheureusement très complexe. Le sort des Juifs durant les quinze dernières années a été horrible. L'histoire moderne n'offre rien d'analogue (7). Le droit d'asile a cessé d'être un droit et a été changé en une aumône qui peut être accordée ou refusée. Quelques Juifs, cependant, ont pu s'enfuir à l'étranger et d'autres - très peu - survivent quelque part dans les pays où régna le nazisme, brisés d'âme et de corps. Vingt-Cinq pour cent environ des malheureux qu'on trouve dans les camps pour « personnes déplacées » sont de ces survivants, et partagent le sort des autres victimes du fascisme et de la « libération ». Le sort de ces Juifs dans le passé récent, leur vie présente, sans but et sans espoir, l'absence de toute possibilité d'un secours rapide, font d'eux une proie facile pour le sionisme pour un messianisme racial. En fait, une énorme majorité est atteinte jusqu'à la moelle par cette maladie qui les ronge presque comme une nécessité. Les avocats socialistes de l'aventure sioniste palestinienne abusent de cette nécessité ; ils oublient qu'il s'agit d'une nécessité psychologique et, par suite, d'un « fait établi » dans un sens plutôt limité : nous ne devons pas oublier que tous les mouvements politiques, y compris les plus réactionnaires, résultent d'entraînements psychologiques sans défaut (autrement ils n'existeraient pas !). C'est cependant la tâche même des hommes politiques d'influencer ces enchaînements psychologiques - en d'autres termes d'influencer la volonté humaine - soit en les modifiant (persuasion, propagande, etc.) soit en leur résistant.

Nous nous trouvons alors en présence de ces questions inévitables : que suggérons-nous ? Quelle est la correcte ligne politique ? La juste manière de résoudre le problème juif ? Que faut-il dire aux infortunées masses juives, persécutées et soumises aux discriminations ? La réponse n'est certes pas facile mais on peut l'esquisser en se basant sur la maxime générale : agir toujours dans le sens qui favorise, dans l'ensemble, le progrès de l'humanité. Nous devons, naturellement, lutter pour le droit de tous les peuples du monde à immigrer où bon leur semble (sauf dans les pays qu'ils voudraient conquérir). Nous devons expliquer patiemment, aux Juifs et aux autres groupes ou nations opprimés que seule la solution socialiste est capable de résoudre les problèmes nationaux et raciaux, qu'il n'y a pas de plus court chemin et que toute solution à eux proposée par des charlatans racistes ne peut que les conduire d'un enfer dans un autre. Nous devons combattre l'idéologie raciale et, quand c'est nécessaire, lui résister. Nous devons essayer de persuader les ouvriers juifs déjà en Palestine qu'ils doivent renoncer à leurs croyances racistes et nationalistes ; nous devons propager nos idées parmi eux et nous efforcer de les convaincre qu'ils doivent fraterniser avec les masses arabes. Mais cette fraternisation ne saurait consister en de simples démonstrations verbales ; elle devrait se manifester par des actes tels que le partage des terres avec les Arabes, le partage des écoles, des machines, des capitaux de manière à établir un niveau de vie général plus élevé. Nous reconnaissons qu'un tel programme ne pourrait donner, dans le proche avenir, que des résultats assez minimes ; il ne nous ferait avancer que lentement. Mais nous ne voyons pas d'autre voie.

(7) Peut-être, dans un proche avenir, la « liquidation » des Tatares par Staline, de même que les divers « échanges de populations » après la seconde guerre mondiale seront considérés comparables au massacre des Juifs d'Europe.

K. DAVID

IV. Le combat contre la partition en Palestine même et l'activité des militants de la IV^{ème} Internationale

Dans cette partie, se trouvent réunis trois documents

- Tout d'abord, un texte intitulé « Le Rôle du Stalinisme » qui constitue la 3^{ème} partie d'une étude signée Tony Cliff « *Middle East at the crossroads*. Cette partie était inédite en français.

La brochure *Middle East at the crossroads* a été publiée en Angleterre par le Revolutionary Communist Party, la section britannique de la IV^{ème} Internationale. Tony Cliff est le pseudonyme de Yagael Gluckstein (1917-2000) né en Palestine. Très jeune, il devait rejoindre les positions de Trotsky et se consacrer à la construction d'une organisation révolutionnaire en Palestine réunissant travailleurs juifs et arabes.

A la fin de la guerre, il s'établissait en Grande Bretagne. Il milita au sein du Revolutionary Communist Party, la section britannique de la IV^{ème} Internationale et fut l'un de ses principaux dirigeants. En 1949, en raison d'un désaccord profond avec les positions des Trotsky et de la IV^{ème} Internationale sur l'URSS, il rompt avec celle-ci. Il sera l'un des fondateurs du Socialist Workers' Party de Grande Bretagne.

- Le second document est constitué par des extraits d'une lettre ouverte, datant de décembre 1944 et adressée au Congrès du Labour Party britannique, lettre intitulée « Le sionisme, poste avancé de l'impérialisme ». Le but de cette lettre était d'alerter les délégués du Labour Party sur les dangers d'une entreprise menant à la partition de la Palestine.

La publication *Workers International News* qui était l'organe de la section britannique de la IV^{ème} Internationale, après avoir été celui de l'un des groupes qui ont formé le Revolutionary Communist Party, publia cette lettre car « trouver une solution au problème palestinien n'est pas une question cruciale, seulement pour les masses arabes et juives ; de cette solution dépend le sort du Moyen Orient tout entier. ». Pour *Workers International News* la faiblesse de ce document résidait dans le fait qu'il « ne posait pas la question de la lutte conjointe des travailleurs arabes et juifs de façon suffisamment aiguë.

- Le dernier document reproduit ici « Contre la Partition » date de septembre 1947 et émane d'un groupe qui se présente comme la section palestinienne de la IV^{ème} Internationale. Il a été originellement publié dans *Kol Ham'amad (La Voix de la classe)*. Ce texte est, à notre connaissance, inédit en français.

Workers International News Pamphlet

Middle East

at the

Cross Roads

by T. CLIFF

No. 1

Price 6d.

Le Rôle du Stalinisme

Tony Cliff, *Stalinism in the Middle East, Fourth International, Vol.7 No.2, February 1946.*

Tony Cliff, *Imperialism in the Middle East III, Workers International News, Vol.6 No.5, February-March 1946.*

Part III of Tony Cliff, *Middle East at the Crossroads, London 1946.*

Ce document a été publié pour la première fois en 1946 dans la revue Fourth International, dans une traduction anglaise de R. Bod.

Avec la complication des antagonismes de classe et de nationalité, avec l'approfondissement de la crise sociale et politique, la situation actuelle au Moyen Orient peut conduire à cette alternative : soit la naissance d'une grande puissance révolutionnaire prolétarienne qui conduira les masses paysannes sur la voie de la lutte de libération nationale, soit la victoire sanglante de la réaction impérialiste et de ses alliés des classes supérieures. Si la crise ne se règle pas d'une manière révolutionnaire, elle sera inévitablement réglée d'une manière contre-révolutionnaire. Ou la révolution ou l'assassinat mutuel, les pogroms, etc. L'histoire elle-même ne donne au jeune prolétariat du Moyen Orient aucune possibilité d'esquiver la grande confrontation. Si l'impérialisme décide d'utiliser les pogroms et l'incitation au chauvinisme comme moyen de se prémunir contre la révolution à venir, la classe ouvrière doit utiliser la haine accumulée des masses pour renverser le régime d'asservissement social et national. Contre le chauvinisme, opposer l'internationalisme. La nécessité du parti révolutionnaire internationaliste est une question de vie ou de mort. Qui peut remplir ce rôle ?

La Deuxième Internationale n'a qu'un seul parti au Moyen Orient. C'est le Mapai, le parti Sioniste Socialiste de Palestine, qui ne diffère pas d'un iota des autres partis sionistes sur les questions essentielles (l'alliance avec l'impérialisme, l'expulsion des Arabes de tout emploi dans l'économie juive, l'expropriation des paysans arabes, etc.). La Deuxième Internationale n'a pas de section arabe parce que les conditions de

vie très difficiles en Orient ne conviennent pas au développement des partis réformistes qui recherchent des solutions à l'amiable.

Les Staliniens ont des partis au Moyen Orient, en Syrie, au Liban, en Palestine (un parti purement arabe, un parti purement juif). En Égypte et en Irak, ils ont quelques groupes minuscules sans influence. En réalité la direction stalinienne est totalement impuissante et très éloignée de toute idée de lutte de classe révolutionnaire. C'est ainsi que le secrétaire du Parti Communiste Syrien, Khaled Bakdash, écrit : « *Il est évident que le problème de la libération nationale, c'est le problème de la nation tout entière, et il est donc possible sans doute d'obtenir l'acquiescement de toute la nation autour de ce grand mot d'ordre, de réaliser l'unité nationale complète. La libération nationale est dans l'intérêt de tous les habitants, quelle que soit la secte, la religion ou la classe sociale à laquelle ils appartiennent. C'est dans l'intérêt des travailleurs, tout comme c'est dans l'intérêt des patrons ; et c'est dans l'intérêt du fellah comme c'est dans l'intérêt des propriétaires terriens de la nation ; et c'est dans l'intérêt des petits comme des grands commerçants.* » (Le Parti Communiste dans la lutte pour l'indépendance et la souveraineté nationale, Beyrouth, 1944, p.74).

Il poursuit : « *Nous apprécions et nous honorons à sa juste valeur le capitaliste national qui combat avec fidélité pour la libération nationale comme nous apprécions à sa juste valeur le travailleur national qui lutte pour la libération nationale* » (Ibid., p. 75). Et sans la moindre honte, il poursuit :

« Celui qui lit notre Programme National (le programme qui a été adopté par le congrès des partis Communistes Syrien et Libanais - 31 décembre 1943 - 1^{er} janvier 1944 - Tony Cliff) ne trouvera aucune mention de socialisme. Il n'y a aucune revendication ni aucune expression qui ait une coloration socialiste ». Selon cette ligne politique, le PC a décidé de se débarrasser du drapeau rouge comme drapeau du parti et de l'Internationale comme hymne officiel. Le drapeau du parti syrien est désormais le drapeau syrien et son hymne officiel c'est l'hymne national syrien, et le drapeau et l'hymne du parti libanais sont ceux du Liban. Et pour mériter de prendre place à côté des « capitalistes et des propriétaires terriens nationaux », ils ne se disent plus « camarades » entre eux mais « monsieur ». Bakdash, c'est l'édition de poche de Staline. Ses discours servent de guide aux staliniens arabes dans tous les autres pays arabes, et ils font tout ce qu'ils peuvent pour prouver que leur ferveur nationaliste n'est pas inférieure à celle de leur maître.

Ainsi quand le « Parti Arabe » dirigé par le Mufti, Haj Amin el-Husseini, qui s'est comporté comme la marionnette des Nazis chez les Arabes, a été réactivé en juin 1944, les staliniens arabes, organisés dans la Ligue Nationale de la Liberté, se sont empressés d'adresser le télégramme suivant à la direction du parti : « La Ligue Nationale de la Liberté en Palestine vous félicite de votre décision de remettre votre parti national en activité et nous pensons que cette décision nous permettra à tous d'unifier nos efforts au service de notre chère patrie. »

De cette conception générale découle l'attitude des staliniens envers les intérêts de classe des travailleurs et des paysans. La disposition du Programme National du Parti Communiste de Syrie et du Liban qui traite des fellahs est ainsi formulée : « Il faut être attentif à la position du fellah et à sa libération de la misère, de l'analphabétisme et de l'arriération. » Que signifient « être attentif » et « libération » ? Khaled Bakdash répond clairement dans son discours du 1^{er} mai 1944 : « Nous garantissons aux pro-

priétaires terriens que nous ne revendiquons pas et que nous ne revendiquerons pas au Parlement la confiscation de leurs biens mobiliers et de leurs terres, mais au contraire nous voulons les aider en revendiquant la constitution de grandes entreprises d'irrigation, en facilitant l'importation de fertilisants et de machines agricoles modernes ! ... Tout ce que nous exigeons en échange, c'est que l'on prenne pitié du fellah et qu'on le tire de la misère et de l'analphabétisme et que l'instruction et la santé puissent se répandre au village ! Ce sont nos revendications économiques, ou si vous préférez, nous revendications sociales. Elles sont démocratiques et très modestes. » (Le Parti Communiste dans la lutte pour l'indépendance et la souveraineté nationale, Beyrouth, 1944, pp 24-25).

Bakdash a raison sur un point : l'appel à la pitié, c'est vraiment une « revendication » très modeste.

Les staliniens dans les autres pays arabes suivent la même ligne et ne demandent pas le partage des propriétés féodales.

En ce qui concerne la lutte de classe de l'ouvrier, la ligne politique est la même : « Nous sommes très modestes, très conciliants, de tout cœur prêts à défendre votre capital, bourgeois arabes. Vous aussi, soyez modestes et conciliants »... Au lieu d'inciter les ouvriers à se battre et à s'organiser indépendamment pour leurs revendications, on en vient à faire appel à la conscience de la bourgeoisie et de l'État bourgeois. Ainsi par exemple, quand les ouvriers des usines de savon de Tripoli se sont mis en grève, *Sawt u-sh-Sha'ab*, le quotidien stalinien (Beyrouth 15 juillet 1944) a écrit : « Nous espérons que les patrons accepteront les revendications des ouvriers car ils ne revendiquent pas grand chose et que le gouvernement intercédera entre les patrons et les ouvriers et réglera la question d'une manière juste ». En août 1944 les employés municipaux de Beyrouth se sont mis en grève. Ils ont été sauvagement agressés par la police et un grand nombre a été licencié par la municipalité. *Sawt u-sh-Sha'ab* a fait appel au gouvernement, lui

demandant d'intervenir dans l'intérêt des ouvriers (2-3 août 1944). Apparemment la police n'est pas l'arme du gouvernement !

Le 11 août 1944, *Sawt u-sh-Sha'ab* a décrit les terribles conditions de vie des ouvriers de la soie. Les conclusions ? Le gouvernement doit envoyer une commission d'enquête.

Dans un nombre de plus en plus grand de cas, les ouvriers viennent demander de l'aide et du soutien dans une grève ou un conflit du travail, et le parti tente toujours de ramener le calme pour ne pas enfreindre « l'unité nationale ». Lors d'un meeting du Parti Communiste du Liban, Faraj Allah el-Hilu, secrétaire du parti, a attaqué durement ceux qui tentaient de dévoyer une partie des Libanais et de créer un esprit de doute au sujet du gouvernement. Et si *Sawt u-sh-Sha'ab* a dit qu'à ce meeting (janvier 1944) « les ouvriers et les patrons, les fellahs et les propriétaires étaient assis côte à côte » on peut se demander si le discours d'el-Hilu avait affaibli les doutes des ouvriers et des paysans au sujet du gouvernement, ou si ce discours avait augmenté leurs doutes sur la direction stalinienne qui suit les patrons et les propriétaires terriens et leur gouvernement.

Les staliniens suivent les zigzags du Kremlin

Ce suivisme est le produit de la dépendance des staliniens à l'égard de la politique étrangère du Kremlin qui a fait qu'ils ont perdu toute volonté de combat dont ils auraient pu un jour se prévaloir et qu'ils changent de couleur aussi rapidement que des caméléons.

Un tract publié en octobre 1939 par le comité central du Parti Communiste de Palestine (composé à cette époque de Juifs et d'Arabes, ensemble) déclarait : « *Le Hitler contre lequel se bat Chamberlain n'est pas le même Hitler qu'il avait dirigé contre l'Union Soviétique. Ce Hitler qui ne peut pas conduire une campagne contre l'Union Soviétique mais qui doit obéir* (ni plus ni moins - Tony Cliff) *aux instructions de*

Moscou n'est plus aujourd'hui le gendarme de Chamberlain et Daladier. » Apparemment, c'est le gendarme de la paix mondiale!

Les staliniens ont atteint des sommets au moment du coup d'état de Rashid Ali. Même un aveugle pouvait voir que Rashid Ali était une marionnette aux mains de l'Allemagne, même si l'on ne connaissait pas les rapports exacts qu'il y avait entre lui et les Nazis. A ce moment-là, le Moyen Orient en général n'était pas prêt pour un soulèvement de masse contre l'impérialisme britannique. L'armée allemande menaçait d'entrer au Moyen Orient. En Syrie des centaines d'agents à la solde de l'Allemagne agissaient main dans la main avec l'administration de Vichy. Dans de telles circonstances, il était évident qu'aucun mouvement irakien ne pouvait exploiter l'antagonisme entre les puissances impérialistes rivales pour la libération du pays, et tout ce qui pouvait résulter de la situation, c'était que le faible mouvement irakien dirigé par Rashid Ali, le boucher des Assyriens, soit exploité par l'une des puissances impérialistes au détriment de l'autre.

La question de savoir qui prendrait l'avantage sur l'autre, si le mouvement national pouvait tirer profit de l'antagonisme entre les puissances impérialistes ou si une puissance impérialiste profiterait de l'antagonisme entre une autre puissance impérialiste et la nation opprimée, tout cela se détermine selon le poids relatif des trois éléments en présence. De ce fait, toute analogie entre le « mouvement » de Rashid Ali et le mouvement de masse de libération des millions d'Indiens, appuyé par le colosse chinois, est totalement hors de propos. La preuve formelle que Rashid Ali était un agent allemand, sans aucun soutien populaire d'aucune sorte, a été établie quand, après le renversement sans effort de son gouvernement par les Britanniques, il s'est enfui en Allemagne.

Mais à ce moment-là les staliniens ne pouvaient pas voir tout cela, puisque le pacte germano-soviétique était alors encore en vigueur. Et donc Ra'if Khoury, l'un des

« théoriciens » staliniens en Syrie, a écrit au sujet du coup d'état de Rashid Ali : « *Je crois ne pas exagérer en disant que ce mouvement est le premier mouvement arabe, fort et sérieux qui a pour but la liberté et l'indépendance des Arabes et le renforcement de leur existence* » (Principes de Conscience Nationale, Beyrouth, 1941, en arabe, p.91). « *Nous avons publié, avec fierté et satisfaction, la déclaration de Son Excellence le Premier Ministre (Rashid Ali), que son gouvernement n'est au service de personne, comme le disent les accapareurs.* » (Ibid., p.92). « *Pour la première fois, nous avons vu un gouvernement arabe porter des armes, coude à coude avec son peuple.* » (Ibid., p.93). Et en ce qui concerne l'Allemagne : « *Nous sommes étonnés que la grande puissance de l'Axe n'ait pas officiellement reconnu l'Irak indépendant et son gouvernement, nonobstant l'aide de cette puissance, qui mérite nos remerciements, dès lors que la reconnaissance officielle a une valeur particulière.* » (Ibid., pp.23-24). C'est avec de pareils sentiments qu'il termine ses réflexions sur Rashid Ali.

Mais quelque temps plus tard, Staline a fait une petite allusion et la ligne a changé brusquement.

Si jusque là tout l'Orient était l'ennemi de l'impérialisme et « *les masses des Indiens et des Arabes étaient sur le point de se révolter ouvertement contre la domination impérialiste* » (*Kol Ha'am*, l'organe en hébreu du Parti Communiste de Palestine, Juin 1940), désormais un changement décisif s'était produit dans la situation : « *le gouvernement doit comprendre qu'il dispose d'une multitude d'amis au Moyen Orient.* » (*Kol Ha'am*, décembre 1942). Jusque là, le « *gouvernement britannique en Palestine représentait le régime d'asservissement, d'exploitation, la répression et la noire réaction. Ce régime est le même régime que celui de Hitler et de Mussolini avec lesquels l'impérialisme franco-britannique se bat pour le monopole de l'exploitation du prolétariat des pays capitalistes et des nations opprimées des colonies.* » (*Kol Ha'am*, juillet 1940). A partir de maintenant, le Haut Commissaire britannique est le représentant

de la démocratie, et « *nous gardons dans nos cœurs sa bonne image... la manifestation de ses caractéristiques vraiment sociales.* » (*Al-Ittihad*, organe des staliniens arabes en Palestine, 3 septembre 1944).

Les staliniens portent Churchill aux nues

Et si l'armée britannique est envoyée pour réprimer le prolétariat grec, alors « *nous considérerons ... que le gouvernement britannique comprendra que son comportement (en Grèce) n'est pas dépourvu de pensées à courte vue et qu'il en changera ... comme M. Churchill est un homme qui a fait beaucoup pour la démocratie, et il est impensable qu'il puisse insister sur la répression des Grecs. C'est le sens du voyage en Grèce de MM Churchill et Eden... La visite en Grèce de MM Churchill et Eden, dont les efforts sont dirigés vers une solution de la question grecque, a fait bonne impression sur tous les milieux.* » (*Al-Ittihad*, 31 décembre 1944).

Mais bien sûr tous les efforts de Bakdash et de ses amis ont été vains. Les masses arabes qui sont privées des droits démocratiques les plus élémentaires - liberté d'organisation, liberté de réunion, de parole et de la presse - qui vivent dans des conditions de servitude terribles ne peuvent pas croire que la Guerre Mondiale, qui n'a pas apporté la moindre amélioration de leurs conditions de vie, ait été une guerre pour la démocratie. Ils comprennent simplement que la charité commence par soi-même, et en dépit de tous leurs efforts les staliniens ne sont pas parvenus à infuser le moindre enthousiasme pour la guerre. A la place, il y a eu des manifestations pour la faim, des grèves et des heurts avec l'impérialisme et la bourgeoisie locale (la presse mondiale n'en a pas parlé).

Les tâches du mouvement révolutionnaire

En Palestine la banqueroute des staliniens s'est exprimée le plus clairement par rapport au sionisme, en relation avec la direction féodale réactionnaire du mouvement national arabe et la terreur anti-juive. Le soulè-

vement de 1936-1939 a été dévoyé de son objectif réel par les dirigeants féodaux qui étaient des agents soit de l'impérialisme britannique, soit de l'Allemagne ou de l'Italie, et parfois des deux ensemble (comme par exemple Haj-Amin el-Husseini, Mufti de Jérusalem, qui a été de 1917 à la Seconde Guerre Mondiale un agent britannique et à partir de 1941 il a vécu à Berlin). A cette époque, le Parti Communiste de Palestine non seulement s'opposait au sionisme - ce qui est juste - mais il soutenait à tort et aveuglément la terreur anti-juive sans comprendre qu'il y a une grande différence entre la terreur communautaire et la lutte anti-sioniste. Ainsi un tract du PCP du 10 juillet 1936, déclarait : « *En détruisant l'économie des conquérants sionistes par des actes de sabotage et des attaques de partisans, le mouvement de libération arabe veut rendre impossible la poursuite de la colonisation sioniste* ». Dans une circulaire à ses sections du 7 juillet 1936, le comité central stalinien écrit : « *La bombe lancée dans la Maison des Travailleurs à Haïfa (le siège de la Histadrouit - Tony Cliff) a été lancée par des militants du PCP sur ordre du comité central du Parti* ». Au cours des mêmes journées, le journal arabe du PCP (*Sawt u-sh-Sha'ab*) a publié sans commentaire les déclarations du Mufti et soutenu ouvertement sa propagande de terreur anti-juive.

Avec le virage à 180 degrés dans la politique des staliniens, quand ils sont devenus des supporters enthousiastes de la « *guerre pour la démocratie* », les staliniens juifs ont commencé, avec quelques réserves, à soutenir le sionisme, serviteur de l'impérialisme. Évidemment, les staliniens arabes n'ont pas pu avaler cela et donc le parti s'est scindé en deux. Le parti juif (qui n'a pas un seul adhérent arabe) continue à porter le nom de Parti Communiste de Palestine. Le parti arabe, qui selon ses statuts ne peut faire adhérer que des Arabes, s'appelle Ligue Nationale de la Liberté. Une course au patriotisme a commencé entre les deux partis. Le 8 mai 1945, le PCP s'est placé sous le drapeau sioniste bleu et blanc avec les mots d'ordre « *Immigration Libre* », « *Extension de la colonisation* », « *Déve-*

loppement du Foyer National Juif », « *A bas le Livre Blanc* » [1]. La Ligue Nationale de la Liberté a participé au Front National Arabe, qui comprenait des féodaux et des partis bourgeois et luttait « *Contre l'Immigration Sioniste* », « *Contre le transfert des terres aux sionistes* » et « *Pour le Livre Blanc.*»

Est-ce que des personnages aussi insignifiants que Bakdash et ses amis arabes, ou comme les staliniens juifs, sont capables de mener une lutte révolutionnaire internationale contre l'impérialisme, contre les exploités britanniques, français, américains, arabes et juifs, et mettre ainsi un terme aux provocations sanglantes de la réaction ?

Il y a une énorme disproportion entre le pourrissement des conditions objectives dans le monde et au Moyen Orient qui conduisent à une lutte révolutionnaire, et la construction du parti révolutionnaire au Moyen Orient. Si cette disproportion n'est pas surmontée à temps, une catastrophe terrible menacera les masses dans la région. Mais il n'y a pas de place pour le pessimisme ou le défaitisme. Le problème ne sera pas réglé à travers une seule bataille mais par toute une série de batailles qui peuvent donner de grandes occasions de développement même à de petits noyaux révolutionnaires. Dans l'Orient arabe, il existe des amorces de noyaux des organisations de classe. Les syndicats en Égypte comptent près de 200 000 adhérents, en Syrie et au Liban environ 40 000, en Palestine (à l'exception de la Histadrouit qui est essentiellement une organisation sioniste et non un syndicat) entre 10 et 12 000 syndiqués. Cela fait donc un quart de million d'ouvriers organisés dans des syndicats. C'est une petite minorité mais qui n'est nullement insignifiante.

La Révolution russe de 1905, et plus encore la Révolution chinoise de 1925-1927, ont montré clairement que l'idée selon laquelle les organisations fortes seraient une condition préalable à la lutte de classe est le produit d'une vision mécaniste et non-dialectique. Parfois, et particulièrement quand les masses sont privées des droits les

plus élémentaires, les organisations sont forgées dans le feu de l'action. Ainsi pendant la Révolution chinoise, le mouvement syndical est passé de 200 000 à 2 000 000 d'adhérents et des dizaines de millions de paysans l'ont suivi. De plus, le mouvement syndical était à peine constitué quand la création des soviets a été mise à l'ordre du jour. Si dans les conditions terribles d'asservissement, seule une petite minorité est organisée dans les syndicats, et parmi cette minorité, de très petits noyaux osent se battre pour l'indépendance de classe des syndicats par rapport aux patrons, leurs partis et leur État, alors dans des conditions de bouleversement, de remise en cause de la domination et du prestige des classes dominantes et de soulèvements sociaux, les ouvriers organisés dans les syndicats prennent confiance en eux, redressent la tête et luttent courageusement pour l'action de classe indépendante de leurs organisations. Des centaines de milliers d'ouvriers qui ne connaissaient rien de l'organisation se réveillent de leur profonde torpeur, osent s'organiser et lutter. Le climat électrisé transforme chaque petit conflit économique mineur en une explosion politique à grande échelle, et chaque explosion politique, en augmentant la tension générale, fait naître à son tour des luttes économiques qui se répandent.

Dans de telles conditions, l'organisation politique révolutionnaire, quelle que soit sa faiblesse pendant les journées « de calme » qui ont précédé, peut se développer rapidement et devenir le facteur décisif. Les premiers noyaux de militants de la Quatrième Internationale existent en Égypte et en Palestine. La première tâche du moment est de renforcer et de les rassembler en un parti de l'Orient arabe.

Les tâches principales du prolétariat

Contre la politique impérialiste du « *diviser pour mieux régner* », le prolétariat de l'Orient arabe doit construire un front international de lutte de classe. Les tâches principales qui l'attendent sont la révolution agraire et la conquête de l'indépendance nationale et de l'unité des pays arabes divi-

sés par les intérêts de l'impérialisme et des monarchies. Ces tâches sont très étroitement reliées. Elles se combinent avec la tâche de surmonter les divisions internes entre les communautés et d'abolir tous les privilèges nationaux, avec la lutte contre la discrimination à l'encontre des minorités et pour leur pleine égalité des droits. Il est clair que l'inégalité nationale sera complètement éradiquée par la révolution agraire et la nationalisation des entreprises du capital impérialiste qui ouvrira en grand la porte du renouveau économique et culturel de toutes les masses sans distinction de communauté et de nation.

Afin de contrer les efforts de la réaction et d'exploiter toutes les possibilités révolutionnaires dans l'Orient arabe, la classe ouvrière du Moyen Orient a besoin de l'aide de l'ouvrier anglais. L'ouvrier anglais doit comprendre ce qui se passe en Orient, le rôle des différentes puissances qui sont à l'œuvre, et les véritables intérêts du grand capital financier qui motive la politique impérialiste en Orient. Il doit comprendre que les heurts entre communautés en Orient ne sont que le produit de l'impérialisme, que la politique impérialiste de soutenir puis de limiter alternativement l'activité sioniste a pour but véritable d'inciter à la haine nationale, et que le sionisme est le véritable ennemi des masses arabes comme celui des masses juives. Il doit comprendre que seul le retrait de l'Orient de l'armée d'occupation britannique permettra d'abolir les différences artificielles et les conflits entre les différentes communautés (depuis les différences de niveaux de vie et la rivalité nationale jusqu'aux heurts sanglants et aux pogroms). Seul le renversement de l'impérialisme permettra aux masses de l'Orient de se libérer de l'asservissement économique et politique et libérera les masses anglaises de la nécessité de servir de chair à canon pour le capital financier.

Le Sionisme — poste avancé de l'impérialisme

Lettre ouverte à la conférence du Parti travailliste par un groupe de socialistes palestiniens – Décembre 1944

Titre original : Zionism – An Outpost of Imperialism. Open Letter to Labour Party Conference, by a Group of Palestine Socialists. From Workers' International News, Vol.5 No.7, December 1944, pp.4-11

Le projet de résolution sur la Palestine qui devrait être soumis par le Comité exécutif du Parti travailliste britannique à sa convention annuelle a suscité une intense attention ici en Palestine, et aura probablement des répercussions dans tout le Proche Orient.

Ce projet de résolution, qui contient l'exigence de la transformation de la Palestine en un État Juif, et de l'encouragement de l'émigration des arabes palestiniens dans les pays voisins, n'est rien d'autre que la copie de résolutions sionistes similaires. Cela représente en fait le point culminant des tentatives expansionnistes sionistes, qui ont commencé comme un mouvement modéré, et ont maintenant pris, après des dizaines d'années, un caractère résolument agressif.

Le but de cette lettre est de démasquer le vrai visage du sionisme.

Les promesses que le sionisme a faites aux arabes.

Depuis de nombreuses années, le mouvement sioniste s'est attaché à démontrer qu'il ne portait pas préjudice aux intérêts des habitants arabes de la Palestine, et même leur était bénéfique. Ainsi, par exemple, le chef de l'exécutif de l'Agence Juive, Ben Gourion, a écrit :

« En aucun cas les droits de ces habitants [NdA : c'est-à-dire les arabes] ne doivent être affectés. Seuls des « rêveurs de ghettos » comme Zangwill peuvent imaginer que l'on donne aux Juifs, en plus de la Palestine, le droit de chasser les non-juifs du pays. Aucun état n'acceptera cela. Même si l'on pouvait croire que l'on nous donnerait ce droit, [...] les juifs n'ont aucune justification pour le faire, ni aucune possibilité. Ce n'est pas la tâche du Sionisme que de chasser ses habitants actuels de la Palestine ; s'il avait cet objectif, il ne serait qu'une utopie dangereuse, un mirage destructeur et réactionnaire. » (Extrait de *Nous et nos voisins* : discours et essais, New York, 1915, en hébreu).

Que de miel dans ces phrases !

A propos du Fellah (paysan arabe) et de ses terres, Ben Gourion a écrit en 1920 à New York :

« En aucun cas il ne faut toucher à la terre qui appartient au Fellah, et à la terre qu'il cultive. On ne doit pas retirer leur terre à ceux qui vivent du travail de leurs mains, même en échange de compensations financières. (ibid.) »

« Le sort du paysan juif est lié à celui de l'arabe. Ils se lèveront et chuteront ensemble », a-t-il déclaré en 1924. (ibid.) (...)

Voici les berceuses que chantait le Sionisme à la population arabe du pays.

Qu'ont été, cependant, les effets du développement du Sionisme en réalité !

Le sionisme et le village arabe

L'écrasante majorité des arabes sont des villageois. Les sionistes insistent fièrement sur le fait qu'ils ont amené les moissonneuses-batteuses, les batteuses, et les incubateurs en Palestine, qu'ils ont introduit des progrès gigantesques — en bref, que le sionisme est progressiste. Dans le même ordre d'idée, on peut défendre que l'œuvres a amené les automobiles, les tracteurs, les herse modernes ainsi que la radio en Abyssinie et en Tripolitaine, ce qui ne signifie pas du tout, d'ailleurs, que la colonisation a été progressiste. Le point décisif est de savoir si c'est la population indigène — ici, en Palestine, les arabes — qui trouve bénéfice de ce progrès, ou si c'est l'impérialisme colonisateur, ou plutôt sa consolidation.

(...) La propagande sioniste est un mensonge absurde quand elle dit que le fellah peut améliorer sa ferme dans les conditions sociales et économiques existantes, en utilisant des tracteurs et des moissonneuses-batteuses, en élevant des vaches de qualité (une vache coûtait, même avant la guerre, entre 75 et 150 livres) ou en plantant des champs d'oranges (un dunam, c'est-à-dire 1/10 d'hectare, de plantation d'oranges coûte entre 75 et 85 livres). Seule une réforme agraire rigoureuse pourrait lui permettre d'accéder à de meilleures techniques pour sa ferme.

Non seulement la colonisation sioniste ne contribue pas à améliorer la ferme du fellah, mais elle a même pour résultat de chasser les arabes de leurs terres, et elle représente un obstacle aux réformes agraires.

En dépit de toutes les déclarations des dirigeants sionistes, selon lesquelles aucun arabe ne sera chassé de ses terres, ils ont été contraints d'admettre devant la Commission gouvernementale qui a enquêté sur ce sujet en 1930 que 688 familles arabes avaient déjà quitté les fermes qu'elles possédaient dans la Vallée de Jezreel (Rapport de l'Agence juive, transmis à Sir John Hope Simpson). On peut supposer que cette estimation est trop basse. Depuis 1930, la colonisation sioniste s'est également accrue. On peut donc estimer à quelques milliers le nombre de locataires arabes qui ont perdu leur terre.

Les démagogues sionistes répondent toujours à cela : « *Mais, nous avons payé une pleine compensation pour cette terre !* »

A quoi ressemble cette compensation ? Dans son livre *La Terre et la construction juive en Palestine*, le Dr. A. Granovsky, directeur du Fond national juif écrit que cette compensation s'est élevée en moyenne à 41,70 livres par famille.

Or, ce montant n'a en aucun cas été partagé également entre les métayers. Certaines familles ont été soudoyées pour aider les sionistes alors que d'autres ont dû partir avec pas cœurs, voire presque rien. En prenant cela en compte, on peut imaginer ce que la majorité des métayers expulsés ont reçu comme compensation.

De plus, il a fallu régler des dettes sur ces montants. La Commission gouvernementale qui s'est penchée sur la situation des fermiers en 1930 a estimé ces dettes à 27 livres palestiniennes en moyenne (Rapport d'un Comité sur les conditions économiques des agriculteurs en Palestine etc., Jérusalem, 1930, rapport Johnson-Crosbie).

Après ces déductions, que reste-t-il vraiment de cette compensation dans les mains des métayers ?

Même les preuves substantielles du contraire n'empêchent pas les sionistes de déclarer que le sionisme est bénéfique aux arabes. Ils inventeront de nouveaux avantages que le sionisme

apporterait aux arabes, à chaque fois qu'un vieil argument est réfuté. Ils diront même : les terres que les sionistes ont achetées ont donné aux arabes des sommes d'argent importantes.

Mais qui vend des terres aux sionistes ? Les fellahs, ou les grands propriétaires terriens ?

Par exemple, les Sursuk, les grands propriétaires de banque de Beyrouth qui avaient acheté de grandes portions de cette terre aux turcs en 1872, sont les seuls ou presque à s'être fait racheter la Vallée de Jezrâel. Ainsi, une seule famille a vendu une zone qui contenait 20 villages, leurs habitants et leurs fermes.

A propos de la surface totale des terres achetées, l'un des dirigeants de la colonisation sioniste, M. Smilansky, a déclaré que de 90 à 95% avait appartenu à de grands propriétaires terriens, et seuls 5 à 10% à de petits propriétaires arabes (La Colonisation sioniste et le fellah). C'est pourquoi ce sont les grands propriétaires qui empochent le profit, ceux qui exploitent le petit paysan, qui, lui, ne retire que des souffrances de toute cette affaire.

Tout ceci contribue à expliquer la forte opposition des sionistes face à l'Ordonnance de protection des fermiers. Cela explique également pourquoi le futur de la colonisation sioniste dépend de l'existence de grands établissements féodaux arabes.

Si le fellah possédait la terre qu'il laboure, il ne pourrait pas être séduit par la vente du carré de terre auquel il est attaché.

C'est pourquoi le sionisme s'oppose à toute réforme agraire et à toute amélioration de la situation du fellah. (...)

Le sionisme et l'industrie arabe

Les sionistes déclarent fièrement qu'ils ont transformé la Palestine en un pays industrialisé. Mais une question très simple se présente à l'esprit de chacun des travailleurs arabes : quelle est sa part des bénéfices de ce développement ?

Seules 18 000 personnes sont occupées dans l'industrie arabe, dont 10 000 sont des travailleurs. Cela suffit à montrer la très petite taille de ces entreprises « industrielles ». La plupart d'entre elles n'emploient qu'un ou deux travailleurs, et aucune n'en emploie plus de 100. Le capital de cette industrie s'élève à 2 500 000 livres, soit une moyenne de 500 ou 600 livres par établissement. Il s'agit d'une industrie primitive, qui utilise peu de machines et fonctionne principalement sur la main d'œuvres (Abramovitz-Gelfat --- L'Economie arabe ; p. 61, hébreu).

De l'autre côté, 60 000 personnes travaillent dans l'industrie juive, et sa production atteint une valeur de 40 000 000 de livres. Elle est équipée de machines dernier cri.

L'arriération de l'industrie arabe en Palestine est encore soulignée par sa comparaison avec l'industrie égyptienne. Par exemple, en juin 1942, une enquête dans 250 grandes entreprises industrielles égyptiennes a révélé un capital investi de 125 millions de livres, soit une moyenne de 500 000 livres. Si vous comparez les usines textiles de Mahalla Kobra en Egypte, qui emploient vingt mille travailleurs, avec les ateliers de tissage de Majdal, près de Gaza, avec un ou deux travailleurs chacun, vous aurez une idée de l'étendue de la différence !

Dans l'industrie syrienne, près de 170 000 personnes étaient employées en 1937, soit plus de neuf fois le nombre de personnes travaillant dans l'industrie arabe de Palestine, alors que la population syrienne n'est que trois fois celle de la Palestine.

Nous ne voulons pas prouver par ces statistiques que les pays voisins ont un haut niveau de développement industriel. Au contraire, dans ces pays aussi, l'industrie souffre de nombreuses difficultés --- sociales et politiques, internes et externes. Nous voulons seulement montrer que le sionisme n'a en aucune manière amélioré l'état de l'industrie arabe.

Et c'est assez évident. Comment l'économie sioniste pourrait-elle soutenir l'industrie arabe en boycottant totalement ses produits, et, dans une moindre mesure, les produits des fellahs arabes, et le travail des travailleurs arabes. La seule « aide » serait... la compétition.

Le sionisme et l'emploi des travailleurs arabes.

Le nombre des travailleurs arabes qu'emploie actuellement le gouvernement donne une idée du nombre de chômeurs qu'il devait y avoir parmi eux avant la guerre. Certains d'entre eux étaient totalement privés de travail, alors que d'autres étaient inactifs une partie de l'année, et travaillaient à temps partiel sur leur petit carré de terre. Quatorze départements gouvernementaux employaient, en septembre 1942, 103 411 personnes, dont environ 90 000 travailleurs arabes (statistiques gouvernementales). 30 000 travaillent pour l'armée, ce qui fait un total de 120 000.

Même à une époque où la main d'œuvres juive était très rare, il n'y a jamais eu plus de 8 000 à 10 000 travailleurs arabes employés par les juifs. Ils ont travaillé pour eux malgré une très forte opposition des sionistes (piquets dans les plantations d'oranges, matraquage de travailleurs arabes, etc.)

Ben Gourion a souvent fait des déclarations qui sonnaient socialistes, comme celle-ci :

« Les travailleurs juifs ne pourront jamais travailler 8 heures par jour si les arabes travaillent de 10 à 12 heures par jour. Le travailleur juif ne pourra jamais avoir ses 30 piastres par jour tant que l'arabe fera son travail pour 15 piastres et moins » (Notre terre et nos voisins, p. 74).

Et pas seulement celle-ci. Page 79, on peut lire :

« La Histadrout [NdA : Fédération générale des travailleurs juifs d'Eretz Israël] désire accepter tous les travailleurs de Palestine, sans distinction de nationalité ou de religion. »

Cependant, ce ne sont que des paroles creuses destinées à masquer les faits. Dans la ville de Tel Aviv, qui compte 200 000 habitants, il n'y a pas un seul travailleur arabe, pas une seule entreprise industrielle qui appartient à la Histadrout n'emploie des arabes, pas une seule coopérative liée à la Histadrout n'a de membre arabe. Et quand Solel Boneh (l'agence contractante de la Histadrout) qui prend des contrats pour des millions de livres, est obligée d'employer des travailleurs arabes pour des contrats militaires, gouvernementaux et municipaux, elle paie alors ces travailleurs arabes au tiers ou à la moitié du salaire que touche un travailleur juif pour le même travail. Les membres du Parti travailliste britannique le savent-ils ? (...)

Le sionisme et la constitution démocratique de la Palestine

Il serait difficile de trouver une autre colonie de l'Empire britannique connaissant un régime aussi autocratique que la Palestine. Il n'y a aucune représentation parlementaire, ni aucun corps consultatif. Pour expliquer ce manque, le gouvernement avance l'argument que les sionistes n'accepteraient pas des institutions démocratiques, parce qu'ils seraient alors en minorité.

Ces mêmes sionistes, dans le monde entier, appuient leurs revendications sur la Palestine et à une immigration juive illimitée sur les « droits démocratiques ».

Depuis vingt-six ans, la Palestine a été dirigée au moyen de lois d'urgence. Dans ce pays, il est possible d'arrêter n'importe qui à n'importe quelle heure, et de le garder en prison pendant des années, « administrativement » — sans la possibilité de traiter son cas au moyen des canaux ordinaires de la justice. Tout ceci, les sionistes le supportent « démocratiquement », et le demandent même au nom du « maintien de la loi et de l'ordre ».

Les sionistes parlent très adroitement de leur solidarité avec les peuples qui se battent pour leur liberté, comme les abyssins, les chinois, etc. En même temps, ils réclament que l'on réprime les arabes. Il y a malheureusement de nombreux peuples à l'étranger qui ne réalisent pas le cynisme des arguments sionistes.

Ben-Gourion s'est surpassé quand il a écrit dans un article en 1928 :

« Pour le maintien de la paix dans le pays, pour la protection des masses de fellahs de la part des grands propriétaires terriens, pour assurer l'immigration et l'installation des juifs et le droit à un Foyer national juif — il est nécessaire de poursuivre le contrôle par la puissance mandataire » (!!!)

Un régime anti-démocratique — la protection du fellah-bête de somme — l'expansion sioniste (c'est-à-dire l'expulsion du fellah). Comment comprendre tout cela ? Hypocrisie, cynisme, ou pire.

Le sionisme et les classes sociales arabes

L'isolation presque complète entre le secteur juif et la vie arabe a créé un abîme entre toutes les classes sociales arabes et les juifs en Palestine.

- Les propriétaires terriens féodaux — la plupart d'entre eux ne sont pas seulement anti-sionistes, mais aussi anti-juifs. Ils exècrent chaque changement dans la vie du pays, et regrettent le temps du système féodal. Ils ont donc largement prôné la terreur et l'annihilation de la population juive.

Cependant, certaines de ses catégories sont demandeuses d'un compromis, soit avec l'impérialisme britannique aux dépens du sionisme, soit même avec les deux. Ainsi, par exemple, Jamal Husseini a déclaré qu'il lui serait agréable de voir la Palestine devenir un territoire de la couronne britannique si l'immigration juive cessait. D'autre part, on a vu de nombreux propriétaires terriens coopérer avec les juifs, parce que vendre des terres aux juifs est assez profitable. Ils se sont enrichis de quelques millions de livres, donc, que leur importe que les fermiers arabes aient été chassés et, de plus qu'on les ait empêchés de s'établir dans la colonie juive qui est apparue sur les terres qu'ils ont autrefois cultivées ? Cette catégorie a de nombreux liens avec la bourgeoisie, et ses représentants les plus remarquables sont les Nashibi.

- La bourgeoisie — qui n'est ni développée, ni indépendante. Dans sa grande majorité, elle est d'origine féodale, et est liée à la classe féodale. Elle est principalement l'agent du capital étranger. La bourgeoisie arabe est coupée des positions clefs dans l'industrie, qui sont tenues par les britanniques ; l'industrie légère est presque totalement aux mains des sionistes, et cela provoque naturellement de l'insatisfaction dans les rangs de la bourgeoisie arabe. Cependant, à cause de sa faiblesse économique, de sa dépendance envers le capital étranger, et de ses liens à la classe des propriétaires terriens, son opposition n'est pas très cohérente et se termine souvent par des négociations et des compromis.

- La classe ouvrière arabe — la plus forte résistance contre les sionistes provient de la classe la plus opprimée de la société arabe, qui a le plus souffert de l'impact du sionisme. La légende répandue par les sionistes à l'étranger, que les fellahs ne sont pas spontanément anti-sionistes, mais qu'ils sont influencés par les classes féodales, est un mensonge éhonté. Peu à peu, un mouvement des travailleurs arabes grandit, et sa résistance au sionisme aussi.

Le sionisme et la question internationale des juifs

Avec les souffrances incroyables que les juifs ont connues sous la terreur hitlérienne, la question juive est devenu brûlante et vitale, et le sionisme prétend résoudre ce problème.

Les socialistes révolutionnaires ont toujours déclaré que le sort des juifs est lié à celui du capitalisme. Le capitalisme montant a donné aux juifs l'opportunité d'être absorbés au sein de la vie économique de l'Amérique et de l'Europe de l'ouest (de 1881 à 1914, environ 100 000 juifs ont émigré aux Etats-Unis chaque année). Avec le déclin du capitalisme, dans les temps de crise, de fascisme et de guerre, le monde s'est rétréci et la question d'un peuple représentant moins de 1% de l'humanité semble insoluble. La question de quelques centaines de milliers de réfugiés hante les titres des journaux. D'innombrables conférences se tiennent — au lieu de s'ouvrir les portes des Etats-Unis, de l'Angleterre et de ses dominions, avec leurs grands espaces et leurs ressources naturelles. Vous pourriez demander : ouvrir les portes des Etats-Unis et de l'Empire Britannique — pourquoi pas celles de la Palestine ? Avec tout ce que nous avons dit ci-dessus, il doit être clair que l'immigration des juifs en Palestine est d'une nature si fondamentalement différente de cette immigration dans tous les autres pays que c'est le devoir de tout socialiste de s'y opposer.

Le sionisme exploite le dénuement total de ces réfugiés pour sa propre propagande. Tout son appareil, ses fonds gigantesques, le poids de son influence sont utilisés pour donner au monde la fausse impression que c'est seulement en Palestine que les juifs peuvent trouver le salut. Les camps de concentration — la Transnistrie [NdT : région roumaine où de nombreux juifs furent déportés] --- la mort au fond de la mer, comme dans le cas du Struma [NdT : paquebot de réfugiés juifs que la Turquie a refusé de laisser accoster, à qui la Cœurs a refusé des visas pour la Palestine, et qu'un sous-marin soviétique a coulé], le bateau de la mort, d'un côté — ou le salut en Palestine de l'autre côté : c'est ainsi que le sionisme présente le problème.

Le sionisme et la réaction mondiale

Au cours de toute son histoire, le sionisme a toujours soutenu les forces réactionnaires mondiales. Le Dr. Herzl, le fondateur du sionisme, a passé un accord secret avec le ministre tsariste Von Plehve (organisateur du pogrom contre les juifs de Kishinev) qui a permis d'utiliser le mouvement sioniste comme un levier contre les socialistes juifs, en échange de quoi Von Plehve a utilisé son influence sur le Sultan pour obtenir une charte pour le sionisme sur la Palestine.

Non seulement Herzl a accepté d'aider le Tsar, mais également le Sultan turc. A l'époque du massacre des arméniens par les turcs, on lui a demandé d'aider à masquer ces faits dans la presse autrichienne. Herzl a fait tout ce qu'il a pu pour se conformer à cette demande, dans l'espoir que cela lui permette de poursuivre ses plans (on trouvera la preuve de ceci dans son journal, deuxième volume, 7 mai au 8 juillet 1896).

(...) On pourrait donner bien d'autres exemples de l'étroite relation du sionisme avec les dirigeants de la réaction mondiale. Il nous faut cependant nous contenter d'une illustration historique importante : la déclaration de Balfour.

Qui était Balfour ? L'opresseur cruel des irlandais, qui l'appelaient Balfour le boucher. Ce ministre britannique des Affaires étrangères qui s'était, au cours de la dernière guerre, associé au gouvernement Endeki (le parti polonais réactionnaire, antisémite, pogromiste), a accordé la « liberté » au peuple juif.

Il n'est pas étonnant que les sionistes, de même qu'ils ont cherché le soutien britannique, ont aussi essayé d'obtenir de l'aide de l'Allemagne. Cela a été l'origine de la « déclaration Balfour » allemande par le premier ministre de l'époque, Bethmann-Hollweg.

Durant les 27 dernières années, les sionistes se sont appuyés sur la Déclaration Balfour, qui a été signée par 52 gouvernements capitalistes, mais pas par les représentants de la population palestinienne. Pourquoi ne pas soumettre le sort de la Palestine à la décision des Etats-Unis, de l'Allemagne, de l'URSS, du Chili, de l'Équateur, du Brésil et de l'Égypte ? Serait-ce démocratique ?

Pendant 27 ans, les sionistes ont poursuivi leur expansion agressive contre la volonté des masses arabes, soutenus par les baïonnettes de l'impérialisme britannique. Même quand les relations entre le maître impérialiste et son valet s'obscurcissent pour un temps, les sionistes n'osent jamais réellement gêner l'impérialisme britannique.

Ainsi, M. M. Ussishkin a écrit :

« Une Palestine totalement arabe signifie que, tôt ou tard, la Palestine sera obligée de partir, tout comme elle est en train de quitter l'Égypte. Une Palestine largement juive signifie une alliance cordiale [NdT : en français dans le texte] [...] entre le peuple juif et les anglais. » (Revue palestinienne, 3 juillet 1936).

De plus, Ben Gourion a déclaré lors du 19^e Congrès sioniste : « *Qui trahit la Palestine [NdA : c'est-à-dire sa domination impérialiste] trahit le sionisme.* »

Le sionisme et les travailleurs juifs de Palestine

Presque tous les travailleurs juifs de Palestine sont sionistes. Pourquoi ?

D'abord, ils profitent de certains privilèges par rapport aux travailleurs arabes. Le salaire d'un ouvrier agricole juif est deux ou trois fois supérieur à celui de son collègue arabe ; le travailleur juif bénéficie de l'existence d'une puissante organisation ouvrière qui est reconnue par le gouvernement et soutenue par les organisations sionistes. Même si son niveau de vie est inférieur à celui d'un travailleur aux Etats-Unis, en Angleterre, ou dans les dominions, il reste supérieur à celui d'un travailleur arabe.

Deuxièmement, les travailleurs juifs vivent dans une économie et une société sionistes fermées.

Troisièmement, l'indifférence des gouvernements alliés envers la terrible situation des juifs en Europe amène les juifs ici à croire qu'il n'existe d'autre recours que la Palestine.

Quatrièmement, le sionisme a immédiatement rencontré une forte inimitié de la plus grande partie de la population arabe. Certains ont essayé dans leur intérêt de canaliser cette haine contre le peuple juif dans son entier. Au lieu d'en tirer la bonne conclusion, celle d'abandonner leurs idées de conquête sioniste, les travailleurs juifs ont suivi leurs dirigeants sionistes qui déclarent que le renforcement du sionisme est un garde-fou contre le danger arabe.

Cependant, une aile anti-sioniste sera amenée à se développer au sein de la population juive, sous les conditions suivantes :

- quand la vague révolutionnaire de la lutte contre le capitalisme (la cause fondamentale de l'antisémitisme) se lèvera à nouveau à travers le monde ; quand un mouvement prolétarien fort se développera parmi les travailleurs arabes de Palestine et des pays voisins, qui combattra l'expansion sioniste jusqu'à ses derniers retranchements, mais défendra les droits des minorités nationales et religieuses, y compris des juifs.

Il ne fait aucun doute que la fin de la guerre verra des bouleversements sociaux gigantesques à travers l'Europe et au-delà de ses frontières, et il est probable qu'en conséquence, de nombreux travailleurs juifs en Palestine quittent le camp sioniste.

Si les travailleurs juifs ne se joignent pas à la lutte des arabes pour leur libération, la population juive servira à l'impérialisme pour renforcer sa position en Orient, et, si nécessaire, les juifs seront sacrifiés à la haine de l'Orient. Ainsi, le sort de l'État juif pourrait devenir celui de l'État arménien qui a été établi à la fin de la dernière guerre mondiale, et qui a été anéanti dès que l'Impérialisme a cessé de le soutenir.

L'expansion du sionisme est donc, au final, un désastre pour les masses juives qui vivent en Palestine. Seul l'effondrement du sionisme — et le plus tôt sera le mieux — peut sauver la population juive de Palestine d'un tel sort.

Les partisans du « bi-nationalisme » parmi les sionistes

Il existe une aile du sionisme dont l'objectif affiché est la paix avec les arabes, et qui s'oppose à un Commonwealth juif en Palestine. Au lieu de cela, elle défend un état « bi-national ».

Cette aile est composée de deux principales parties : d'un côté le mouvement du Haschomer Hatsair, soutenu par quelques 20 000 électeurs, et de l'autre, un petit groupe de libéraux bourgeois comme MM. Magnes et Kalvarisky.

Examinons brièvement la position du Haschomer :

L'en-tête de l'organe du Haschomer Hatsair porte les mots suivants : « *Pour le sionisme, pour le socialisme, et pour la solidarité entre les peuples.* » Comment le Haschomer explique-t-il ces phrases dans son vrai programme ? Dans son discours devant le Conseil exécutif sioniste intérieur le 10 novembre 1942, M. Yaari, le dirigeant de ce mouvement, a fourni des explications sur le programme de son parti. Il a ainsi déclaré :

« Le problème qui nous occupe tous est : quelle est la manière la plus pratique pour les juifs de cesser d'être une minorité en Palestine ? [NdA : C'est M. Yaari qui souligne] Nous ne devons pas fermer les yeux devant le fait que notre sort sera déterminé par les puissances victorieuses, et que nous ne pourrions pas obtenir en un jour la complète indépendance de la Palestine. »

Ainsi, le Haschomer Hatsair est contre un État Juif en Palestine :

3) parce que cela ne le satisfait pas ; il semble que son appétit soit plus grand que celui des sionistes officiels. Il souhaite non seulement que les juifs soient majoritaires en Palestine, mais également la parité entre arabes et juifs en Palestine et dans les pays avoisinants.

2) il craint encore plus que le sionisme officiel qu'il soit impossible de ne jamais obtenir l'indépendance complète en Palestine. Voici l'essence de la doctrine du bi-nationalisme et de la solidarité internationale du Haschomer Hatsair.

Bien sûr, ils sont prêts à vivre en paix avec les arabes sur ces bases. Ils oublient juste une petite question : est-ce que les arabes peuvent accepter ceci comme base de la paix ?

(...)

Les Partis communistes et le sionisme

L'Internationale communiste, dès sa conception, s'est opposée au sionisme. Sa conception fondamentale de cette lutte était la suivante :

1) Le sionisme, en tant que conséquence de l'antisémitisme, a connu son développement le plus important au cours de l'époque du capitalisme décadent. Le renversement révolutionnaire de ce système signifiera la fin du sionisme.

2) Le sionisme contribue à maintenir dans sa situation un peuple colonisé et renforce la position de l'impérialisme. Dans le combat contre l'impérialisme, il est du devoir de tout révolutionnaire de s'opposer au sionisme.

3) L'influence du nationalisme juif aliène le travailleur juif en Amérique, en Europe, en Australie, etc. à ses collègues. Le combat pour une solidarité ouvrière internationale nécessite donc le rejet du sionisme.

La nouvelle ligne des Partis communistes n'a plus pour objectif le renversement du capitalisme par la révolution. Ils ont cessé de défendre l'abolition des empires (au contraire, les communistes français soutiennent le Grand empire français, et les communistes britanniques soutiennent l'unité de l'Empire britannique). Ce nouveau tournant patriotique, pro-impérialiste, et la dissolution du Comintern, fournissent un contexte adapté à une attitude pro-sioniste.

Le début de ce développement est déjà discernable dans la préface de W. Gallacher [*dirigeant du Parti Communiste de Grande Bretagne*] au livre de I. Rennap, « l'Antisémitisme et la question juive », publié en avril 1942. Après avoir défendu pour la forme et par habitude l'anti-sionisme, Gallacher en vient à dire :

« Comme on l'a déjà observé, la « particularité » de la minorité juive dans un pays capitaliste est qu'ils ne font pas partie de la principale armée industrielle. C'est une minorité qui est à la traîne de l'armée principale. En Palestine, la situation est totalement renversée. La « particularité » de la minorité juive là-bas est que, grâce à son expérience de la science moderne et de la technique occidentale, elle est à l'avant-garde, et pourrait former la direction économique, sociale et culturelle des masses paysannes arabes. Quelle opportunité les juifs ont là-bas, pour peu qu'ils la voient ! »

Des travailleurs qui vivent une vie totalement différente de celle des arabes, les travailleurs juifs n'ont absolument aucun lien avec les problèmes nationaux démocratiques de l'Orient (comme les questions de la révolution agraire, de l'unité des pays arabes, etc.) ! Ils sont censés, selon Gallacher, être l'avant-garde de l'Orient !

Au lieu de maintenir que seul le combat du mouvement ouvrier arabe, à la tête des masses paysannes arabes en Palestine et dans le proche orient peut mettre fin au sionisme — et ainsi libérer les travailleurs juifs du camp sioniste — Gallacher qualifie les juifs de dirigeants de l'Orient ! (...)

Comme en toute chose, les communistes américains ont dépassé leurs frères britanniques. Par exemple, le journal *Morgenfreiheit*, l'organe en yiddish du Parti communiste des Etats-Unis, a

publié dans son numéro du 26 février 1944, un article de l'un des éditeurs sous le titre le Combat contre le livre blanc, qui attaque les juifs non-sionistes qui ont osé s'opposer au projet de résolution de transformation de la Palestine en un Commonwealth juif au Comité du congrès. (...)

Ainsi, au lieu d'exiger « *Ouvrez les portes de l'Amérique aux réfugiés* », ils soutiennent le sionisme ! Au lieu de la révolution socialiste internationale qui résoudra le problème juif ... le Foyer national juif !

(...) Dans tous les cas, le rapprochement du Kremlin avec Churchill, Roosevelt et Smuts, son soutien à l'impérialisme contre les soulèvements révolutionnaires, y compris contre les soulèvements dans les colonies, et son renoncement à la révolution socialiste qui seule peut résoudre le problème juif — prépare le terrain à la reconnaissance officielle des ambitions sionistes par les Partis communistes.(...)

La marche conquérante du sionisme prendra fin

Mais la marche conquérante du sionisme prendra fin.

Pendant cette guerre, les travailleurs britanniques ont de plus en plus exigé le respect de leurs droits ; leurs conflits avec la bourgeoisie et le gouvernement vont se multiplier et devenir plus violents, tout comme leurs conflits avec les dirigeants du Parti travailliste qui appellent à l'unité nationale et au maintien de l'Empire. Les gigantesques grèves qui ont eu lieu en Cœurs sont les premiers signes de leur commencement.

Les peuples colonisés réclameront leur liberté avec de plus en plus de vigueur ; ils ne veulent plus attendre l'arrivée du « nouveau monde » qu'on leur a promis au début de la guerre.

L'effondrement du fascisme allemand provoquera des vagues révolutionnaires qui dépasseront largement l'Europe ; la chute de l'impérialisme japonais déclenchera une chaîne de révolutions coloniales qui s'étendront aux colonies contrôlées par les alliés.

Le soulèvement des peuples colonisés contre toutes les oppressions et les discriminations aidera les travailleurs révolutionnaires dans les autres pays. Les travailleurs de Cœurs soutiendront les colonies dans leur lutte pour la liberté, ce qui fondera une nouvelle solidarité internationale pour la construction d'une nouvelle société.

Le sionisme périra avec l'ordre capitaliste pourri.

Membres du Parti travaillistes, travailleurs, vous qui dans vos cœurs hâissez toutes les oppressions et toutes les discriminations, nous vous demandons de protester contre le projet de résolution du Comité exécutif de votre parti qui vise à supprimer et expulser le peuple arabe de Palestine.

Vous ouvrirez ainsi vos bras aux masses arabes qui mènent, avec leurs frères des autres pays du Proche Orient, un combat difficile contre l'oppression d'un état sioniste.

Avec nos salutations fraternelles,

Les Socialistes de Palestine.

Contre la Partition !

publié en hébreu dans la revue *Kal Ham'ad (la Voix de la classe)* - Septembre 1947

Les membres de la Commission des nations Unies ont fait preuve de « compréhension » et ont fait « un magnifique travail dans un délai très court ». C'est ainsi que Golda Meir, représentante de l'Agence Juive, a apporté son soutien à la proposition de partition. La majorité des partis sionistes étaient d'accord avec elle, avec quelques réserves concernant les « formes » qu'allait prendre cette solution.

Le Ministre américain des Affaires Etrangères, Marshall, a lui aussi exprimé son accord. On sait bien cependant que le sort des peuples persécutés n'est pas habituellement au premier rang des préoccupations du Ministre américain des Affaires Etrangères. Et par conséquent, sa réaction pouvait causer quelque inquiétude parmi ceux qui croyaient que la Commission des Nations Unies était animée de bonnes intentions.

Que donne la proposition des Nations Unies aux Juifs ? Tout à première vue : un quota d'immigration de 150 000 personnes ; l'indépendance politique ; environ les deux tiers de la Palestine, trois grands ports et pratiquement toute la côte. C'est plus que ce que se risquaient à demander les membres les plus optimistes de l'Agence Juive.

Une telle « compréhension » et une telle « amabilité » ne sont-elles pas un peu suspectes ? Pourquoi les représentants du Canada, de la Hollande, de la Suède, qui ont des liens étroits avec les puissances anglo-saxonnes ont-ils voté pour cette proposition ? Et pourquoi les représentants du Guatemala, du Pérou et de l'Uruguay qui reçoivent leurs ordres de Washington ont-ils voté pour ? Tous les périodiques sionistes ou semi-sionistes (les organes du Parti Communiste de Palestine) ont refusé de poser cette question. Et bien sûr, ils n'y ont pas répondu.

Mais c'est précisément la question déterminante. Plus que le contenu de la proposition, ce sont les motivations de ceux qui l'ont soumise qui sont importantes. Ne nous trompons pas ! Derrière les pays « neutres » - pour reprendre les termes employés par Marshall - se trouvent les puissances qui ont un intérêt majeur dans cette question. Les calculs sur lesquels se base la proposition de la partition sont exactement les mêmes que ceux qui ont présidé à la partition de l'Inde.

Quels sont ces calculs ? Dans la période que nous vivons faite de révolutions sociales et de révoltes des peuples asservis, l'impérialisme emploie deux méthodes principales pour exercer sa domination : la répression impitoyable et brutale (comme en Indonésie, en Indochine et en Grèce) ou bien dévoyer la lutte entre les classes en suscitant des conflits entre nations. Le second moyen est le plus économe et le plus sûr et il permet à l'impérialisme de rester en coulisse.

Jusqu'à présent, l'impérialisme a utilisé avec succès la méthode « diviser pour régner » dans ce pays en utilisant l'immigration sioniste comme facteur de division. De cette manière, il créait des tensions nationales ce qui, dans une large mesure permettait de diriger contre les Juifs la colère créée par l'impérialisme parmi les masses arabes de Palestine et du Moyen Orient. Mais récemment, cette méthode s'est avérée moins efficace. Malgré la tension natio-

nale, une classe ouvrière arabe forte et combattive s'est développée dans le pays. Un nouveau chapitre de l'histoire de la Palestine s'est ouvert quand les travailleurs juifs et arabes ont collaboré dans des grèves longues pour forcer les exploiters impérialistes à faire des concessions. Et l'échec de la dernière tentative pour provoquer les habitants de Palestine afin qu'ils s'entre-tuent a donné une nouvelle leçon aux impérialistes. Maintenant ils ont tiré leurs conclusions : si vous refusez de vous battre entre vous, nous allons vous mettre dans une position économique et politique telle que vous allez bien être forcés de le faire ! Voilà le véritable contenu de la proposition de partition.

La proposition de partition concrétisera peut-être le rêve d'indépendance politique du peuple juif ? Cette « indépendance » se réduira en fait à choisir d'une manière « libre » et « indépendante » entre deux positions : soit mourir de faim, soit se vendre à l'impérialisme. Le commerce étranger – importations et exportations – reste sous contrôle de l'impérialisme. Les secteurs clés de l'économie – le pétrole, l'électricité et les ressources minières – restent aux mains des monopoles étrangers. Et les profits vont continuer à remplir les poches des capitalistes étrangers.

Un mini-état juif au cœur du Moyen Orient peut être un excellent instrument aux mains des états impérialistes. Isolé des masses arabes, cet état sera sans défense et totalement à la merci des impérialistes. Et ils l'utiliseront pour conforter leurs positions tout en faisant la leçon aux Etats arabes en parlant du « danger juif » - en fait la menace que représentent les inévitables tendances expansionnistes du minuscule Etat juif. Et un jour, lorsque les tensions atteindront leur niveau le plus élevé, les « amis » impérialistes abandonneront l'Etat juif à son sort.

L'« indépendance politique » sera également conférée aux Arabes. La Partition amènera la création d'un Etat arabe féodal arriéré, une sorte de Transjordanie à l'ouest du Jourdain. Ainsi, ils espèrent isoler et paralyser le prolétariat arabe dans la région de Haïfa, centre stratégique où se trouvent des raffineries de pétrole, et aussi diviser les travailleurs de Palestine et empêcher la lutte de classe.

C'est l'impérialisme qui a créé le problème des réfugiés des camps de concentration quand il leur a fermé les portes de tous les pays. C'est l'impérialisme qui est responsable du sort des réfugiés. L'impérialisme n'est pas une entreprise de philanthropie. Quand il donne un « cadeau » aux réfugiés de Palestine, il le fait pour une bonne raison : les utiliser pour ses buts propres.

La proposition de partition qui est semble-t-il tellement favorable aux Juifs, présente certains aspects très intéressants du point de vue de l'impérialisme :

1) Les concessions faites au sionisme serviront d'appât pour avoir l'approbation de la majorité des Juifs ;

2) Elle comporte plusieurs éléments de provocation comme d'intégrer Jaffa dans l'Etat juif et refuser un port aux Arabes.

3) Ces provocations permettent à la Grande Bretagne d'apparaître comme l'« amie des Arabes » qui « se battra » pour une nouvelle partition plus juste. Et ensuite, cela les aidera à avaler cette pilule amère. En d'autres termes, nous avons là une division programmée du mouvement ouvrier

En résumé, la proposition de la Commission des Nations Unies ne constitue une solution, ni pour les Juifs, ni pour les Arabes, c'est une solution purement et simplement dans l'intérêt des pays impérialistes. Les dirigeants politiques sionistes se sont précipités sur cet os à ronger que leur a lancé l'impérialisme. Et les critiques sionistes « de gauche » font mine de s'en prendre à la proposition de partition sous le prétexte de démasquer le jeu de l'impérialisme et réclament un Etat Juif sur toute la Palestine ! La proposition d'un Etat comportant les deux nations selon Shomer Ha Tsa'ir (La Jeune Garde) n'est qu'un prétexte masquant le droit pour les Juifs d'imposer leurs volontés : l'immigration des Juifs et la politique sioniste aux Arabes – sans leur consentement et contre leur volonté.

Et le parti Communiste de Palestine ? Il attend semble-t-il une solution « juste » de la part des Nations Unies. De toute façon, il continue à avoir des illusions sur les Nations Unies et, en ce sens, il aide à camoufler et à mettre en œuvre les plans de l'impérialisme.

Contre tout cela nous disons : ne tombons pas dans le piège ! La solution au problème juif, tout comme la solution des problèmes de ce pays, ne viendra pas d'« en haut », des Nations Unies, ni d'une institution impérialiste. Ce n'est pas la menace de la « lutte », de la « terreur » ou la « pression » morale qui fera lâcher prise à l'impérialisme et lui fera abandonner ses intérêts vitaux dans la région (les revenus du pétrole ont rapporté des dividendes à hauteur de 60% cette année !)

Pour résoudre le problème juif, pour nous libérer du fardeau de l'impérialisme, il n'y a qu'une seule solution : la guerre de classe **commune** avec nos frères arabes, une guerre qui n'est qu'un maillon de la guerre anti-impérialiste des masses opprimées dans tout l'Orient arabe et dans le monde entier.

C'est la partition qui fait la force de l'impérialisme – c'est l'unité de classe au plan international qui fait la nôtre.

Bibliographie

Mohammed Al-Assad : *Mémoires d'un village palestinien disparu* - Albin Michel - 2002.

Ilan Pappé : *Le nettoyage ethnique de la Palestine* - Fayard - 2008.

Ilan Pappé : *Une terre pour deux peuples* - Fayard - 2004.

Ralph Schoenman : *L'histoire cachée du sionisme* - Selio - 1988.

Tanya Reinhart : *Détruire la Palestine* (ou comment terminer la guerre de 1948) - La Fabrique - 2002.

Tanya Reinhart : *L'héritage de Sharon* - La Fabrique - 2006.

Rashid Khalidi : *Palestine. Histoire d'un Etat introuvable* - Actes Sud - 2007.

Eugène L. Rogan et Avi Shlaïm : *La guerre de Palestine* - Autrement - 2002.

Henry Laurens : *La Question de Palestine* (3 tomes) - Fayard - 1999 à 2007.

Henry Laurens : *Le retour des exilés - La lutte pour la Palestine de 1869 à 1997* - Robert Laffont (Bouquins) - 1998.

La revue *LA VÉRITÉ* n° 614 - nov. 1993 reproduit une série de documents de la IV^{ème} Internationale « de 1946 à nos jours »

- en anglais :

Jospeh Andoni Massad : *The Persistence of the Palestinian Question : Essays on Zionism and the Palestinians* - Routledge - 2006.

Avi Shlaïm : *The Politics of Partition : King Abdullah, the Zionists, and Palestine, 1921-1951* - Columbia Univ. - 1990.

Imprimé par ROTINFED
87, rue du Faubourg-Saint-Denis – 75010 Paris

Directeur de publication : Liliane Fraysse
Revue trimestrielle

Abonnement : 25 € pour 4 numéros
30 € avec droit de consultation des archives et de la bibliothèque du Centre

*

* *

☎ 01 44 83 00 00 - e mail : cermtri@wanadoo.fr

Internet : www.trotsky.com.fr/